

SUIVANT SA HAUSSE

Le dollar frôle les 4,30 francs

LIRE PAGE 24

Le Monde

Fondateur : Hubert Beauve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,30 F
Algérie, 1 DA; Maroc, 1,30 dir; Tunisie, 100 m...

LA GAUCHE ET LE POUVOIR EN EUROPE MÉRIDIONALE

LE président du conseil souhaite

La fin « cordon sanitaire »

conséquences des élections locales, provinciales et municipales de 15 juin, marquées par le succès des communistes...

des « rapports constructifs » avec le P.C.

Réuni depuis le samedi 19 juillet à Rome, le conseil national de la démocratie chrétienne...

De notre correspondant ROBERT SOLÉ

PORTUGAL : M. Soares joue l'éclatement du M. F. A.

Le général de Carvalho se rend à Cuba

L'impasse était totale ce lundi 21 juillet à Lisbonne, où la véritable épreuve de force engagée entre les dirigeants socialistes et le général Vasco Gonçalves...

De nos envoyés spéciaux

Lisbonne. — « Força Vasco » : deux mots lapidaires, l'épreuve de force est engagée. Ils sont cent mille peut-être rassemblés sur le Champ-de-Mars de Lisbonne...

DOMINIQUE POUCHIN et JOSÉ REBELO

a d'ailleurs précipité samedi la formation d'une nouvelle équipe où - tous les courants socialistes - seraient représentés. Il a également invoqué le respect - de la volonté populaire.

QUI ARBITRERA ?

par ANDRÉ FONTAINE

Méfions-nous des idées simples, disait jadis, de sa voix tranchante et nasillarda, M. Georges Bidault...

Pour réduire la surproduction

Bruxelles propose aux Neuf la distillation préventive de vins

Une réforme de la politique viticole européenne se trouve au centre des débats des ministres de l'Agriculture des Neuf, réunis ce lundi 21 et mardi 22 juillet à Bruxelles.

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — Selon la suggestion de la Commission de Bruxelles, en cas de vendanges laissent prévoir des excédents, la distillation préventive serait obligatoire et à bas prix (50 % du prix d'orientation)...

Les travaux préparatoires laissent plutôt pressager un « mini-compromis » : adoption de mesures moins contraignantes pour les viticulteurs que ce qui est proposé par Bruxelles...

PHILIPPE LEMAITRE (Lire page 21, « Le gâchis », par P.-M. Doutrélaud.)

LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE EN MUTATION

La recherche scientifique, en France, tente depuis quelque temps de mieux s'adapter à un rythme de croissance plus lent, après la très rapide expansion de ces dernières années.

l'industrie et de la recherche, M. Michel d'Ornano, a élaboré plusieurs réflexions. Après la délégation générale à la recherche scientifique et technique, c'est au tour du comité consultatif d'être réorganisé.

I. — Un contrôle politique plus efficace

Financée, dans tous les pays développés, à plus de 50 % et même, parfois, jusqu'à 70 ou 80 % par des crédits publics et pour le reste par l'industrie, la recherche scientifique et technique est complètement subordonnée au pouvoir politique et aux entreprises privées.

par DOMINIQUE VERGUÈSE scientifique et technique les aide à les atteindre. Dans le domaine civil, en revanche, les gouvernements acceptent volontiers que l'impulsion vienne des laboratoires de recherche fondamentale ou des organismes créés pour remplir une mission particulière (spatiale, nucléaire, informatique...), et ils discutent peu les programmes proposés.

à propos du procès baader-meinhof fraction armée rouge mohammed harbi aux origines du f.l.n. amory b. lovins stratégies énergétiques planétaires roy medvedev qui a écrit le don paisible? CHRISTIAN BOURGOIS EDITEUR

excessive qui rend délicate la tâche qu'ils accomplissent, autrefois, avec aisance de déterminer leur propre programme de travail. En France, le Commissariat à l'énergie atomique (C.E.A.) 125 000 personnes et un budget annuel de 2 milliards de francs ou le Centre national de la recherche scientifique (6 500 chercheurs et 11 500 techniciens et administratifs, avec un budget annuel de 2 milliards de francs) n'ont plus la souplesse nécessaire pour élaborer une politique satisfaisant à la fois leurs chercheurs ou ingénieurs et le gouvernement.

L'ebouance, d'autre part, a disparu. Les budgets de la recherche, qui stagnent en francs constants depuis quelques années, appellent une élaboration différente de la politique, un choix et une sélection des projets. Des mécanismes et des structures sont nécessaires pour permettre la sélection au sein même des grands organismes de recherche que se contentaient, autrefois, d'additionner les projets de leurs laboratoires.

AU JOUR LE JOUR La course à l'Élysée Pourquoi Bernard Thévenet n'est-il pas resté à l'Élysée après avoir pris tant de peine pour y arriver le premier? Avec le départ donné par le ministre de l'intérieur et l'arrivée jugée par le président de la République en personne, cette dernière étape du Tour de France était toutes les allures d'une passion de pouvoirs. Même s'il a fallu beaucoup plus de deux tours pour arriver au résultat, Thévenet est assuré dans l'opinion française de beaucoup plus qu'un petit 51 % des suffrages. Bien ne l'empêcherait, dès lors, de parachuter l'unité nationale en mettant à Malinon ce courageux et fidèle baron du cyclisme historique qu'est Poulidor. ROBERT ESCARPIT.

Crise mondiale et variations du dollar DE « NOUVEAUX PAUVRES » DU PÉTROLE? (Lire page 21, l'article de J.-M. Quatrepoint.)

PRESTIGE... ET « RÉGIONALISATION » DE LA CULTURE « La Walkyrie » à Orange Le mistral accompagnait de ses tourbillons joyeux, samedi soir, les éclairs et le tonnerre de « La Walkyrie », devant le mur d'Orange, et ténuaient paradoxalement ces orages que démentait le bleu profond de la nuit. Les musiciens de l'Orchestre national de Radio-France, luttant contre le vent avec des pinces à linge, éjectaient bien malgré eux à la musique wagnérienne quelque cent vingt parties de percussions, bruits métalliques et froissements de papiers français, nuisant à la qualité d'une interprétation qui ne pouvait dès lors avoir toute la concentration et l'intensité du fameux « Tristan » dirigé par Karl Böhm dans le même lieu, il y a deux ans. Mais ce ne sont là que péripéties, l'essentiel est que dans le fameux cratère rempli à ras bord, quelque huit à dix mille personnes aient assisté à une représentation exceptionnelle tant par le cadre que par la distribution, et que, à côté des touristes et des « happy few » accourus de la France entière, le majorité du public sans doute — comme en témoignait l'occant qui fleurissait sur tous les gradins — n'eût jamais connu pareille oubliée. JACQUES LONCHAMPT. (Lire la suite page 17.)

EUROPE

LA CRISE POLITIQUE AU PORTUGAL

M. Soares joue l'éclatement du M.F.A.

L'archipel des Açores pourrait proclamer son indépendance

La presse de Lisbonne a annoncé, samedi 19 juillet, qu'une manifestation séparatiste, au cours de laquelle des slogans hostiles au M.F.A. ont été criés, a eu lieu vendredi aux Açores. Les manifestants ont essayé d'occuper le radio local, et des syndicats, et se sont ensuite dirigés vers le siège du parti communiste, qu'ils ont assiégé jusqu'à l'arrivée de l'armée.

Fontes-Delgado (Açores) (A.P.). — L'effervescence est et forte dans l'archipel — étendu à 1 600 kilomètres à l'ouest du Portugal dans l'océan Atlantique — que le gouvernement de Lisbonne a déjà décidé de lui accorder une autonomie partielle. Cependant, tous les éléments permettant de prévoir une déclaration unilatérale d'indépendance existent : l'anticommunisme d'une population conservatrice et influencée par l'Église catholique, le préséantisme des partis populistes démocratiques qui se remportent dans l'archipel 86 % des suffrages le 25 avril 1975.

Front de libération des Açores (F.L.A.) s'étaient emparés de l'aéroport et de la station de radio. Dans les journaux, on évoque de plus en plus la possibilité pour les Açoriens de se prononcer en faveur de l'indépendance. « Si le gouvernement portugais tombe aux mains des communistes, nous ne pouvons prédire ce qui se passera », assure M. João Vasco, président du P.P.D. Les Açoriens craignent sans doute que Lisbonne ne soit plus en mesure de les aider financièrement et économiquement. Mais nombreux sont ceux qui estiment que la situation économique de l'archipel serait meilleure dans la tutelle portugaise.

Le P.P.D. local exige une participation de la population aux négociations entre Lisbonne et les États-Unis sur la base militaire de l'île de Terceira. Les communistes jouent, en effet, à fond contre Lisbonne la carte des « bonnes relations » avec Washington.

« J'espère que nous romprons avec le Portugal et qu'en tant qu'État indépendant nous établirons des relations privilégiées avec les États-Unis », déclare le portier d'un hôtel.

(Suite de la première page.)

M. Salgado Zenha, le numéro deux du P.S., avait pris soin auparavant de rendre hommage au général Vasco Gonçalves. On oublie pas les usages. De cette estrade, plus proche du podium pour fête foraine que d'une tribune pour meeting, les dirigeants socialistes ont pris une initiative dont ils ne mesurent peut-être pas eux-mêmes toutes les conséquences. En réclamant la tête du premier ministre en suggérant qu'on le remplace par un autre militaire moins « marqué », ils portent un coup qui pourrait être décisif à l'unité déjà bien ébranlée du Mouvement des forces armées.

Ceux qui au sein du M.F.A. passent pour être les plus sensibles aux thèses communistes ont vite senti le danger. Ils ont réagi violemment. Dès dimanche matin, la 5^e division de l'état-major, chargée de la propagande et du renseignement, insiste le commandant du P.S. : « Les instructions sur les liens partisanes du général Vasco Gonçalves sont calomnieuses ». « Les fréquentes manifestations de confiance de l'Assemblée du M.F.A. », déclare un communiqué de la 5^e division, sont la preuve absolue que le général n'a pas subi l'influence communiste et aussi l'unité nationale ; son maintien à la tête du gouvernement garantit que le processus révolutionnaire avancera avec fermeté vers le socialisme.

La 5^e division « ne reconnaît à aucun parti une représentativité suffisante pour se prononcer sur la désignation du chef du gouvernement, qui est de la compétence exclusive du M.F.A. ». De ce parti n'a été mandaté par voie électorale que pour collaborer à l'élaboration de la Constitution ». Voilà M. Mario Soares

vertement remis à sa place. Fournant, comme si cela ne suffisait pas, l'attaque reprend le soir même : « Les dirigeants du P.S. ont provoqué l'instabilité politique en adoptant une attitude dictée par l'égoïsme, la vanité et l'ambition. Tout cela dans le but cynique d'écarter de la direction les forces armées. »

L'élan des barricades

De chaque côté, on est maintenant allé trop loin pour reculer. Les socialistes, qui sentent la victoire à leur portée, ne sont plus disposés à transiger. Les partisans du premier ministre — en premier lieu les communistes — sont sur la défensive, mais font du général Vasco Gonçalves l'ennemi principal contre un « glissement à droite ». Ainsi, la crise gouvernementale, qui était passée au second plan ces temps derniers, polarise de nouveau l'attention. La constitution du cinquième gouvernement provisoire, le choix de son chef, deviennent l'enjeu immédiat de la confrontation radicale entre socialistes et communistes. La lutte d'influence risque de durer et son résultat traduira les changements intervenus dans les rapports de force.

Après une semaine d'affrontements parfois violents, on ne peut encore distinguer le vainqueur du vaincu, mais les derniers jours ont vu les socialistes marquer des points précieux. Le P.C. n'est plus, les y a bien aidés. Le comportement des communistes au cours de ces heures chaudes, n'est pas totalement éclairci. Mais on peut penser qu'ils ont cherché à se défendre. Que cherchaient-ils ? Un « remake » du 28 septembre 1974 qui aurait précipité à leur avantage le cours de la révolution ? Ils auront eu tout cas tout intérêt à se retourner et à se défendre contre les socialistes. Il fallait pour cela gagner les militaires. Alvaro Cunhal n'y est pas parvenu.

Alors qu'à Porto son parti subissait un échec humiliant, tout se jouait à Lisbonne dans les couloirs du palais de Belem : c'est là que le secrétaire général du P.C. a tenté de convaincre les hommes du Conseil de la révolution qu'une offensive réactionnaire menaçait le pays, qu'il fallait réagir sans tarder.

Mais sur les ententes de la ville, les militaires — la majorité d'entre eux en tout cas — ne le suivent pas. Un « modéré », le capitaine Vasco Lourenço, déclare tranquillement à un journaliste au cours d'un meeting. Un « radical », le général Otelo de Carvalho, après quelques flottements, déclare que les barrages seront mis en place sous la direction de son état-major. Un peu plus tard, M. Alvaro Cunhal prenant la parole devant plusieurs milliers de jeunes communistes, les invite encore à se mobiliser sur les ententes de la ville. Aucun barrage ne verra afficher les masses de militants. Entre-temps il y a eu un contre-ordre : le P.C. arrête tout, ou presque.

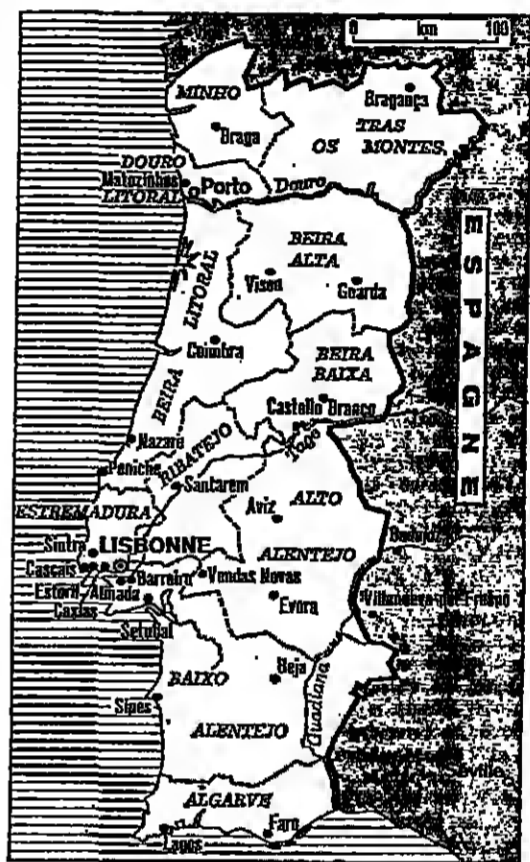
« Ce n'est qu'un appel est publié. On ne peut pas empêcher la marche réactionnaire sur Lisbonne ». On invite à « s'unir contre la réaction, pour la liberté de la presse ». On dénonce l'« irresponsabilité » de la direction du P.S., mais on ne jette plus dans le même sac et les restes du fascisme, les réactionnaires, les conservateurs, même s'ils se disent démocrates ou socialistes ». Le ton a changé, le virage est amorcé. Il s'agit encore d'empêcher la publication d'un communiqué qui se félicite de

l'échec de la droite, dont l'opération a été démantelée », annonce la « politique lamentable des dirigeants du P.S. », mais affirme, en même temps : « Les militants socialistes, ou même pire que tous les autres démocrates, sont intéressés à la déroute de la réaction. » Et surtout fait appel à maintenir la vigilance populaire et en cherchant à organiser l'action de façon que les militants d'extrême-gauche ne s'affrontent pas physiquement.

Le P.C. c'est certain, n'est pas isolé. Il a tenté de chercher des appuis, sans résultat. À Porto, vendredi soir, il a convoqué l'ensemble des groupes d'extrême-gauche et leur a proposé une action commune, mais les gauchistes, quoique violemment hostiles à l'attitude « contre-révolu-

Si les militaires passaient outre à cette opposition résolue, il est possible, sinon probable, que des craquements se feraient entendre au sein du M.F.A. Le groupe des modérés, qui se sent renforcé par le succès de la campagne socialiste, ne résisterait pas sans réagir si d'autres le tentaient finalement pour négocier. Il est évident, d'autre part, que, face à une telle évolution, le P.S. déclarerait de « passer un cran » et de « paralyser le pays », d'abord symboliquement, puis...

« autre éventualité est le retrait de l'actuel premier ministre et son remplacement par « une personnalité plus indépendante ». Celle qu'appellent de vœux les socialistes est évidemment le commandant Melo



LES RÉACTIONS

Dans une interview à « Time »

« IL EST ESSENTIEL QUE L'ESPAGNE NE RÉPÈTE PAS L'EXPÉRIENCE PORTUGAISE »

déclare le secrétaire du parti communiste espagnol

« Il est essentiel que l'Espagne ne répète pas l'expérience portugaise », a déclaré M. Santiago Carrillo, secrétaire général du parti communiste espagnol, dans une interview publiée dimanche 20 juillet par Time. « Selon moi, il y a de nombreux développements négatifs au Portugal. M. Mario Soares et la partie populaire démocratique ont été mis sur la touche et je considère que c'est une erreur », a ajouté M. Carrillo qui a prédit que l'Espagne suivrait le même chemin que le Portugal si Madrid ne se dotait pas d'un gouvernement démocratique à la mort du général Franco.

M. Santiago Carrillo s'en est également pris aux États-Unis et a déclaré que Washington portait une part de responsabilité dans la radicalisation du régime portugais. Le secrétaire général du P.C. espagnol a, en outre, indiqué que la « lutte démocratique, formée par le parti communiste, des socialistes, des monarchistes et des libéraux, prônait, contrairement aux communistes portugais, l'établissement d'un régime démocratique de type occidental. Il a également estimé que son parti ne pourrait pas être exclu du pouvoir après la disparition du régime franquiste.

« M. Michel Moutet (membre du secrétariat national du P.S.U.) : « La révolution qui se déroule actuellement au Portugal ne peut être opérée, fondée sur des principes libéraux bourgeois, mais de la construction d'un pouvoir populaire. Le P.S.U. est opposé à la démocratie bourgeoise de type parlementaire ou présidentiel. Pour cette seule raison, il n'a jamais considéré que le pouvoir devait être exercé au Portugal par l'Assemblée constituante, ou une émanation de cette Assemblée. Le P.S.U. est pour la démocratie directe, exercée par les conseils d'entreprise et de quartier, détenteurs uniques du pouvoir dans tous les domaines et à tous les niveaux. Dans la mesure où le choix effectué par le M.F.A. et les organisations révolutionnaires portugaises est d'ouvrir la voie à l'instauration de cette nouvelle forme de pouvoir, le P.S.U. appuie son soutien à cette orientation. »

« M. Louis Odrú, député communiste de la Seine-Saint-Denis, demande au gouvernement, dans une question écrite adressée au premier ministre, de revenir sur son refus d'occuper une aide économique au Portugal (le Monde du 18 juillet). Il souligne notamment que « le gouvernement n'a jamais marchandé son aide, y compris en matière militaire, aux régimes les plus réactionnaires (la fante chilienne, les racistes d'Afrique du Sud) et qu'il se prononce même pour l'admission de l'Espagne franquiste dans le Marché commun ». Pour M. Odrú, cette prise de position est « un élément de pression et une ingérence dans les affaires intérieures de la jeune démocratie portugaise ».

« M. François Loncic (membre du secrétariat national des radicaux de gauche) : « La crise portugaise n'est pas seulement gouvernementale. Elle est désormais politique et institutionnelle. Pour un démocrate il n'est pas possible d'admettre que les forces armées, même si elles sont transitoires, se substituent aux institutions politiques. Il n'est pas possible d'admettre que l'on confisque le suffrage universel au profit d'une quelconque démocratie directe. »

« M. Eric Hintermann (secrétaire général de la Fédération socialiste républicain de France, créateur du groupe socialiste de l'Assemblée nationale) : « La démarche anti-démocratique et anti-socialiste des communistes portugais a reçu l'appui du groupe socialiste de l'Assemblée nationale. »

« La démarche anti-démocratique et anti-socialiste des communistes portugais a reçu l'appui du groupe socialiste de l'Assemblée nationale. »

« Les services extérieurs de la B.B.C. ont reçu samedi 19 juillet qu'un certain nombre de leurs émissions à destination du Portugal avait été présentées de « façon non objective » entre les mois de mars et de juin 1975. Ces prises de position partiales étaient selon la B.B.C. le fait de collaborateurs portugais chargés de traduire et de lire des commentaires et des informations réalisés par la B.B.C. Ils en profitent pour ajouter quelques aspects révolutionnaires. » — (A.F.P.)

« A Baden-Baden, l'ancien chancelier Willy Brandt a affirmé que la lutte pour le pouvoir au Portugal n'est pas « décisive », qu'elle durera encore des mois, voire des années, et qu'il serait « imprudent » pour l'Europe de refuser de coopérer économiquement avec le Portugal. » — (A.F.P.)

« A Moscou, la Pravda du dimanche 20 juillet a accusé le parti socialiste et le parti populaire démocratique portugais de chercher à constituer un gouvernement de droite et de séparer le peuple du M.F.A. La réaction essaye de bloquer le processus révolutionnaire. » — (A.F.P.)

M. ROCARD : La guerre civile n'est pas tout à fait exclue.

M. Michel Rocard, membre du bureau exécutif du P.S., qui assistait, à Lisbonne, à la manifestation socialiste, a déclaré, dimanche 20 juillet, sur Antenne 2, à la radio, que la situation au Portugal par un pouvoir militaire. Ces hommes ne sont pas des politiques, ce sont des militaires. Ils ont appris de leurs vainqueurs les mouvements de libération nationale, ce qui était de libérer un pays et que cela comportait une dimension politique, mais aussi une dimension économique. Des officiers ont entrepris la libération économique de leur pays. Les partis politiques ne sont que des témoins, des encouragement, des moyens d'explication auprès de la population. Ils ne libèrent pas le pays. On peut classer ce type de pouvoir militaire d'extrême gauche par ses orientations économiques et diplomatiques. Du point de vue de la politique intérieure, c'est-à-dire de l'organisation sociale, ce n'est pas encore très clair. La démocratie est un long apprentissage. En France, on a mis une cinquantaine d'années, même plus (...). La grande nouveauté au Portugal, c'est qu'on n'y a pas pour des raisons politiques. C'est une fois de plus, son orientation profonde. »

« Le colloque sur le socialisme qui réunissait depuis vendredi à Lisbonne des représentants en majorité européens s'est terminé dimanche 20 juillet. Les participants, parmi lesquels on notait la présence de MM. Michel Rocard et Gilles Martinet, du parti socialiste français, Karl Czernik, Alain Touraine et de M. Gisèle Hallini, ont examiné les problèmes de la construction du socialisme, mais sur un plan théorique. La situation intérieure du Portugal n'a guère été évoquée. M. André Bouloche, vice-président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, a exprimé le souhait que « le Portugal rejoigne la Communauté économique européenne ». L'attitude du gouvernement français, refusant un aide au Portugal, a été jugée inadmissible, a-t-il dit. — (A.F.P.)

« L'existence d'un sondage d'opinion au Portugal, dont les résultats ont été « accablants » pour le P.C., a été révélée samedi par M. Karl Czernik, secrétaire international de la social-démocratie autrichienne et président de l'Assemblée du Conseil de l'Europe. Ce sondage a été soumis à la revue rétrospective de l'Internationale socialiste par M. Rego, membre de la direction du P.S. portugais. Il fait apparaître une baisse du parti communiste de 13 à 6 % depuis les élections à la Constituante du 25 avril dernier. Parallèlement, le nombre de supporters du M.P.D. communiste a baissé de 4 à 0,8 %. — (A.F.P.)

A L'APPEL DE L'ÉPISCOPAT...

Visen (Reuter). — Moins dans la main, plusieurs centaines de prêtres, religieux et paysans étonnés ont descendu dimanche dans les rues de Viseu, au sud-est de Porto, arborant des drapeaux nationaux verts et rouges, réclamant la liberté religieuse et protestant « contre la marginalisation du parti communiste sur les moyens d'information ». Le cortège, qui exigait à grands cris l'annulation de Radio-Renaissance, station de l'épiscopat, dont les studios de Lisbonne sont occupés par certains de ses employés de gauche, s'est dirigé vers la cathédrale qui surplombe cette agglomération médiévale.

« La permanence du parti communiste de Viseu, où flotte le drapeau rouge, tous les volets étaient clos, par mesure de précaution, semblerait-il, puisque la localité n'est pas une zone à risque, pris par les manifestants. Il s'agit de la seconde manifestation de rue organisée par des militants catholiques depuis une semaine dans la partie septentrionale du pays. Ces initiatives répondent à l'appel lancé par le président de la conférence épiscopale, qui avait invité les fidèles portugais à apporter leur soutien à l'Église dans l'ensemble du pays.

tionnaire » de la direction du P.S., ont refusé de suivre la tactique, jugée « sectaire et aventuriste » du parti communiste. Ils ont préféré appeler à l'« unité des travailleurs, quels que soient leurs partis », pour la création et le développement d'organes autonomes de pouvoir.

Les communistes subissent sans doute un certain temps les conséquences d'un tel échec. Dès samedi, des militants visiblement désemparés demandaient une autorisation de la direction régionale du Nord afin d'être admis dans l'escalade antisocialiste. Le P.C. peut, bien sûr, changer rapidement de cap, mais il a engagé avec lui dans cette opération nombre de directions provinciales (trente et une pour la seule région de Porto) qui vont se trouver dans une situation très délicate.

Les socialistes ont pu profiter à plein de la politique adoptée par le P.C. Leur offensive n'est pas plus payante. Certains pourtant estiment que leur succès aurait été plus total s'ils avaient annoncé à Lisbonne, lors de leur avantage pour « tendre la main » au M.F.A. Il leur faudra maintenant pour convaincre les dirigeants de tous ceux qui ont suivi leur campagne de leurs véritables sentiments derrière des drapeaux rouges. Mais en ont-ils vraiment l'intention ? Il est incontestable que leur opposition a permis à une certaine droite, à des provocateurs aussi, de relever la tête au-dessus de sa manifestation.

Les multiples attaques de sièges et de permanences du P.C. du Mouvement démocratique portugais, dans le nord du pays, sont bien les manifestations d'un anti-communisme vivace qui plonge ses racines dans un déshonneur d'obscurantisme et de dictature. M. Mario Soares n'aurait pas dû être vite et très fermement s'en dissocier ? Il estime qu'il ne peut être à ses militants, et constamment agressés par les communistes, d'être gentils avec eux ». Et il s'est contenté au terme du meeting de Lisbonne de dissuader la foule de toute action impulsive. Il a été écouté.

Comment le M.F.A. pourrait-il ne pas tenir compte de la nouvelle situation créée par les derniers événements ? Il y sera contraint. Déjà, il n'est pratiquement plus question de former un gouvernement militaire aidé de « personnalités indépendantes ». L'hypothèse avancée par le président de la République est maintenant celle d'un « gouvernement de salut national » qui rassemblerait des hommes de tous les partis de l'ex-coalition, mais à titre individuel. Les chances de ce projet sont minces : la direction du P.S. a d'ores et déjà, interdit à ses responsables de s'engager à titre personnel, sans compter le fait déterminant, de son hostilité désormais ouverte et déclarée au maintien du général Vasco Gonçalves comme premier ministre.

Antennes, qui, sans les avoir épargnés de ses critiques, se range spontanément à leurs positions qu'aux thèses défendues par le P.C. Mais si cette solution voyait le jour, elle provoquerait très vite des réactions négatives de l'assemblée générale du M.F.A. tournée, depuis sa dernière réunion, vers une accélération du processus révolutionnaire et la mise en place d'un pouvoir populaire. On verrait aussi apparaître une opposition résolue des « comités de base » influencés par l'extrême gauche qui considéreraient le changement comme un recul. Quant aux communistes, on imagine encore mal quelle posture pourrait être alors leur attitude.

Ainsi, quelle que soit l'hypothèse envisagée, pour sortir de la crise politique, il apparaît clairement que la première victime pourrait en être le M.F.A. lui-même. Les pressions conjointes des partis sur ses différents courants ont aggravé les contradictions internes. Les lézards sont devenues des failles. La fracture n'est peut-être plus si lointaine.

DOMINIQUE POUCHIN et JOSÉ REBELO.

LE PRÉSIDENT DE LA SOCIÉTÉ DES AUTEURS QUITTE LE PARTI SOCIALISTE.

Lisbonne (A.F.P.). — M. Luís Francisco Rebelo, dramaturge et président de la Société portugaise des auteurs, a annoncé, samedi 19 juillet, sa décision de quitter le parti socialiste.

Dans une lettre adressée au secrétaire du parti, M. Luís Francisco Rebelo déclare que « l'action des dirigeants du parti socialiste contrarie et freine le processus révolutionnaire portugais ».

« Je ne peux concevoir, ajoute-t-il, qu'un moment où il faut plus que jamais être le pays, le secrétaire général du parti socialiste menace de le paralyser, qu'il aborde le drapeau de l'anticommunisme, admettant comme son allié naturel le Centre démocratique et social (C.D.S.), qui est un parti de droite. »

« Le parti socialiste est en train de trahir plus profondément la nation et les travailleurs en consacrant la rupture des forces progressistes et de l'unité entre le peuple et le Mouvement des forces armées », conclut M. Luís Francisco Rebelo.

Handwritten signature or stamp at the bottom of the page.

EUROPE

SES PROLONGEMENTS

Qui arbitrera ?

de la première page.)

nt des sociaux-démocrates qui, oske, ont noyé dans le sang, lamoin de la première mon- le révolution communiste agne. un socialiste, Ramadier, qui a les communistes du gouver- française après la seconde. En vance, l'avènement du P.C. d, exécutant fidèlement les es du Komintern, a empêché, 2-1933, la constitution d'un illesiste contre Hitler et faci- s ce fait, l'avènement du s. Les sociaux-démocrates ont primaires victimes, ou début quatre toiles, de la stalin- Tout cela ne s'oublie pas en et ne peut pas pour rien persistance des tensions, en au sein de l'union de la Quant aux relations entre suche et les communistes, nt, au Portugal comme au depason de la querelle réléqua.

bitrera, entre ces courants s, face à une situation écon- qui, pour des raisons ten- lonales que nationales, ne de s'aggraver ? A défaut d'un onté — Spinoza n'était pas iailla pour lequel il se prenait é, ou plus exactement le ont qui en est l'émulation, s'en charger.

us jour qui passe illustre reusement un peu plus aus et aussi son Irésolution.

Le rappel des forces

égasse n'aurait-elle pas alors à s'en ramatter à un autre ga, celui du suffrage univer- Les vertus de celui-ci sont limitées, mais il a bien fonc- en Grèce, autre pays pouve Europe méridionale récemment de la dictature ; il est vrai a avait en le personne de aramatis un œuvreur sous la et que, la gravité des échecs ; à l'extérieur e succédé un mou- d'union nationale de nature à iller les transitions. L'avenir au serant est bien loin d'y être sûr. pour revenir au Portugal, e ; pas le moindre paradoxe de tude des militaires que d'avoir é être dans des conditions de é indiscutables une « Consti- s » aux pouvoirs les plus limités l, peu soucieuse apparemment de l'exemple les états généraux de se conlente d'échanger des piques. Dans des circonstances variables, Lénine, en 1918, avait yé un détachement militaire aus s de l'anarchiste Jeleznikow

On a dit tout à l'heure l'influence sur les hommes politiques des idées ramandés de l'étranger. Le cas des militaires n'est guère différent. La plupart d'entre eux se sont formés en Afrique et non au Portugal. C'est là qu'ils ont comprise la teneur des dogmes pour lesquels on les obligeait à se battre, le aussi que, comme nombre d'officiers français du temps de la guerre d'Algérie, et quitta à en tirer les conclusions opposées, ils ont découvert le fascisme des idées. Mais les idées s'expriment en mots, et le danger est grand de s'enliver des unes et des autres. Au travers de bien des déclarations, et d'un texte révélateur (1), comme le lettre de démission du secrétaire d'Etat à l'Industrie, M. Pareira, on n'a pas de peine à imaginer l'assemblée du M.F.A. discutant sans fin et, telle la Zazie de Quenau, ne sachant pas trop quoi faire d'autre.

Il est bien clair que le président de la République penche du côté des modérés, le président du conseil de celui des communistes, et que tel ou tel entre a des sympathies maotées. Il n'est non moins qu'aucun des partis ne contrôle la Conseil de la révo- lution. En fait celui-ci e le plus sou- vent présidé, sous la surveillance du M.F.A., la direction collégiale. Mais que peut faire une direction collé- giale en période révolutionnaire et n'existe pas an son sein soit une majorité très nette soit un recours incontesté ? Jusqu'à preuve du contraire, l'une comme l'autre font défaut à Lisbonne.

Carte, un pouvoir divisé et hésitant comme celui des militaires portugais est tout naturellement tenu de sur- veiller plutôt ceux qui parlent le lan- gage de la clerté et de la détermi- nation, c'est-à-dire les commu- nistes. Mais il ne peut pas ne pas tenir compte de la réalité. La grande masse de la paysannerie demeure sous l'influence d'une Eglise encore très conservatrice, le prolétariat indus- triel, dans un pays aux structures plus proches à bien des égards de

celles du tiers-monde que de l'Occi- dent, ne pouvant à lui seul faire la révolution et étant d'ailleurs bien loin d'appuyer dans sa totalité la P.C.P., le pouvoir a besoin pour agir de l'accord d'une partie au moins des classes moyennes. Qui a oublié l'avènement du nazisme et qui ont fourni au général Pinochet l'appui sans lequel il n'aurait pu renverser Allende ? Qui ne voit en France un succès de la gauche est impar- sable et elles n'y concourent pas dans une bonne mesure ? Or il est manifeste que la détérioration de la situation économique et l'affaire de République ont écarté une grande partie des classes moyennes por- tugaises ainsi que M.F.A., du moule de son aile marchante. La fuite des capitaux, l'exode vers le Brésil ou l'Espagne de milliers d'ingénieurs et de techniciens sont des indices révé- lateurs qui ne peuvent pas ne pas s'ajouter grandement aux inquiétudes du M.F.A.

Les influences extérieures jouent aussi leur rôle. Un pays placé comme le Portugal ne saurait espérer opérer en vase clos une transformation de portée révolutionnaire. Les Etats- Unis peuvent à la rigueur faire leur deuil de son appartenance active à l'OTAN, encore que l'interdiction qui leur a été édictée d'utiliser la base de Lajes, aux Açores, pour ravitailler Israël affaiblisse incontestablement leur position en cas de conflit au Proche-Orient. Mais, dans le cadre de la lutte pour le suprême mé- rite qui fait rage actuellement, ils font tout afin d'empêcher le gouver- nement de Lisbonne de glisser suffi- samment dans l'orbite soviétique pour permettre au Kremlin d'utiliser pour sa marine, et notamment pour ses sous-marins nucléaires, les « faci- lités » portuaises lusitaniennes. Tout cela veut dire aussi bien adresser à Moscou, par les voies appropriées, de nettes mises en garde qu'encou- rager aux Açores un mouvement séparatiste et recourir aux différents moyens de pression économiques que les grandes puissances se font rarement faute d'employer en cas de besoin.

En refusant d'établir des relations diplomatiques avec Lisbonne alors qu'elle en maintient avec Santiago, en soutenant en Angola le mouve- ment de M. Roberto Holden en lutte avec le M.P.L.A., qui e les faveurs du M.P.A., la Chine cherche de son côté à gêner les amis de M. Cunha. Quant à l'U.R.S.S., elle a peut-être fourni de l'argent aux communistes — M. Soares ne s'est pas privé d'en

demander à ses amis de l'extérieur, — mais elle ne peut guère faire plus que dénoncer dans la France les agissements de la réaction portu- gaise. Elle n'a aucun moyen d'inter- venir militairement. C'est ce qui fait toute la différence avec la situation de la Tchécoslovaquie, à laquelle on se réfère si souvent et si abusiv- ement, et qui eide singulièrement les socialistes à tenir tête jusqu'à d'hui après avoir donné, au cours de ces derniers mois, tant de signes d'hésitation, voire de mollesse.

Les risques de l'affrontement

Aujourd'hui, c'est l'impassé. M. Cunha n'a apparemment pas renoncé à imposer ses vues. M. Soares, encouragé par le succès de son mouvement, exige le départ du président du conseil. Il ne peut cependant ignorer le risque qu'il cou- rent l'un et l'autre à prolonger leur affrontement : combien de fois, de l'Allemagne au Chili, les divisions de la gauche n'ont-elles pas fait le jeu des forces les plus conserva- trices et les plus réactionnaires ? Et par quel miracle les gauches fran- çaises, espagnoles, italiennes ne subiraient-elles pas le contre-coup d'un divorce qui ramènerait l'Europe à l'époque de la guerre froide ? Il est grand temps décidément pour les pléiades de chercher un terrain d'entente — c'est-à-dire un compro- mis — s'ils ne veulent pas qu'un troisième terron gobe l'histoire à leur place.

Grâce à la sagesse du peuple por- tugais et du M.F.A., le sang jusqu'à présent n'a pour ainsi dire pas coulé. C'est dire qu'il suffirait peut-être d'un geste pour déstabiliser durable- ment l'atmosphère. M. Soares con- tinuerait à sonner le rassemblement — passablement hétéroclite — des anticomunistes et, comme le souhaite, entre autres, les communistes italiens et espagnols, on lui rendrait enfin République ?

ANDRÉ FONTAINE.

- (1) Le Monde du 19 juillet. (2) Aux élections de novembre 1974, il y eut 10 millions de voix et 100 sièges contre près de 16 millions de voix et 419 sièges aux socialistes révolutionnaires (S.R.) de droite et de gauche et un peu plus de 4 millions de voix avec 42 sièges aux monarchistes et aux constitutionnels démocrates (C.D.) L'Assemblée eut lieu le 6 janvier 1974 à Faobe, lorsque Jeleznikow lui donna l'ordre d'ar- rêter ses travaux. « La garde était restiguée ».

Italie

Le président du conseil souhaite des rapports constructifs avec le P.C.

(Suite de la première page.)

Il a espéré ainsi contraindre le chef du parti majoritaire à tirer les conséquences de la défaite subie le 15 juin aux élections régionales. Mais M. Fanfani ne voulait toujours rien entendre dimanche soir et conti- nuait d'exiger un vote de défiance en bonne et due forme. Les diri- geants du parti hésitent à s'engager dans cette voie, de crainte d'une rupture trop brutale de nature à menacer l'existence du cabinet Moro et à provoquer ainsi des élections législatives anticipées. Du même coup, les ambitions de M. Flaminio Piccoli, président du groupe demo- crate-chrétien à la Chambre et seul candidat déclaré à la succession sont entravées. Outre le fait que les conseillers nationaux apprécient diversément sa personne et ses capa- cités, nombre de députés préfé- raient une direction collégiale qui conduirait le parti sans trop de heurt jusqu'au congrès d'automne, où aurait lieu enfin la fameuse « clar- ification ».

Le président du conseil, M. Aldo Moro, e plaidé pour cette solution, dans un discours important qui consi- tute peut-être, au-delà du problème de la succession, le principal évé- nement du conseil national de la D.C. Le chef du gouvernement y reconnaît « le décapement de gauche de l'axe du pays » et propose à ses amis d'ouvrir « un chapitre neuf dans l'histoire de la République ». La démocratie chrétienne devrait changer de méthode, reprendre contact avec les couches les plus vivantes de la société et entretenir un autre type de rapports avec le parti communiste.

Le discours de M. Moro, chef- d'œuvre du genre, contraste, par sa hauteur de vues, avec les propos des « fanfaniistes » et de M. Fanfani lui-même. L'obscurité volontaire de certaines formules est remar- quable. A propos des communistes notamment, on se sait trop s'il in- siste sur les divergences ou les convergences, sur la « synthèse har- monieuse » ou la « confrontation vigoureuse ». Toujours est-il que son langage est, neut. Le parti communiste, écrivait M. Moro, est

« une grande force populaire ». Cela tient à ce que le P.C. a une « sa sensibilité, son exceptionnelle capacité de pénétration et de persua- sion ». Le président du conseil reconnaît que le P.C. a fait des efforts pour élargir sa vision de la société italienne, du développe- ment économique et de la situation internationale. « Mais il reste à voir dans quelle mesure ces points in- sérés au programme peuvent être réalisés dans une synthèse harmo- nieuse. Il reste à voir, au-delà de la bonne volonté des personnes, comment peut s'instaurer un véritable pluralisme social et politique dans le cadre de la solidarité internationale du communisme ».

Il y e donc « des nuances que le P.C. n'a pas encore décelées et qui font obstacle à la collaboration pro- posée ». Mais, ajoute M. Moro, l'opposition de la démocratie chré- tienne au marxisme « comporte une confrontation vigoureuse et efficace » et il est normal, après les résultats électoraux du 15 juin, que « le rap- port entre majorité et opposition communiste soit consensuel et plai- sissant de contribuer, de manière dialéc- tique, à la direction du pays ». C'est, selon le président du conseil, « au centre comme à la périphé- rie ». La précision n'est pas inutile, car beaucoup d'élus locaux démocrates- chrétiens se demandent comment réagir aux appels du pied du P.C. Réponse : « De sérieux contacts dans l'élaboration et la réalisation du programme et le rôle décisif de l'op- position communiste ou démocrate- chrétienne » devraient assurer « un dialogue démocratique dans l'intérêt des populations ». M. Moro ne se montre pas plus explicite.

« L'avenir n'est plus dans nos mains »

L'Unité de ce lundi 21 juillet com- mence les propositions de son conseil avec une certaine réserve. Il peut s'agir tout cela d'une attitude tactique, destinée à ne pas trop égarer les tranges conservatrices de la démocratie chrétienne. Selon le quotidien communiste, le discours de M. Moro contient « des aspects d'un

intérêt indiscutable », mais il s'est « arrêté au seuil de ce que devront être les développements futurs ». Le chef du gouvernement a fait un effort de compréhension des muta- tions du pays et cela démont le point de vue « saccadé et erré » de M. Fanfani.

Dans une autre partie importante de son discours, M. Aldo Moro engage la démocratie chrétienne à « tirer les leçons des élections ». Il faut, selon lui, « procéder sans indulgence à la moralisation de la vie publique » et surtout « changer le parti », étant entendu que « c'est l'âme qu'il faut changer avant les structures et les hommes ». Quel- lement impressionné les deux cents conseillers nationaux de la D.C. : « Nous ne sommes pas un parti popu- laire... Si la démocratie chrétienne doit être reconstruite, je souhaite qu'elle renaisse libre de l'arrogance du pouvoir... L'avenir n'est plus, en partie, dans nos mains ». Et cette remarque, émise au milieu de consi- dérations sur les incertitudes de l'avenir : « Bien que la situation soit difficile, il y a une place pour nous aussi ».

Voilà donc ramené à des ambi- tions plus modestes le « parti de la majorité relative ». Il ne se confond plus avec l'Italie. La lucidité de M. Moro, qui s'affirme, une fois de plus, comme le « penseur » de la démocratie chrétienne, sera-t-elle partagée par ses amis ? On s'ur- tout noté, jusqu'à présent, le paralysie des conseillers nationaux, incapables de se ressaisir et de donner à l'élec- toral — ne serait-ce que tacti- quement — l'image d'un parti vigo- reux et renouvelé. « Nous ne pou- vons pas faire comme si rien ne s'était passé le 15 juin », a insisté M. Moro. Force est de reconnaître que tout se passe jusqu'à présent, à la démocratie chrétienne, comme si les communistes n'avaient pas gagné aux millions de voix : les fuites internes, les querelles de personnes, continuent de dominer un parti es- jusqu'à la corde par trente années ininterrompues de gouvernement, mais aussi par la facilité, le faiblesse aller et la corruption.

ROBERT SOLÉ.

IS LA PRESSE PARISIENNE

URORE : Quelle leçon !

Aucun parti n'a reçu, parait-il, dat du peuple, même par les lions du 25 avril, pour se lancer sur la désignation du du gouvernement ».

Le pouvoir appartient ou au conseil de la Révolution », qui ; nommé lui-même, par la loi fusil. Ce qu'on appelle sans à Lisbonne et la légitimité situationnaire ».

Les socialistes peuvent-ils, e leurs mains nues et leurs neurs, renverser le cours des néments ? Des incidents éclo- t au nord du pays, des poru- ces communistes sont, incen- ; un soldat a été tué... Mais début d'insurrection déclen- ;rait probablement une repré- sation impitoyable (...)

Et tandis que le destin poli- ; du Portugal recueille ou seuil ;re l'économie s'effondre (...)

Bien sûr, le Portugal n'est pas France. Mais il y a, de par la ;de, une seule façon de vivre ; démocratie, et un seul commu- me.

« Alors, quelle expérience, et ;elle leçon ! »

(J. VAN DEN ESCHE.)

BERATION : Aucune solution aus le P.S. et les gauchistes. Cinquante ans de fascisme i donné aux Portugais la haine totalitarisme. Et le pris- ;neur dans de nombreuses ins- ;utions, dans certains secteurs l'oppressif d'Etat par le P.C., ec un style caspini, niant toute ;position, o d'insérence caté- ;ne. C'est elle que Soares vient é déclainer. Au lendemain des élections, M.F.A. avait coutume de dire : « Au-delà de la valeur d'oppres- ;tege, ces élections ont réar- ;té l'indication. Il semble que ;le indication, le M.F.A. n'a pas l'on pas voulu l'entendre (...)

« Le succès de Soares, c'est ;ccoir ravi aux fractions du par- ; ou M.F.A. de telle sorte ;aucune solution à la crise poli- ; que ne peut aujourd'hui exclure ;P.S. ou risque d'une guerre ;rie (...)

« L'autre élément de la ;solution de la crise sera la place ;te dans le nouveau gouverne- ;ent aux « gauchistes ».

(SERGE JULY.)

ete seuil

7 Grands débats (suite)

IVAN ILLICH NEMESIS MEDICALE L'EXPROPRIATION DE LA SANTE

ALEXANDRE MINKOWSKI LE MANDARIN AUX PIEDS NUS

GEORGES BUIS LES FANFARES PERDUES

JOEL DE ROSNAY Le microscope

RENÉ DUMONT LA ROISSANCE DE LA FAMINE!

RENE DUMONT Une agriculture repensée

SEUIL 27, RUE JACOB PARIS 6 / CATALOGUE SUR DEMANDE

PROCHE-ORIENT

EN VISITE OFFICIELLE A PARIS

Fahd d'Arabie Saoudite pourrait conclure ord sur les livraisons de pétrole à la France

Le prince héritier d'Arabie Saoudite, l'émir Fahd Ibn Abdel Aziz attendu ce lundi 21 juillet vers midi à Paris pour une visite officielle de quatre jours en France.

Un dauphin omnipotent

Le prince héritier, qui est aussi premier ministre et ministre de l'Énergie, est accompagné d'une délégation comprenant notamment le ministre d'État pour les affaires étrangères, et le cheikh Ahmed Zaki Yamani, ministre du pétrole.

POINT DE VUE

Racisme des organisations internationales

par JEAN PIERRE-BLOCH (*)

Aujourd'hui, quelque part à travers le monde, un congrès de pêcheurs à la ligne se réunissait, la première des choses qu'il fallait serait de condamner le « racisme ».

Le vote le plus scandaleux est incontestablement la résolution qui a été votée par l'Assemblée mondiale de la santé. Jamais dans le passé aucun autre pays n'a été condamné de la sorte.

Les négociations pour un règlement intérimaire au Sinaï

L'AMBASSADEUR DES ÉTATS-UNIS AU CAIRE a transmis au président Sadate les dernières contre-propositions israéliennes

A trois jours de l'expiration, le 24 juillet, du mandat des « casques bleus » dans le Sinaï, une certaine tension se manifeste sur les lignes de cesse-le-feu entre Israël et l'Égypte.

De notre correspondant

Jérusalem. — On qualifie ce lundi matin, à Jérusalem, de « prudentement optimistes » les conclusions auxquelles sont parvenues les négociations.

Chute anormale des cheveux... A PROBLEME SERIEUX TRAITEMENT SERIEUX.

Advertisement for EUROCAP hair care products, featuring a woman's face and text describing the treatment.

L'Arabie saoudite a accordé à la France des facilités de crédit de valeur de 600 millions de dollars, indique dimanche 20 juillet le communiqué commun publié au Caire à l'issue de la première visite officielle en Égypte du prince héritier.

La position obstinée d'Israël défie la volonté de la communauté internationale et note que le roi d'Arabie saoudite a approuvé le décret égyptien de ne pas accepter le renouvellement du mandat des « casques bleus » dans le Sinaï.

Le communiqué publié à l'issue de la dernière réunion au conseil des ministres à Jérusalem indique, d'autre part, que le gouvernement s'oppose à toute modification unilatérale des engagements qui ont amené l'installation de la FOUU.

Large advertisement for '1018' featuring various literary and historical titles like 'le rouge le mystérieux docteur cornélius' and 'londres dante n'avait rien vu'.

HEBDOMADAIRE D'INFORMATION / N° 148 / 21 JUILLET 75 / 5 F

Le point



OÙ VIT-ON LIBRE DANS LE MONDE

Le premier bilan de la liberté dans le monde.
Pays par pays, le tableau des libertés fondamentales.
21 cartes. Un bilan qui fera grincer quelques dents.
Un document exceptionnel cette semaine dans Le Point.
A lire absolument. Et à conserver.

Photo: Deraglio (d'après Amnesty International)

EN VENTE DÈS AUJOURD'HUI CHEZ LES MARCHANDS DE JOURNAUX

JUSTICE

QUÊTE SUR LES PLASTICAGES DANS LE VAR

J'aurais été inculpé, s'il n'y avait eu pression de l'ensemble des rapatriés >
M. Eugène Ibagnes après sa libération

M. Eugène Ibagnes, président national de l'Union syndicale de défense des Français rapatriés d'Algérie (UFR), qui avait été interpellé par la police le vendredi 18 juillet à la France, a pu regagner librement son domicile à Tourves le samedi 19 juillet. Le président de l'UFR a notamment rencontré pendant sa garde à vue à un témoin, ancien officier dans l'armée algérienne, résidant dans le Var, qui l'accusait d'être le chef du Comité justice-pièces-noirs, responsable de plusieurs attentats en Côte d'Azur et dans les départements du Sud-Ouest. Ibagnes a vivement protesté contre les sanctions dans lesquelles s'est effectuée son interpellation, qu'il qualifie de kidnapping.

es policiers ont mené une razzia sur le chemin qui le mène à la propriété, a déclaré le président de l'UFR. J'ai logé dans deux voitures et desquelles se trouvaient un passeport de police et trois lettres. Comme je refusais de me rendre au commissariat, ils m'ont dit : « Or, je voulais être entendu que le samedi dans le cadre de la loi sur les plasticages dans le Var. J'aurais dû être convoqué dans une maison de la police. »

Le témoin, M. Ibagnes, a écrit lui-même une lettre, avait déclaré avoir reçu de plusieurs organisations, à la fin de septembre 1974, et qu'il remise au ministre de l'Intérieur.

FAITS DIVERS

L'attentat contre un rémetteur de télévision dans les Alpes-Maritimes

Sœur de Jean-Luc Milan est mise hors de cause
Deux attentats à l'explosif commis dans les Alpes-Maritimes, le premier contre un rémetteur de télévision près de St-Théodora, le 18 juillet (fondé du 19 juillet), le second le dépôt de presse de la rue Hachette, pendant la nuit du 18 au 19 juillet, une jeune femme a été longuement enterrée dans les locaux de la police à Nice, avant d'être chassée le 20 juillet. Il s'agit de Liliane Milan, vingt-sept ans, sœur de Jean-Luc Milan, 31 ans, à Cannes, par la bombe il déposait contre la façade

du casino municipal (Le Monde daté 25-26 mai). Sur les lieux des attentats de Puyet-Théodora et de Grasse avait été découverte l'inscription : « Organisation des rapatriés », ce qui a permis de faire en ce qui concerne l'indemnisation. Aussi serons-nous omis à d'arriver de plus en plus notre position, mais nous ne nous en rendons pas compte.

Un policier a mortellement blessé le 20 juillet à Vitry-sur-Seine (Val-de-Marne), un homme en tenant de mettre fin à une dispute conjugale. Police-secours avait été appelé pour mettre fin à une querelle entre époux. Lorsque deux gardiens de la paix se présentèrent, le mari, M. Gérard Rigault, trente-six ans, les menaçait d'une carabine 22 long rifle. Un des policiers tira pour se protéger et blessa M. Rigault, qui devait mourir peu après son admission à l'hôpital Henri-Mondor de Créteil.

L'accident du train express Tuni-Sfax survenu le 11 juillet près de la ville de Msaken, à 160 kilomètres, et qui a fait neuf morts et quarante-six blessés, est dû à un acte criminel a indiqué le directeur de la Sûreté tunisienne. Le coupable, un berger tunisien âgé de vingt ans, a avoué qu'il voulait ainsi se venger de la Compagnie nationale des chemins de fer tunisiens, dont les agents empêchaient des habitants de la localité d'utiliser le sable servant au terrassement de la voie. (A.F.P.)

TANDIS QUE SOYOUZ REDESCEND SUR LA TERRE

Les astronautes américains se livrent à des expériences inédites

De notre envoyée spéciale
Houston. — Le vol conjoint des vaisseaux Apollo et Soyouz, qui avait commencé le mardi 15 juillet, s'est achevé le lundi 21 juillet avec le retour sur terre à 11 h 51 (heure de Paris) des cosmonautes Leonov et Kubasov. Les deux hommes ont atterri dans les steppes du Kazakhstan, près de Karaganda, après cent quarante heures et demie de vol. Pour la première fois, l'atterrissage de la cabine a été télévisé en direct. Le vaisseau Apollo doit continuer maintenalement, seul, son vol jusqu'au jeudi 24 juillet, lorsqu'elle amerrira à 22 h 18 dans l'océan Pacifique. Cette première expérience spatiale commune entre les Etats-Unis et l'Union soviétique aura eu lieu à la satisfaction de tous les techniciens de la NASA, et les techniciens soviétiques paraissent tout aussi satisfaits. A Washington comme à Moscou, les gouvernements ne pourront que se féliciter d'avoir donné au monde ce témoignage de leur entente et de leur désir de coopération.

Les astronautes américains auront passé au total quatorze heures et quinze minutes à bord du Soyouz, dont sept heures et dix minutes à l'extérieur sur les heures et trente minutes pour Brand. Les cosmonautes soviétiques auront passé dix heures et quarante minutes à bord d'Apollo, dont cinq heures et quarante-trois minutes pour Leonov.

La fin du vol Apollo-Soyouz aura été aussi réussie que le début et elle aura donné les plus belles images télévisées de toute la mission. Le samedi 19 juillet, à 13 h 2 (heure de Paris), les deux vaisseaux se séparèrent une première fois. On put voir sur les écrans de télévision le Soyouz d'Oliger d'Apollo, les larges panneaux solaires déployés comme les ailes d'un oiseau de mer. Trente et une minutes plus tard, les deux vaisseaux se rapprochèrent à nouveau et s'amarrèrent pour trois nouvelles heures de vol commun.

Cette lente approche du Soyouz qui, cette fois, accomplissait des manœuvres plus complexes, à bord d'Apollo, permit de provoquer une éclipse artificielle du Soleil. Les cosmonautes soviétiques purent photographier la très haute et très étroite bande lumineuse qui ne peut être observée de la Terre, car le Soleil est trop brillant.

Le 13 h 23, les deux vaisseaux se séparèrent pour la dernière fois, et tandis que la cabine Apollo s'éloignait une seconde expérience a eu lieu. Apollo envoya un faisceau de lumière vers les réflecteurs placés à l'extérieur du Soyouz. Ce faisceau avait été choisi de telle sorte que les rayons

LENINSK LA MYSTÉRIEUSE...

Depuis 1957, les satellites soviétiques partent du cosmodrome de Baïkonour. C'est du moins ce que disent les autorités dans les communiqués officiels. Mais la ville de Baïkonour, un plateau stérile du Kazakhstan, est éloigné de l'endroit, qui se situe à une centaine de kilomètres au nord-est. Les quelques visiteurs occidentaux du cosmodrome — les deux journalistes américains de Goulle, en 1966, et le président Pompidou, en 1970 — ont bien entendu à Baïkonour, mais ils ont ensuite rallié le site de lancement en voiture. Les Américains appellent le cosmodrome « Tyuratam ». C'est le nom du plus proche village indiqué par les cartes. Mais, il s'est en fait, été près du site de lancement, d'après les astronomes américains qui ont visité le cosmodrome, une ville nouvelle de cinquante à cent mille travailleurs scientifiques et leurs familles. Elle s'appelait primitivement Zaré, puis Leninsk, maintenant Leninsk, ville secrète, elle n'est portée sur aucune carte, n'était jamais mentionnée dans la presse, et ne figurait pas en recensement de 1970 de la population soviétique. Elle vient brusquement de surgir de l'ombre, et à l'occasion de la population d'U.R.S.S. a découvert que son pays comptait une ville de plus.

La presse chinoise, qui n'a donné aucune information sur le vol, a indirectement commenté, dimanche 20 juillet, les rendez-vous entre les deux super-puissances dans l'espace.

Dans un commentaire signé, le Quotidien du peuple relate la rivalité entre les Etats-Unis et l'U.R.S.S. ne s'exerce « pas seulement sur terre, sur les océans et les mers, mais également dans l'espace ». Le commentateur a accusé l'Union soviétique de vouloir transformer l'espace de notre planète en une « zone d'expansion militaire » et d'en faire usage à des « fins d'espionnage ».

Deux mille cinq cents biochimistes en congrès à Paris

Structure et fonctionnement du ribosome

Le dixième congrès de la Fédération européenne des sociétés de biochimie (FEBS) s'est ouvert dimanche 20 juillet à Paris. Pendant une semaine, deux mille cinq cents biochimistes européens et américains vont comparer leurs travaux, leurs idées, et faire le point sur l'évolution de la biochimie, une discipline qui utilise les méthodes de la chimie et fournit des informations aux biologistes, aux médecins et aux agronomes. Les communications spécialisées traditionnelles dans ce genre de congrès ont été remplacées par des séances de posters. Au lieu de se voir allouer à peine dix minutes de temps de parole pendant lesquels le ribosome est donné le maximum d'informations, l'auteur d'une communication dispose, pendant une demi-heure, de la table ronde et de ses collègues sur laquelle il présente ses recherches. Les participants circulent librement devant cet ensemble de tableaux, et un coup d'oeil ce qui les intéresse, et peuvent demander au présentateur des informations complémentaires. La séance inaugurale a réuni les congressistes au grand auditorium du Palais des congrès. Après la séance, les participants ont vu un film et entendu une conférence. Le film Paris jamais vu portait mal son titre. C'était une longue

LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE EN MUTATION

(Suite de la première page.)
Au niveau gouvernemental, enfin, le choix s'impose, non seulement pour des raisons financières, mais parce que les critères de jugement ont changé. C'est moins la qualité d'une recherche de pointe que l'adaptation aux besoins nouveaux qui est souhaitée. Comme le soulignent très récemment les experts de l'Organisation de coopération et de développement économique (O.C.D.E.), la science, qui fut ces vingt dernières années l'un des moteurs de la croissance économique et industrielle, est désormais pressée de résoudre la crise contemporaine et les problèmes écologiques, énergétiques, alimentaires, médicaux, etc. L'évolution de la société et ses difficultés entraînent inévitablement une mutation de la politique de recherche. Aujourd'hui, les gouvernements veulent orienter et guider plus étroitement la recherche scientifique et technique. Depuis deux ou trois ans, s'est ainsi amorcée en France, comme dans d'autres pays, une double évolution, concernant à la fois les grands organismes de recherche et les organes de consultation ou d'évaluation. Mais c'est le cabinet de M. Michel d'Ornano, ministre de l'Industrie et de la recherche, qui a le plus loin poussé l'effort de réflexion et de réforme.

Une série de réformes

Pour améliorer les mécanismes de « pilotage » de la recherche en France d'abord, des réformes se sont succédé ou sont en préparation. Elles ont d'abord touché les organes ministériels ou interministériels chargés d'élaborer la politique scientifique en France ou de conseiller le gouvernement.

1) LA DELEGATION GÉNÉRALE À LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE (D.G.R.S.T.), organe interministériel chargé de préparer et de coordonner, a été la première réorganisation, au mois de décembre 1974. Les affaires scientifiques et financières, autrefois traitées séparément par deux adjoints au délégué général, ont été mieux contrôlées par la direction avec un regroupement des responsabilités, le délégué général étant un scientifique et le délégué adjoint, nouvellement nommé, un administrateur. En outre, la direction s'appuie désormais sur un assez nombreux conseil scientifique associé de coopération et de développement, et à la coordination de la politique scientifique ainsi qu'aux études de prospective.

2) LE COMITÉ CONSULTATIF DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE, composé de douze personnalités nommées pour deux ans et placé auprès du ministre de la recherche, sera réorganisé prochainement. Ce comité, dit des « douze sages », gardera sa vocation interministérielle et continuera de donner son avis sur toutes les questions ou les projets qui lui seront soumis, notamment sur la préparation des budgets de recherche et des plans quinquennaux. Mais on lui demandera de moins travailler, comme il l'a fait ces dernières années, en collaboration avec la D.G.R.S.T. dont il occupait certains bureaux.

M. d'Ornano souhaite qu'il se détache de la D.G.R.S.T. pour reprendre sa fonction de conseiller indépendant auprès du ministre de la recherche. Ainsi, ce dernier pourra-t-il comparer les avis du comité consultatif et la politique préconisée par la D.G.R.S.T. En outre, M. d'Ornano estime qu'il n'est peut-être pas nécessaire que tous les membres du comité assistent aux deux comités interministériels qui, chaque année, délibèrent de la politique scientifique générale. Peut-être la présidence du président serait-elle. Enfin les « douze sages » vont, sans doute, devenir seize. La composition du comité sera élargie avec un certain nom-

bre de personnalités élues et non plus seulement nommées auxquelles s'ajouteront, peut-être, une ou deux personnalités scientifiques des rapports entre la science et la société.

Le gouvernement paraît aussi désireux d'assurer une meilleure représentation régionale au sein du comité. Le mandat du présent comité consultatif s'achèvera sans doute en septembre.

3) L'ACADEMIE DES SCIENCES, que M. Giscard d'Estaing souhaitait remodeler complètement pour disposer d'un organe consultatif de haut niveau capable de donner son avis sur des problèmes scientifiques particuliers, attend les propositions de réforme que doit formuler le comité de cinq personnalités, chargé de les élaborer.

4) DANS CHAQUE MINISTÈRE, enfin, le besoin d'un organe qui étudierait et sélectionnerait les programmes proposés par les grands organismes de recherche se fait sentir. Jusque-là, les ministères acceptaient sans grande discussion les projets qui leur étaient soumis. Un service un peu étoffé qui trierait les propositions des organismes permettrait ainsi de mieux insérer les recherches menées sous son égide dans le cadre général de la politique. Le plan de travail ainsi élaboré au niveau des divers ministères serait alors soumis à la D.G.R.S.T., qui définirait la politique générale.

Ces améliorations des mécanismes d'élaboration de la politique de recherche en France, en fonction des besoins nationaux et dans le cadre de budgets moins généraux que par le passé, porteront d'autant plus de fruits que les grands organismes seront capables de s'adapter, eux aussi, à la demande des organes ministériels.

PRESSE

Le Nouvel Economiste, l'hebdomadaire né de la fusion des Informations et d'Entreprises (Le Monde des 6-9 juin et du 15 juillet), paraîtra le 6 et 7 et comportera environ cinquante pages. Le Nouvel Economiste comptera 107 personnes dont 81 journalistes, émanant principalement des deux anciennes rédactions. Le Nouvel Economiste sera un magazine du type « Business week » fait par des spécialistes, indique M. Jacques Klein, directeur de la rédaction, dans une lettre de présentation du journal.

SCIENCES

Structure et fonctionnement du ribosome

Le dixième congrès de la Fédération européenne des sociétés de biochimie (FEBS) s'est ouvert dimanche 20 juillet à Paris. Pendant une semaine, deux mille cinq cents biochimistes européens et américains vont comparer leurs travaux, leurs idées, et faire le point sur l'évolution de la biochimie, une discipline qui utilise les méthodes de la chimie et fournit des informations aux biologistes, aux médecins et aux agronomes. Les communications spécialisées traditionnelles dans ce genre de congrès ont été remplacées par des séances de posters. Au lieu de se voir allouer à peine dix minutes de temps de parole pendant lesquels le ribosome est donné le maximum d'informations, l'auteur d'une communication dispose, pendant une demi-heure, de la table ronde et de ses collègues sur laquelle il présente ses recherches. Les participants circulent librement devant cet ensemble de tableaux, et un coup d'oeil ce qui les intéresse, et peuvent demander au présentateur des informations complémentaires. La séance inaugurale a réuni les congressistes au grand auditorium du Palais des congrès. Après la séance, les participants ont vu un film et entendu une conférence. Le film Paris jamais vu portait mal son titre. C'était une longue

LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE EN MUTATION

(Suite de la première page.)
Au niveau gouvernemental, enfin, le choix s'impose, non seulement pour des raisons financières, mais parce que les critères de jugement ont changé. C'est moins la qualité d'une recherche de pointe que l'adaptation aux besoins nouveaux qui est souhaitée. Comme le soulignent très récemment les experts de l'Organisation de coopération et de développement économique (O.C.D.E.), la science, qui fut ces vingt dernières années l'un des moteurs de la croissance économique et industrielle, est désormais pressée de résoudre la crise contemporaine et les problèmes écologiques, énergétiques, alimentaires, médicaux, etc. L'évolution de la société et ses difficultés entraînent inévitablement une mutation de la politique de recherche. Aujourd'hui, les gouvernements veulent orienter et guider plus étroitement la recherche scientifique et technique. Depuis deux ou trois ans, s'est ainsi amorcée en France, comme dans d'autres pays, une double évolution, concernant à la fois les grands organismes de recherche et les organes de consultation ou d'évaluation. Mais c'est le cabinet de M. Michel d'Ornano, ministre de l'Industrie et de la recherche, qui a le plus loin poussé l'effort de réflexion et de réforme.

Une série de réformes

Pour améliorer les mécanismes de « pilotage » de la recherche en France d'abord, des réformes se sont succédé ou sont en préparation. Elles ont d'abord touché les organes ministériels ou interministériels chargés d'élaborer la politique scientifique en France ou de conseiller le gouvernement.

1) LA DELEGATION GÉNÉRALE À LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE (D.G.R.S.T.), organe interministériel chargé de préparer et de coordonner, a été la première réorganisation, au mois de décembre 1974. Les affaires scientifiques et financières, autrefois traitées séparément par deux adjoints au délégué général, ont été mieux contrôlées par la direction avec un regroupement des responsabilités, le délégué général étant un scientifique et le délégué adjoint, nouvellement nommé, un administrateur. En outre, la direction s'appuie désormais sur un assez nombreux conseil scientifique associé de coopération et de développement, et à la coordination de la politique scientifique ainsi qu'aux études de prospective.

2) LE COMITÉ CONSULTATIF DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE, composé de douze personnalités nommées pour deux ans et placé auprès du ministre de la recherche, sera réorganisé prochainement. Ce comité, dit des « douze sages », gardera sa vocation interministérielle et continuera de donner son avis sur toutes les questions ou les projets qui lui seront soumis, notamment sur la préparation des budgets de recherche et des plans quinquennaux. Mais on lui demandera de moins travailler, comme il l'a fait ces dernières années, en collaboration avec la D.G.R.S.T. dont il occupait certains bureaux.

M. d'Ornano souhaite qu'il se détache de la D.G.R.S.T. pour reprendre sa fonction de conseiller indépendant auprès du ministre de la recherche. Ainsi, ce dernier pourra-t-il comparer les avis du comité consultatif et la politique préconisée par la D.G.R.S.T. En outre, M. d'Ornano estime qu'il n'est peut-être pas nécessaire que tous les membres du comité assistent aux deux comités interministériels qui, chaque année, délibèrent de la politique scientifique générale. Peut-être la présidence du président serait-elle. Enfin les « douze sages » vont, sans doute, devenir seize. La composition du comité sera élargie avec un certain nom-

bre de personnalités élues et non plus seulement nommées auxquelles s'ajouteront, peut-être, une ou deux personnalités scientifiques des rapports entre la science et la société.

Le gouvernement paraît aussi désireux d'assurer une meilleure représentation régionale au sein du comité. Le mandat du présent comité consultatif s'achèvera sans doute en septembre.

3) L'ACADEMIE DES SCIENCES, que M. Giscard d'Estaing souhaitait remodeler complètement pour disposer d'un organe consultatif de haut niveau capable de donner son avis sur des problèmes scientifiques particuliers, attend les propositions de réforme que doit formuler le comité de cinq personnalités, chargé de les élaborer.

4) DANS CHAQUE MINISTÈRE, enfin, le besoin d'un organe qui étudierait et sélectionnerait les programmes proposés par les grands organismes de recherche se fait sentir. Jusque-là, les ministères acceptaient sans grande discussion les projets qui leur étaient soumis. Un service un peu étoffé qui trierait les propositions des organismes permettrait ainsi de mieux insérer les recherches menées sous son égide dans le cadre général de la politique. Le plan de travail ainsi élaboré au niveau des divers ministères serait alors soumis à la D.G.R.S.T., qui définirait la politique générale.

Ces améliorations des mécanismes d'élaboration de la politique de recherche en France, en fonction des besoins nationaux et dans le cadre de budgets moins généraux que par le passé, porteront d'autant plus de fruits que les grands organismes seront capables de s'adapter, eux aussi, à la demande des organes ministériels.

RELIGION

Dans la Seine-Maritime

UN CURÉ TRADITIONALISTE EST DÉMIS DE SES FONCTIONS
L'abbé Le Villain, curé de Franqueville-Saint-Pierre, localité de 2 000 habitants de la Seine-Maritime vient d'être déchargé de ses fonctions par Mgr André Pallier archevêque de Rouen. Il lui est reproché notamment d'être entré dans la sacristie à la messe de saint Eloi y malgré la réforme liturgique post-conciliaire. Le père Devis, vicaire général, a annoncé la nouvelle le 20 juillet aux paroissiens lors d'une messe. Certains d'entre eux se sont regroupés autour de l'abbé Le Villain qui a célébré la messe en plein air au pied d'un cèdre.

Curé depuis 1958, l'abbé Le Villain avait l'intention de faire appel au saint-siège. La veille il avait déjà porté plainte contre le vicaire général et le maire de Franqueville, qui sont entrés dans la sacristie avec l'aide d'un serrurier pour récupérer les clefs de l'église. Pour l'abbé Le Villain, c'est une sorte de « violation de domicile ».

SOCIÉTÉ

A Ogliastra

NUDISTES EN BLEU
Quatre personnes qui se trouvaient nues sur la plage d'Ogliastra, un petit village de la côte occidentale du cap Corse, ont été reconvoquées de peindre bleu par les membres du conseil municipal. La décision de peindre tous les nudistes de la plage avait été prise à l'unanimité par ce conseil il y a quelques jours (Le Monde du 19 juillet).

Les « victimes » peintes — des Français et des Suisses — ont quitté rapidement la plage pour aller porter plainte à la gendarmerie voisine.

SPORTS

CYCLISME

L'épanouissement de Bernard Thévenet vainqueur du 62^e Tour de France

Eddy Merckx formait-il un projet insensé en voulant battre le maillot de Jacques Anquetin, qui compte comme lui cinq victoires dans le Tour de France ?

Et, surtout lorsqu'on appelle Eddy Merckx, de remporter six fois une épreuve aussi exigeante que le Tour de France ?

les pentes de Pra-Loup, où il a définitivement abandonné le maillot jeune. Il a pourtant conçu moins de trois minutes.

qui, ayant enlevé le Tour de France en 1966 et en 1967, n'ont pas confirmé leur succès. Mais c'est maintenant que pour l'ancien cultivateur norvégien, devenu le routier français n°1 et placé devant ses responsables, les véritables difficultés vont commencer. Il le sait.

TENNIS

EN COUPE DAVIS

La Tchécoslovaquie rencontrera la France

Lors des demi-finales de la Coupe Davis, dimanche 20 juillet, la Suède a battu l'U.R.S.S. et l'Espagne a défait la Roumanie.

égalité, le jeune espoir espagnol Biguerras réussit à arracher le point de la victoire à Orvicl (6-0, 3-6, 6-1, 6-7, 6-3).

MANIFESTATION D'OUVRIERS DU LIVRE

Plusieurs centaines de grévistes du Livre des parisiens ont manifesté le dimanche 20 juillet à l'arrivée du Tour de France sur les Champs-Élysées à Paris.

Encadrés par d'importantes forces de police, les ouvriers du Livre, en conflit avec M. Emilien Amaury, ont défilé des banderoles et crié des slogans dénonçant les licenciements et réclamant des négociations à 200 mètres de la tribune officielle où se tenait notamment M.M. Valéry Giscard d'Estaing et Michel Polakowski.

Une « défaite » ressentie par toute la Belgique

Bruxelles. — La fête nationale belge du 21 juillet se célèbre dans un climat maussade et le drapeau tricolore qui flotte pour la première fois, encadré du lion flamand et du coq wallon, emblèmes officiels attribués aux deux communautés — est, tout au moins dans l'esprit de la majorité des citoyens, cravaté de crêpe noir.

boulistes ont espéré voir leur héros national revêtir le maillot jaune sur les Champs-Élysées. Dans leurs songes les plus fous, ils le voyaient embrassé par le président de la République et félicité par son rival loyal mais malheureux Bernard Thévenet.

Un touriste de reconnaître l'évidence au lendemain des étapes de montagne, même quand le coureur français avait pris trois minutes d'avance au classement général. Tout le pays vibra et souleva les lèvres en paroles lyriques des reporters. On a ainsi pu entendre : « Quel courage, chers auditeurs, quel héros, quel exemple pour nous tous !

BIBLIOGRAPHIE

« L'ÉPOPEE DU TOUR DE FRANCE » de Marcel Bidot

Les récits sur le Tour de France ne manquent pas ni les souvenirs des coureurs qui y ont participé aux temps anciens ; Marcel Bidot est de ceux qui ont contribué à créer la légende, de ceux que Géo André a appelés « les géants de la route ».

Jamais Paris ne reçoit visiteurs avec plus de pompe que la petite reine et ses quatre-vingt-huit serviteurs. Au départ, le ministre de l'Intérieur à l'arrivée, le président de la République ; sur les tribunes, des douzaines de « hautes personnalités ». Les drapeaux flottent des primes ; à un bel éventail. On le voit plus proche de Louison Bobet que de Lucien Aimar ou de Roger Pingon.

LA PETITE REINE CHEZ LE PRÉSIDENT

Peut-être se serait-elle réveillée si elle avait pu crier : « Allô France. » Une fois le rideau tombé, que restait-il de la folle équipée qui parcourt l'Hexagone ? Des images, des scènes, dans la malice, la cruauté ou la noblesse devraient inspirer un metteur en scène observateur. Ce sont les aveuglés sur le bord d'une route qui tendaient leur canne au passage du cortège, comme dans l'attente d'un miracle, ou les petites étaves d'un portefaix, agitant au sommet d'un mur cette pancarte : « Toutes les filles pour Thévenet. »

Victoire de la Suède

En zone A, jouant devant leur public, Barcelone, Orantes et Gilsbert ont remporté le point du double, essentiellement Nastase-Tiriac (3-6, 4-6, 6-3, 7-5, 6-3). Bien que Nastase dans sa meilleure forme ait écarté Granitas (6-2, 6-2, 6-4) et que les deux équipes se soient retrouvées à

AUTOMOBILISME

GRAHAM HILL PREND SA RETRAITE

La Britannique Graham Hill a annoncé, vendredi 18 juillet à Silverstone, à l'occasion du Grand Prix de Grande-Bretagne, sa décision de se retirer de la compétition. Graham Hill prend sa retraite avec un palmarès complet. Il a gagné deux fois le championnat du monde des conducteurs (en 1962 avec BRM, en 1968 avec Lotus) ; les miles d'Indianapolis et les vingt-quatre heures de Mans. Agé de quarante-six ans, marié et père de trois enfants, Hill a su se reconstruire en prenant la formule 1, la responsabilité de l'équipe Lola. En réalité, sa seule erreur a été son retard à quitter la compétition. Depuis plusieurs années le grand champion était devenu un anonyme, perdu dans le peloton des moins rapides, accroché à sa gloire passée. La frustration dans laquelle il se complaisait avait effectivement pris fin après sa non-qualification dans le Grand Prix de Monaco.

LE DÉROULEMENT DU GRAND PRIX DE GRANDE-BRETAGNE A ÉTÉ FAUSSE PAR DES AVERSES

Le Brésilien Emerson Fittipaldi (Mazd Laren), champion du monde en titre, a été stoppé le 19 juillet au Grand Prix de Grande-Bretagne, soit onze tours avant la fin prévue, et déclaré vainqueur de l'épreuve, la dixième du championnat du monde des conducteurs. Les organisateurs ont usé du droit que leur donne la réglementation internationale de mettre fin à un grand prix en cas de pluie et de danger sur la piste, comme de celui de publier un classement donnant aux six premiers pilotes classés la totalité des points attribués pour chaque épreuve, pourvu que les deux tiers aient été disputés. Deux averses ont provoqué une série de carambolages dans lesquels presque tous les pilotes ont été pris, sauf, notamment, le vainqueur, Sept pilotes — Pace, Fryd, Regazzoni, Jarier, Schaecker, Hunt, Fittipaldi — ont à un moment ou à un autre occupé la première place, soit régulièrement, soit à la faveur des arrêts de leurs adversaires aux stands. Pour des changements de pneus, cest ainsi que la plupart ont été contraints d'en changer trois fois, passant des pneus « sec » à des pneus « pluie » et inversement en fonction des conditions atmosphériques. Au cinquante-sixième tour, sept monoplaces sortirent de la piste au même endroit, faute d'adhérence, à la suite d'une nouvelle averse et la direction de la course provoqua la décision d'arrêter définitivement le grand prix. Aucun pilote n'a été gravement blessé.

LES RÉSULTATS

Athlétisme

COUPE D'EUROPE DES ÉPREUVES COMBINÉES (Grand-Grand)

Les équipes de destination et de pentathlon se sont qualifiées pour les finales prévues les 6 et 7 septembre à Bydgoszcz (Pologne) en prenant chacune la deuxième place de leur demi-finale organisée les 19 et 20 juillet à Stordalen.

Automobilisme

CHAMPIONNAT DU MONDE DES CONDUCTEURS

DE GRANDE-BRETAGNE, DISPUTE À SILVERSTONE (55 tours, soit 294,208 km) le 19 juillet 1975 (102,150 km/h) ; 2 à un tour : Pace (Suisse) ; 3. Schaecker (Suisse) ; 4. Hunt (Suisse) ; 5. Donohue (Pénak) ; 6. Brambila (March) ; 7. Pace (Suisse) ; 8. Depallier (Landa (Ferrari) ; 9. Depallier (Ferrari) ; 10. Jones (Lola) ; 11. Watson (Suisse) ; 12. Anderson (P. B.) ; 13. Regazzoni (Ferrari) ; 14. Jarier (Shadow).

Motocyclisme

GRAND PRIX DE SUÈDE

1. Villa (Italien), Harley Davidson, 23 sec. 8 (moyenne 124 km/h) ; 2. Buscherli (Italien), Yamaha, 20 min. 21 sec. 1 ; 3. Virtanen (Finlandais), Yamaha, 21 min. 11 sec. 2 ; 4. Pons (Fr.), Yamaha. 600 cm3 : 1. Sheene (G.-B.), Suzuki, 48 min. 30 sec. 0 (moyenne 120 km/h) ; 2. Reed (G.-B.), MV, 49 min. 21 sec. 7 ; 3. Williams (G.-B.), Yamaha ; 4. Choukroun (Fr.), Yamaha. 1 000 cm3 : 1. Sheene (G.-B.), Suzuki, 22 sec. 8 (moyenne 129 km/h) ; 2. Lanavardi, 1 h. 11 min. 33 sec. ; 3. Pons, 1 h. 11 min. 43 sec. 2.

Ski nautique

CHAMPIONNATS DE FRANCE À ORLÈANS

SENIORS HOMMES : Combiné : Jean-Michel Jamis (De-France) ; Philippe Leprêtre (De-France) ; figures : Ollivier Vigoureux (De-France) ; slalom : Jean-Michel Jamis (De-France). JUNIORS HOMMES : Combiné : Olivier Marguerite (De-France) ; slalom : Olivier Marguerite (De-France) ; figures : Dominique Thomas (De-France) ; slalom : Thierry Bertrand (De-France). SENIORS DAMES : slalom : Françoise Gauthier (Centre Sud-Est).

Qualifiés pour la finale

Décathlon : 1. U.R.S.S., 23 012 pts ; 2. E.F.A., 22 889 ; 3. France, 22 633 ; 4. Finlande, 22 636 ; 5. Suède, 22 633 ; 6. R.F.A., 22 612 (la Pologne pays organisateur, peut être repêchée).

Cyclisme

TOUR DE FRANCE MELUN-SÉNILLY (229,5 kilomètres)

1. Erik Van Linden (Belg.), 0 h. 38 min. 21 sec (moy. 43,79 km/h) ; 2. E. Van Linden (Belg.), 0 h. 38 min. 21 sec. ; 3. E. Van Linden (Belg.), 0 h. 38 min. 21 sec. ; 4. Depallier (Fr.) ; 5. E. Van Linden (Belg.) ; 6. Depallier (Fr.) ; 7. E. Van Linden (Belg.) ; 8. Depallier (Fr.) ; 9. E. Van Linden (Belg.) ; 10. Depallier (Fr.) ; 11. E. Van Linden (Belg.) ; 12. Depallier (Fr.) ; 13. E. Van Linden (Belg.) ; 14. Depallier (Fr.) ; 15. E. Van Linden (Belg.) ; 16. Depallier (Fr.) ; 17. E. Van Linden (Belg.) ; 18. Depallier (Fr.) ; 19. E. Van Linden (Belg.) ; 20. Depallier (Fr.) ; 21. E. Van Linden (Belg.) ; 22. Depallier (Fr.) ; 23. E. Van Linden (Belg.) ; 24. Depallier (Fr.) ; 25. E. Van Linden (Belg.) ; 26. Depallier (Fr.) ; 27. E. Van Linden (Belg.) ; 28. Depallier (Fr.) ; 29. E. Van Linden (Belg.) ; 30. Depallier (Fr.) ; 31. E. Van Linden (Belg.) ; 32. Depallier (Fr.) ; 33. E. Van Linden (Belg.) ; 34. Depallier (Fr.) ; 35. E. Van Linden (Belg.) ; 36. Depallier (Fr.) ; 37. E. Van Linden (Belg.) ; 38. Depallier (Fr.) ; 39. E. Van Linden (Belg.) ; 40. Depallier (Fr.) ; 41. E. Van Linden (Belg.) ; 42. Depallier (Fr.) ; 43. E. Van Linden (Belg.) ; 44. Depallier (Fr.) ; 45. E. Van Linden (Belg.) ; 46. Depallier (Fr.) ; 47. E. Van Linden (Belg.) ; 48. Depallier (Fr.) ; 49. E. Van Linden (Belg.) ; 50. Depallier (Fr.) ; 51. E. Van Linden (Belg.) ; 52. Depallier (Fr.) ; 53. E. Van Linden (Belg.) ; 54. Depallier (Fr.) ; 55. E. Van Linden (Belg.) ; 56. Depallier (Fr.) ; 57. E. Van Linden (Belg.) ; 58. Depallier (Fr.) ; 59. E. Van Linden (Belg.) ; 60. Depallier (Fr.) ; 61. E. Van Linden (Belg.) ; 62. Depallier (Fr.) ; 63. E. Van Linden (Belg.) ; 64. Depallier (Fr.) ; 65. E. Van Linden (Belg.) ; 66. Depallier (Fr.) ; 67. E. Van Linden (Belg.) ; 68. Depallier (Fr.) ; 69. E. Van Linden (Belg.) ; 70. Depallier (Fr.) ; 71. E. Van Linden (Belg.) ; 72. Depallier (Fr.) ; 73. E. Van Linden (Belg.) ; 74. Depallier (Fr.) ; 75. E. Van Linden (Belg.) ; 76. Depallier (Fr.) ; 77. E. Van Linden (Belg.) ; 78. Depallier (Fr.) ; 79. E. Van Linden (Belg.) ; 80. Depallier (Fr.) ; 81. E. Van Linden (Belg.) ; 82. Depallier (Fr.) ; 83. E. Van Linden (Belg.) ; 84. Depallier (Fr.) ; 85. E. Van Linden (Belg.) ; 86. Depallier (Fr.) ; 87. E. Van Linden (Belg.) ; 88. Depallier (Fr.) ; 89. E. Van Linden (Belg.) ; 90. Depallier (Fr.) ; 91. E. Van Linden (Belg.) ; 92. Depallier (Fr.) ; 93. E. Van Linden (Belg.) ; 94. Depallier (Fr.) ; 95. E. Van Linden (Belg.) ; 96. Depallier (Fr.) ; 97. E. Van Linden (Belg.) ; 98. Depallier (Fr.) ; 99. E. Van Linden (Belg.) ; 100. Depallier (Fr.) ; 101. E. Van Linden (Belg.) ; 102. Depallier (Fr.) ; 103. E. Van Linden (Belg.) ; 104. Depallier (Fr.) ; 105. E. Van Linden (Belg.) ; 106. Depallier (Fr.) ; 107. E. Van Linden (Belg.) ; 108. Depallier (Fr.) ; 109. E. Van Linden (Belg.) ; 110. Depallier (Fr.) ; 111. E. Van Linden (Belg.) ; 112. Depallier (Fr.) ; 113. E. Van Linden (Belg.) ; 114. Depallier (Fr.) ; 115. E. Van Linden (Belg.) ; 116. Depallier (Fr.) ; 117. E. Van Linden (Belg.) ; 118. Depallier (Fr.) ; 119. E. Van Linden (Belg.) ; 120. Depallier (Fr.) ; 121. E. Van Linden (Belg.) ; 122. Depallier (Fr.) ; 123. E. Van Linden (Belg.) ; 124. Depallier (Fr.) ; 125. E. Van Linden (Belg.) ; 126. Depallier (Fr.) ; 127. E. Van Linden (Belg.) ; 128. Depallier (Fr.) ; 129. E. Van Linden (Belg.) ; 130. Depallier (Fr.) ; 131. E. Van Linden (Belg.) ; 132. Depallier (Fr.) ; 133. E. Van Linden (Belg.) ; 134. Depallier (Fr.) ; 135. E. Van Linden (Belg.) ; 136. Depallier (Fr.) ; 137. E. Van Linden (Belg.) ; 138. Depallier (Fr.) ; 139. E. Van Linden (Belg.) ; 140. Depallier (Fr.) ; 141. E. Van Linden (Belg.) ; 142. Depallier (Fr.) ; 143. E. Van Linden (Belg.) ; 144. Depallier (Fr.) ; 145. E. Van Linden (Belg.) ; 146. Depallier (Fr.) ; 147. E. Van Linden (Belg.) ; 148. Depallier (Fr.) ; 149. E. Van Linden (Belg.) ; 150. Depallier (Fr.) ; 151. E. Van Linden (Belg.) ; 152. Depallier (Fr.) ; 153. E. Van Linden (Belg.) ; 154. Depallier (Fr.) ; 155. E. Van Linden (Belg.) ; 156. Depallier (Fr.) ; 157. E. Van Linden (Belg.) ; 158. Depallier (Fr.) ; 159. E. Van Linden (Belg.) ; 160. Depallier (Fr.) ; 161. E. Van Linden (Belg.) ; 162. Depallier (Fr.) ; 163. E. Van Linden (Belg.) ; 164. Depallier (Fr.) ; 165. E. Van Linden (Belg.) ; 166. Depallier (Fr.) ; 167. E. Van Linden (Belg.) ; 168. Depallier (Fr.) ; 169. E. Van Linden (Belg.) ; 170. Depallier (Fr.) ; 171. E. Van Linden (Belg.) ; 172. Depallier (Fr.) ; 173. E. Van Linden (Belg.) ; 174. Depallier (Fr.) ; 175. E. Van Linden (Belg.) ; 176. Depallier (Fr.) ; 177. E. Van Linden (Belg.) ; 178. Depallier (Fr.) ; 179. E. Van Linden (Belg.) ; 180. Depallier (Fr.) ; 181. E. Van Linden (Belg.) ; 182. Depallier (Fr.) ; 183. E. Van Linden (Belg.) ; 184. Depallier (Fr.) ; 185. E. Van Linden (Belg.) ; 186. Depallier (Fr.) ; 187. E. Van Linden (Belg.) ; 188. Depallier (Fr.) ; 189. E. Van Linden (Belg.) ; 190. Depallier (Fr.) ; 191. E. Van Linden (Belg.) ; 192. Depallier (Fr.) ; 193. E. Van Linden (Belg.) ; 194. Depallier (Fr.) ; 195. E. Van Linden (Belg.) ; 196. Depallier (Fr.) ; 197. E. Van Linden (Belg.) ; 198. Depallier (Fr.) ; 199. E. Van Linden (Belg.) ; 200. Depallier (Fr.) ; 201. E. Van Linden (Belg.) ; 202. Depallier (Fr.) ; 203. E. Van Linden (Belg.) ; 204. Depallier (Fr.) ; 205. E. Van Linden (Belg.) ; 206. Depallier (Fr.) ; 207. E. Van Linden (Belg.) ; 208. Depallier (Fr.) ; 209. E. Van Linden (Belg.) ; 210. Depallier (Fr.) ; 211. E. Van Linden (Belg.) ; 212. Depallier (Fr.) ; 213. E. Van Linden (Belg.) ; 214. Depallier (Fr.) ; 215. E. Van Linden (Belg.) ; 216. Depallier (Fr.) ; 217. E. Van Linden (Belg.) ; 218. Depallier (Fr.) ; 219. E. Van Linden (Belg.) ; 220. Depallier (Fr.) ; 221. E. Van Linden (Belg.) ; 222. Depallier (Fr.) ; 223. E. Van Linden (Belg.) ; 224. Depallier (Fr.) ; 225. E. Van Linden (Belg.) ; 226. Depallier (Fr.) ; 227. E. Van Linden (Belg.) ; 228. Depallier (Fr.) ; 229. E. Van Linden (Belg.) ; 230. Depallier (Fr.) ; 231. E. Van Linden (Belg.) ; 232. Depallier (Fr.) ; 233. E. Van Linden (Belg.) ; 234. Depallier (Fr.) ; 235. E. Van Linden (Belg.) ; 236. Depallier (Fr.) ; 237. E. Van Linden (Belg.) ; 238. Depallier (Fr.) ; 239. E. Van Linden (Belg.) ; 240. Depallier (Fr.) ; 241. E. Van Linden (Belg.) ; 242. Depallier (Fr.) ; 243. E. Van Linden (Belg.) ; 244. Depallier (Fr.) ; 245. E. Van Linden (Belg.) ; 246. Depallier (Fr.) ; 247. E. Van Linden (Belg.) ; 248. Depallier (Fr.) ; 249. E. Van Linden (Belg.) ; 250. Depallier (Fr.) ; 251. E. Van Linden (Belg.) ; 252. Depallier (Fr.) ; 253. E. Van Linden (Belg.) ; 254. Depallier (Fr.) ; 255. E. Van Linden (Belg.) ; 256. Depallier (Fr.) ; 257. E. Van Linden (Belg.) ; 258. Depallier (Fr.) ; 259. E. Van Linden (Belg.) ; 260. Depallier (Fr.) ; 261. E. Van Linden (Belg.) ; 262. Depallier (Fr.) ; 263. E. Van Linden (Belg.) ; 264. Depallier (Fr.) ; 265. E. Van Linden (Belg.) ; 266. Depallier (Fr.) ; 267. E. Van Linden (Belg.) ; 268. Depallier (Fr.) ; 269. E. Van Linden (Belg.) ; 270. Depallier (Fr.) ; 271. E. Van Linden (Belg.) ; 272. Depallier (Fr.) ; 273. E. Van Linden (Belg.) ; 274. Depallier (Fr.) ; 275. E. Van Linden (Belg.) ; 276. Depallier (Fr.) ; 277. E. Van Linden (Belg.) ; 278. Depallier (Fr.) ; 279. E. Van Linden (Belg.) ; 280. Depallier (Fr.) ; 281. E. Van Linden (Belg.) ; 282. Depallier (Fr.) ; 283. E. Van Linden (Belg.) ; 284. Depallier (Fr.) ; 285. E. Van Linden (Belg.) ; 286. Depallier (Fr.) ; 287. E. Van Linden (Belg.) ; 288. Depallier (Fr.) ; 289. E. Van Linden (Belg.) ; 290. Depallier (Fr.) ; 291. E. Van Linden (Belg.) ; 292. Depallier (Fr.) ; 293. E. Van Linden (Belg.) ; 294. Depallier (Fr.) ; 295. E. Van Linden (Belg.) ; 296. Depallier (Fr.) ; 297. E. Van Linden (Belg.) ; 298. Depallier (Fr.) ; 299. E. Van Linden (Belg.) ; 300. Depallier (Fr.) ; 301. E. Van Linden (Belg.) ; 302. Depallier (Fr.) ; 303. E. Van Linden (Belg.) ; 304. Depallier (Fr.) ; 305. E. Van Linden (Belg.) ; 306. Depallier (Fr.) ; 307. E. Van Linden (Belg.) ; 308. Depallier (Fr.) ; 309. E. Van Linden (Belg.) ; 310. Depallier (Fr.) ; 311. E. Van Linden (Belg.) ; 312. Depallier (Fr.) ; 313. E. Van Linden (Belg.) ; 314. Depallier (Fr.) ; 315. E. Van Linden (Belg.) ; 316. Depallier (Fr.) ; 317. E. Van Linden (Belg.) ; 318. Depallier (Fr.) ; 319. E. Van Linden (Belg.) ; 320. Depallier (Fr.) ; 321. E. Van Linden (Belg.) ; 322. Depallier (Fr.) ; 323. E. Van Linden (Belg.) ; 324. Depallier (Fr.) ; 325. E. Van Linden (Belg.) ; 326. Depallier (Fr.) ; 327. E. Van Linden (Belg.) ; 328. Depallier (Fr.) ; 329. E. Van Linden (Belg.) ; 330. Depallier (Fr.) ; 331. E. Van Linden (Belg.) ; 332. Depallier (Fr.) ; 333. E. Van Linden (Belg.) ; 334. Depallier (Fr.) ; 335. E. Van Linden (Belg.) ; 336. Depallier (Fr.) ; 337. E. Van Linden (Belg.) ; 338. Depallier (Fr.) ; 339. E. Van Linden (Belg.) ; 340. Depallier (Fr.) ; 341. E. Van Linden (Belg.) ; 342. Depallier (Fr.) ; 343. E. Van Linden (Belg.) ; 344. Depallier (Fr.) ; 345. E. Van Linden (Belg.) ; 346. Depallier (Fr.) ; 347. E. Van Linden (Belg.) ; 348. Depallier (Fr.) ; 349. E. Van Linden (Belg.) ; 350. Depallier (Fr.) ; 351. E. Van Linden (Belg.) ; 352. Depallier (Fr.) ; 353. E. Van Linden (Belg.) ; 354. Depallier (Fr.) ; 355. E. Van Linden (Belg.) ; 356. Depallier (Fr.) ; 357. E. Van Linden (Belg.) ; 358. Depallier (Fr.) ; 359. E. Van Linden (Belg.) ; 360. Depallier (Fr.) ; 361. E. Van Linden (Belg.) ; 362. Depallier (Fr.) ; 363. E. Van Linden (Belg.) ; 364. Depallier (Fr.) ; 365. E. Van Linden (Belg.) ; 366. Depallier (Fr.) ; 367. E. Van Linden (Belg.) ; 368. Depallier (Fr.) ; 369. E. Van Linden (Belg.) ; 370. Depallier (Fr.) ; 371. E. Van Linden (Belg.) ; 372. Depallier (Fr.) ; 373. E. Van Linden (Belg.) ; 374. Depallier (Fr.) ; 375. E. Van Linden (Belg.) ; 376. Depallier (Fr.) ; 377. E. Van Linden (Belg.) ; 378. Depallier (Fr.) ; 379. E. Van Linden (Belg.) ; 380. Depallier (Fr.) ; 381. E. Van Linden (Belg.) ; 382. Depallier (Fr.) ; 383. E. Van Linden (Belg.) ; 384. Depallier (Fr.) ; 385. E. Van Linden (Belg.) ; 386. Depallier (Fr.) ; 387. E. Van Linden (Belg.) ; 388. Depallier (Fr.) ; 389. E. Van Linden (Belg.) ; 390. Depallier (Fr.) ; 391. E. Van Linden (Belg.) ; 392. Depallier (Fr.) ; 393. E. Van Linden (Belg.) ; 394. Depallier (Fr.) ; 395. E. Van Linden (Belg.) ; 396. Depallier (Fr.) ; 397. E. Van Linden (Belg.) ; 398. Depallier (Fr.) ; 399. E. Van Linden (Belg.) ; 400. Depallier (Fr.) ; 401. E. Van Linden (Belg.) ; 402. Depallier (Fr.) ; 403. E. Van Linden (Belg.) ; 404. Depallier (Fr.) ; 405. E. Van Linden (Belg.) ; 406. Depallier (Fr.) ; 407. E. Van Linden (Belg.) ; 408. Depallier (Fr.) ; 409. E. Van Linden (Belg.) ; 410. Depallier (Fr.) ; 411. E. Van Linden (Belg.) ; 412. Depallier (Fr.) ; 413. E. Van Linden (Belg.) ; 414. Depallier (Fr.) ; 415. E. Van Linden (Belg.) ; 416. Depallier (Fr.) ; 417. E. Van Linden (Belg.) ; 418. Depallier (Fr.) ; 419. E. Van Linden (Belg.) ; 420. Depallier (Fr.) ; 421. E. Van Linden (Belg.) ; 422. Depallier (Fr.) ; 423. E. Van Linden (Belg.) ; 424. Depallier (Fr.) ; 425. E. Van Linden (Belg.) ; 426. Depallier (Fr.) ; 427. E. Van Linden (Belg.) ; 428. Depallier (Fr.) ; 429. E. Van Linden (Belg.) ; 430. Depallier (Fr.) ; 431. E. Van Linden (Belg.) ; 432. Depallier (Fr.) ; 433. E. Van Linden (Belg.) ; 434. Depallier (Fr.) ; 435. E. Van Linden (Belg.) ; 436. Depallier (Fr.) ; 437. E. Van Linden (Belg.) ; 438. Depallier (Fr.) ; 439. E. Van Linden (Belg.) ; 440. Depallier (Fr.) ; 441. E. Van Linden (Belg.) ; 442. Depallier (Fr.) ; 443. E. Van Linden (Belg.) ; 444. Depallier (Fr.) ; 445. E. Van Linden (Belg.) ; 446. Depallier (Fr.) ; 447. E. Van Linden (Belg.) ; 448. Depallier (Fr.) ; 449. E. Van Linden (Belg.) ; 450. Depallier (Fr.) ; 451. E. Van Linden (Belg.) ; 452. Depallier (Fr.) ; 453. E. Van Linden (Belg.) ; 454. Depallier (Fr.) ; 455. E. Van Linden (Belg.) ; 456. Depallier (Fr.) ; 457. E. Van Linden (Belg.) ; 458. Depallier (Fr.) ; 459. E. Van Linden (Belg.) ; 460. Depallier (Fr.) ; 461. E. Van Linden (Belg.) ; 462. Depallier (Fr.) ; 463. E. Van Linden (Belg.) ; 464. Depallier (Fr.) ; 465. E. Van Linden (Belg.) ; 466. Depallier (Fr.) ; 467. E. Van Linden (Belg.) ; 468. Depallier (Fr.) ; 469. E. Van Linden (Belg.) ; 470. Depallier (Fr.) ; 471. E. Van Linden (Belg.) ; 472. Depallier (Fr.) ; 473. E. Van Linden (Belg.) ; 474. Depallier (Fr.) ; 475. E. Van Linden (Belg.) ; 476. Depallier (Fr.) ; 477. E. Van Linden (Belg.) ; 478. Depallier (Fr.) ; 479. E. Van Linden (Belg.) ; 480. Depallier (Fr.) ; 481. E. Van Linden (Belg.) ; 482. Depallier (Fr.) ; 483. E. Van Linden (Belg.) ; 484. Depallier (Fr.) ; 485. E. Van Linden (Belg.) ; 486. Depallier (Fr.) ; 487. E. Van Linden (Belg.) ; 488. Depallier (Fr.) ; 489. E. Van Linden (Belg.) ; 490. Depallier (Fr.) ; 491. E. Van Linden (Belg.) ; 492. Depallier (Fr.) ; 493. E. Van Linden (Belg.) ; 494. Depallier (Fr.) ; 495. E. Van Linden (Belg.) ; 496. Depallier (Fr.) ; 497. E. Van Linden (Belg.) ; 498. Depallier (Fr.) ; 499. E. Van Linden (Belg.) ; 500. Depallier (Fr.) ; 501. E. Van Linden (Belg.) ; 502. Depallier (Fr.) ; 503. E. Van Linden (Belg.) ; 504. Depallier (Fr.) ; 505. E. Van Linden (Belg.) ; 506. Depallier (Fr.) ; 507. E. Van Linden (Belg.) ; 508. Depallier (Fr.) ; 509. E. Van Linden (Belg.) ; 510. Depallier (Fr.) ; 511. E. Van Linden (Belg.) ; 512. Depallier (Fr.) ; 513. E. Van Linden (Belg.) ; 514. Depallier (Fr.) ; 515. E. Van Linden (Belg.) ; 516. Depallier (Fr.) ; 517. E. Van Linden (Belg.) ; 518. Depallier (Fr.) ; 519. E. Van Linden (Belg.) ; 520. Depallier (Fr.) ; 521. E. Van Linden (Belg.) ; 522. Depallier (Fr.) ; 523. E. Van Linden (Belg.) ; 524. Depallier (Fr.) ; 525. E. Van Linden (Belg.) ; 526. Depallier (Fr.) ; 527. E. Van Linden (Belg.) ; 528. Depallier (Fr.) ; 529. E. Van Linden (Belg.) ; 530. Depallier (Fr.) ; 531. E. Van Linden (Belg.) ; 532. Depallier (Fr.) ; 533. E. Van Linden (Belg.) ; 534. Depallier (Fr.) ; 535. E. Van Linden (Belg.) ; 536. Depallier (Fr.) ; 537. E. Van Linden (Belg.) ; 538. Depallier (Fr.) ; 539. E. Van Linden (Belg.) ; 540. Depallier (Fr.) ; 541. E. Van Linden (Belg.) ; 542. Depallier (Fr.) ; 543. E. Van Linden (Belg.) ; 544. Depallier (Fr.) ; 545. E. Van Linden (Belg.) ; 546. Depallier (Fr.) ; 547. E. Van Linden (Belg.) ; 548. Depallier (Fr.) ; 549. E. Van Linden (Belg.) ; 550. Depallier (Fr.) ; 551. E. Van Linden (Belg.) ; 552. Depallier (Fr.) ; 553. E. Van Linden (Belg.) ; 554. Depallier (Fr.) ; 555. E. Van Linden (Belg.) ; 556. Depallier (Fr.) ; 557. E. Van Linden (Belg.) ; 558. Depallier (Fr.) ; 559. E. Van Linden (Belg.) ; 560. Depallier (Fr.) ; 561. E. Van Linden (Belg.) ; 562. Depallier (Fr.) ; 563. E. Van Linden (Belg.) ; 564. Depallier (Fr.) ; 565. E. Van Linden (Belg.) ; 566. Depallier (Fr.) ; 567. E. Van Linden (Belg.) ; 568. Depallier (Fr.) ; 569. E. Van Linden (Belg.) ; 570. Depallier (Fr.) ; 571. E. Van Linden (Belg.) ; 572. Depallier (Fr.) ; 573. E. Van Linden (Belg.) ; 574. Depallier (Fr.) ; 575. E. Van Linden (Belg.) ; 576. Depallier (Fr.) ; 577. E. Van Linden (Belg.) ; 578. Depallier (Fr.) ; 579. E. Van Linden (Belg.) ; 580. Depallier (Fr.) ; 581. E. Van Linden (Belg.) ; 582. Depallier (Fr.) ; 583. E. Van Linden (Belg.) ; 584. Depallier (Fr.) ; 585. E. Van Linden (Belg.) ; 586. Depallier (Fr.) ; 587. E. Van Linden (Belg.) ; 588. Depallier (Fr.) ; 589. E. Van Linden (Belg.) ; 590. Depallier (Fr.) ; 591. E. Van Linden (Belg.) ; 592. Depallier (Fr.) ; 593. E. Van Linden (Belg.) ; 594. Depallier (Fr.) ; 595. E. Van Linden (Belg.) ; 596. Depallier (Fr.) ; 597. E. Van Linden (Belg.) ; 598. Depallier (Fr.) ; 599. E. Van Linden (Belg.) ; 600. Depallier (Fr.) ; 601. E. Van Linden (Belg.) ; 602. Depallier (Fr.) ; 603. E. Van Linden (Belg.) ; 604. Depallier (Fr.) ; 605. E. Van Linden (Belg.) ; 606. Depallier (Fr.) ; 607. E. Van Linden (Belg.) ; 608. Depallier (Fr.) ; 609. E. Van Linden (Belg.) ; 610. Depallier (Fr.) ; 611. E. Van Linden (Belg.) ; 612. Depallier (Fr.) ; 613. E. Van Linden (Belg.) ; 614. Depallier (Fr.) ; 615. E. Van Linden (Belg.) ; 616. Depallier (Fr.) ; 617. E. Van Linden (Belg.) ; 618. Depallier (Fr.) ; 619. E. Van Linden (Belg.) ; 620. Depallier (Fr.) ; 621. E. Van Linden (Belg.) ; 622. Depallier (Fr.) ; 623. E. Van Linden (Bel

Le Monde DE L'ÉCONOMIE

A PROPOS DES MESURES DE RELANCE

Les investissements productifs et... les autres

Alors que la détaxe de 10 % sur la 7.A est applicable à tous les investissements, on ne s'attend pas à ce que l'industrie, le commerce, etc., fassent une prise par le gouvernement en s'incitant les entreprises à s'équiper, à acheter l'électro de prêts à long terme à taux privilégié, financés par emprunt de 5 milliards de francs sur application plus restrictive. Nous nous référons à ces prêts que les investisseurs dits productifs, c'est-à-dire ceux qui ont un caractère industriel marqué. C'est ce critère que François Contensou, professeur d'économie à l'ESSEC (École supérieure des sciences économiques et commerciales), discute ci-dessous.

Les mesures prises par le gouvernement pour relancer l'économie par les investissements productifs... sont révélatrices de certaines caractéristiques constantes du comportement des pouvoirs publics en matière économique. L'explique la vague de « pouvoirs publics » dont il faut distinguer qu'il est difficile de démêler dans cette tradition les pesanteurs gouvernementales de celles de l'administration. On pourrait étudier la véritable valeur de l'expression « investissements productifs » comme une ligne qui tourne à une cadence régulière et rapide ; productif est lourd d'épaves, il apporte ses connotations de sérieux et de fiabilité. Il est plus intéressant cependant de se pencher sur l'analyse implicite fonctionnelle de l'économie que le fait est.

En premier rang figure, bien sûr, l'hypothèse selon laquelle il est possible de relancer l'économie dans la conjoncture actuelle, sans nouvelle accélération de l'inflation, et d'améliorer ainsi la situation de l'emploi. On suppose également que les mesures envisagées sont propres à réaliser la relance, c'est-à-dire à avoir un impact positif sur le niveau global de l'investissement. Nous faisons cependant ces questions intéressantes de côté pour aborder l'aspect essentiel du programme en cours, car il ne s'agit pas d'investissements en général qui systématiquement encouragent, mais cette catégorie des investissements dits productifs, et postulat de base c'est que les entreprises

ne sont susceptibles de se lancer dans deux types d'investissements : ceux qui sont productifs et ceux qui ne le sont pas. Elle est donc bien naïve la théorie classique suivant laquelle les investisseurs tendent à maximiser la valeur actuelle de leur profit et emploient en conséquence leurs ressources financières de manière telle que la productivité marginale du capital soit la même dans tous ses emplois.

Un acte de défiance

Il faut donc interpréter la loi comme un acte de défiance vis-à-vis de ces critères et vis-à-vis du comportement des chefs d'entreprises.

Si les signaux du marché ne sont donc pas les indicateurs corrects de la valeur et encore moins du bien-être, quels critères va-t-on leur substituer ?

La loi consiste en fait à favoriser par réduction de taxes les acheteurs de machines car on continue à considérer comme productif par excellence l'investissement technique, celui qui augmente le débit de la production. Or le valeur et la force du bien-être social peuvent augmenter à production physique constante, dans la mesure où celle-ci est mieux répartie, ou mieux adaptée qualitativement aux besoins de consommateurs mieux informés. Les pouvoirs publics ne reconnaissent donc pas

le caractère productif au coût d'organisation, au coût d'information que nécessitent ces changements qui seraient peut-être à notre époque les plus « productifs » d'accroissements de bien-être social.

Si le gouvernement poursuit en même temps que la recherche de ce bien-être un objectif autonome de développement des exportations, les mêmes étirements se justifient. L'administration se substitue aux unités décentralisées pour répartir les choix dans le sens d'une allocation de ressources plus importante en matière de capacité de production. Mais que signifie, tant sur le plan de l'efficacité que sur celui de l'équité, la préférence donnée à l'exportateur qui a besoin de machines par rapport à celui qui a besoin de faire enseigner l'arabe ou le persan à ses ingénieurs commerciaux ?

Les conséquences de la sélectivité

Cette dernière observation nous emène à la question de savoir qui va profiter en fait de la redistribution de ressources opérée par les détaxations. Les grands bénéficiaires de l'opération seront les entreprises que les hasards de la conjoncture auront placées dans un besoin d'investissement technique important pendant la période d'application. Paradoxalement, ce sont les organisations dotées de moyens financiers importants, capables de concentrer leurs investissements sur cette période et de aborder en quelque sorte sur les marchés de capitaux un maximum de la distorsion ainsi créée.

En quel sens est-ce que les organisations ainsi définies sont particulièrement dignes de l'aide indirecte, mais certaine, des contribuables ? Dans quelle mesure industrielle s'inscrit cette mesure de sélectivité ?

Il est curieux, en définitive, qu'une équipe gouvernementale connue pour ses réserves à l'égard de la planification et qui semble avoir épousé certains thèmes de la « croissance modérée » retienne un slogan productiviste et dirigiste ; étonnant que l'entrelacement de l'imperfection des mécanismes de marché ne s'accompagne ni d'une politique claire de concurrence ni d'un regain d'intérêt réel pour la planification. Les préférences traditionnelles de l'administration, son goût du contrôle, sa méfiance vis-à-vis de la notion même de concurrence

et sa passion pour la technique se sont une fois de plus manifestées.

Rappelons que les facteurs qui peuvent expliquer l'écartement des investissements privés dans des emplois improductifs sont le pouvoir de monopole et l'inflation, comme le rappelle Jean-Jacques Rosa dans le Monde du 13 mai.

Dans le cadre libéral que le gouvernement ne remet pas en question, la responsabilité des pouvoirs publics est de lutter contre ces deux maux et non d'établir des listes de machines inévitablement génératrices de distorsion et d'arbitraire. Lorsque ces listes sont permanentes, on peut concevoir, et on l'estime opportun, une politique économique de relance sans imposer un critère archaïque et matérialiste de productivité.

FRANÇOIS CONTENSOU.

Couper les ailes aux recherches sur contrats ?

Dans son numéro daté du 26-27 juin 1975, « le Monde » avait publié des extraits du rapport annuel de la Cour des comptes, relatifs notamment aux critiques que cette institution portait à certaines études commandées par l'administration.

Les remarques de la Cour ont inspiré à un haut fonctionnaire international qui désire garder l'anonymat les réflexions qui suivent.

Si Freud avait travaillé ainsi...

Sur le premier point — la qualité des travaux — on pourrait s'interroger sur la compétence de la Cour. On doit le faire sur sa façon de procéder. Car, enfin, choisir parmi des milliers de pages quelques phrases mal écrites ou même mal pensées et les jeter en pâture au public est un procédé bien médiocre. On résistera ici à la tentation de l'appliquer à certains textes issus de la Cour des comptes.

N'en déplaise à la Cour, qui attache tant d'importance à la limpidité du langage, les idées neuves se sont pas toujours exprimées. Si Freud avait travaillé sur ce contrat... D'autre part, une bonne partie des travaux critiqués sont des travaux de recherche, et il faut avoir bien peu d'expérience de la recherche pour se moquer de celle qui n'aboutit pas. S'il est un domaine où doit exister le « droit à l'erreur », c'est bien celui-ci. En fait, on a de bonnes raisons de penser que les études et recherches sur contrats ont été plus fécondes que les études et recherches sur postes, surtout dans les domaines « nouveaux » pluridisciplinaires comme l'urbanisme ou l'environnement. On voit bien pourquoi : les équipes des

recherches — qui s'est beaucoup développé au cours des années récentes, que la Cour des comptes, dans son dernier rapport, monte une attaque en règle. Elle ne se contente pas de dénoncer quelques abus caractérisés, elle conclut à un « laxisme », dont l'ampleur et le caractère général sont frappants, et à l'urgence d'une « remise en ordre ». L'argumentation de la Cour semble reposer sur trois critiques : les études sont mauvaises, elles sont chères, elles sont irrégulières. Ce réquisitoire appelle pourtant quelques remarques.

bureaux d'études sont ouvertes, et elles sont en concurrence.

Ces études et recherches coûtent-elles trop cher ? Il est difficile de répondre à une telle question. Mais il n'est pas très sévère de le faire en supposant, comme la Cour, que les directeurs d'études sont payés « 20 000 ou même 40 000 francs par mois. Il est vrai que le mois de travail d'un directeur d'études se vend 20 000 ou même 40 000 francs, mais cette somme comprend aussi le salaire de sa secrétaire et les charges de sécurité sociale ; de plus, un directeur d'études ne facture pas douze mois par an ; il prend un mois de vacances, il en consacre bien deux à répondre à des appels d'offres ou à négocier des contrats, et il serait souhaitable qu'il en consacre un autre à se tenir au courant des progrès de sa discipline. Tous les industriels qui font appel à des bureaux d'ingénierie savent cela.

En fait, les salaires pratiqués dans les bureaux d'études, et qui sont bien connus (à la différence des rémunérations des fonctionnaires du ministère des finances), sont légèrement inférieurs, à qualification égale, aux salaires pratiqués dans les autres branches. Il faut surtout souligner le fait que plusieurs — probablement la plupart — des bureaux d'études bénéficiaires du lardisme général dénoncé par la Cour ont pratiquement fait faillite au cours des années récentes.

Reste le troisième reproche : les études et les recherches sur contrats ont donné lieu à beaucoup d'irrégularités. Il est sans doute justifié, mais il faut bien comprendre ici que la violation d'une règle met en cause la règle autant que le violeur. Prenons, par exemple, le cas des universitaires. Les moyens de travail les plus élémentaires : un bureau, un téléphone, une secrétaire, leur sont refusés. Ils ont alors le choix entre deux solutions. Rester tranquillement chez eux, renoncer à toute recherche empirique, et aller faire du temps en temps des cours qui ne reposent sur aucune connaissance directe et inédite de la réalité sociale : c'est la solution légale. Ou bien, créer une association, obtenir quelques contrats, avoir ainsi les moyens de travailler et conduire des études ou des recherches, qui nourriront des enseignements vivants et des publications originales : c'est la voie illégale. Pour l'avoir ainsi abolie — c'est-à-dire, au vrai, pour avoir fait leur métier — les économistes de Lille-1 et de Paris-X sont cloués au pilori par la Cour.

Ce cas est flagrant, mais il est malheureusement typique. Dans l'administration française, la meilleure et parfois la seule façon de ne rien faire d'irrégulier consiste à ne rien faire du tout. Les magistrats de la Cour font irrésistiblement penser à ces médecins de Molière qui préfèrent voir leurs patients mourir selon les règles plutôt que guérir hors des règles.

Tout se passe comme si l'on voulait couper les ailes aux études et aux recherches sur contrats. Certains verront là un épisode de la guerre que livrent certains ministères à d'autres ministères, ou certains corps à d'autres corps. Il est vrai que le développement des études et des recherches sur contrats a servi à tourner le monopole et à contester la compétence des finances en matière économique et sociale. Et il est normal que le ministère ainsi attaqué cherche à se défendre. Mais il serait sûrement excessif de ne voir qu'une ombre-attaque dans le réquisitoire de la Cour des comptes. Les magistrats de la rue Cambon font leur métier. Et ils le font avec un préjugé défavorable envers ce qui bouge, ce qui pense, ce qui critique, ce qui dérange ; bref, envers la réflexion non contrôlée.

BULLETIN

Mondialisme monétaire

ALORS que l'on s'attend généralement que M. Valéry Giscard d'Estaing profite de la réunion le semaine dernière du « conseil européen » pour exposer ses vues sur la nécessité d'une remise en ordre monétaire, c'est avec beaucoup de prudence — voire même de timidité — que la question a été évoquée par le président de la République. Cette attitude est sans doute habile. Elle révèle aussi un des traits caractéristiques de la doctrine implicite dont s'inspire désormais la diplomatie française.

La première préoccupation de l'Elysée dans cette affaire est de circonvenir les futurs échanges de vues à un aussi petit nombre que possible de partenaires. Le mieux serait d'en rester au groupe des Cinq, qui rassemble, dans des entretiens de caractère officieux, les ministres des finances — et demain, peut-être, les chefs d'Etat et de gouvernement — des Etats-Unis, de la France, de l'Allemagne fédérale, de la Grande-Bretagne et du Japon.

Deux raisons au moins expliquent le choix d'un forum aussi restreint. Les questions à trancher sont fondamentales. Elles ne pourront éventuellement être que si les discussions sont menées à l'abri des indiscretions, et seulement entre ceux qui détiennent la puissance financière de ce monde. (Les pays pétroliers dépendent encore presque entièrement de New-York et de Londres pour leurs placements.) L'autre motif est d'ordre plus psychologique : il s'agit de provoquer un sursaut parmi les plus grands pays capitalistes pour prouver au reste du monde que ceux-ci sont bien décidés à reprendre la maîtrise des affaires monétaires qu'ils ont perdues en laissant se développer l'inflation.

Il ne suffit pas, pour réussir l'opération, que les Cinq multiplient les rencontres et s'efforcent à chaque fois, comme ils l'ont fait dans le passé, leur

terme détermination d'agir ensemble. Déjà sévèrement touchés par la récession, les échanges internationaux, dont le développement n'a sans doute été le facteur le plus important de la prospérité que l'on ait connue jusqu'à une époque récente, sont menacés par les fluctuations de plus en plus désordonnées du cours des changes.

Mais les grands pays sont-ils capables aujourd'hui plus qu'hier de s'imposer le minimum de discipline qu'implique une stabilisation monétaire ? Le retour à un régime de parités fixes suppose aussi un accord sur des questions qui font toujours l'objet de vives controverses. M. Helmut Schmidt faisait remarquer à Bruxelles qu'une telle restauration obligerait les Etats-Unis à réguler le cours du dollar par des achats ou des ventes d'or parce que le métal précieux constitue leur principale réserve de change. Cela ne reviendrait-il pas à rétablir les accords de Bretton-Woods tels qu'ils avaient été conçus à l'origine, alors que toute la politique américaine a visé jusqu'alors à les répudier, dans leur lettre comme dans leur esprit ?

Tout laisse penser qu'on est encore loin d'un tel dénouement, et tant est qu'il doit jamais se produire. Le souci de M. Giscard d'Estaing est plus modestes. Aucune solution viable ne sera possible tant que les Américains n'auront pas pris conscience de l'enjeu existant entre, d'une part, la décomposition du système monétaire international et, d'autre part, le crise « supercrise » des pays capitalistes — mais, non pas, selon lui, le capitalisme lui-même. C'est pourquoi il serait vain même d'entreprendre de commencer la discussion par un « aparté » européen qui compromettrait le nécessaire dialogue avec Washington, seul capable de garantir le caractère « mondialiste », auquel le président de la République française est plus attaché que jamais, du système monétaire à reconstruire.

Lire pages 12 et 13 :
LES PERSPECTIVES D'ACTIVITÉ DANS LES PRINCIPAUX SECTEURS

BONS DU TRESOR

3 et 5 ans

Taux de rendement actuariel brut à partir du 1^{er} juillet 1975

à 3 ans
8,50%

à 5 ans
9,51%

UN PLACEMENT SUR, PRATIQUE, RENTABLE.

Les perspectives d'activité

La crise ! Mythe il y a un an, elle est aujourd'hui réalité. Pour la première fois depuis la seconde guerre mondiale, la France va enregistrer une stagnation de sa production intérieure brute, voire même une régression. L'industrie fait son apprentissage : il lui faut vivre avec cette « croissance zéro » que beaucoup considéraient, il y a quelques mois encore, comme une pure spéculation intellectuelle.

Les résultats de l'enquête que nous avons menée auprès des responsables des différentes branches d'activité sont formels : partout, les indices de production régressent et confirment la tendance de l'indice national de la production industrielle (voir le graphique ci-dessous). Dans bien des secteurs, la baisse

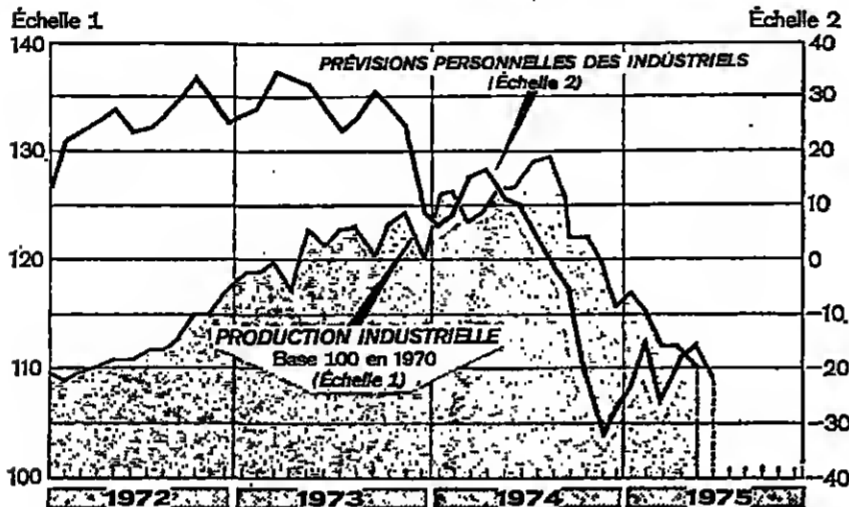
des ventes s'est même aggravée ces dernières semaines. Ceux qui espéraient une reprise technique au printemps ont donc été déçus. Aujourd'hui, on se montre plus prudent dans les pronostics. D'autant que le niveau des prises de commandes reste très bas, même si, dans quelques branches, on a pu noter une certaine stabilisation au mois de juin.

Persone ne croit réellement en une reprise spontanée au mois de septembre. Certes, d'anciens espoirs que les mesures de relance des investissements et de soutien de l'activité, prises le 25 avril par le gouvernement, produiraient quelque effet à la rentrée. Mais, de l'avis de tous, elles étaient tardives et insuffisantes. Il faut donc faire plus et vite. Comment ? C'est là que

les avis divergent (voir page 11 l'article de François Contanson). Pour les uns (notamment dans les secteurs des biens d'équipement), il faut poursuivre sur la voie de la relance par les investissements et ne s'engager qu'avec la plus grande prudence dans des mesures en faveur de la consommation. Pour les autres (dans la construction électrique en particulier), la reprise ne pourra se faire que par une relance importante de la consommation.

Les industriels estiment avoir jusqu'à présent « limité les dégâts » en matière d'emploi. Les mises à la retraite anticipées, le non-remplacement des départs volontaires, le chômage partiel, leur ont permis de « tenir le coup ». De nombreuses entreprises

PRODUCTION INDUSTRIELLE : - 15 % par rapport à 1974



DANS le graphique ci-dessus figurent deux courbes. L'une porte sur l'indice mensuel de la production industrielle dans le bâtiment et les travaux publics (base 100 en 1970). L'autre est établie à partir des enquêtes mensuelles de l'INSEE concernant les opinions des industriels sur l'évolution à court terme de leur propre production. Dans le passé, les résultats de ces enquêtes préfiguraient assez bien la situation future de l'économie.

La production industrielle de la France est revenue à son niveau d'il y a trois ans. L'indice s'est situé en mai 1975 à 110 comme en mai 1972. Par rapport au plus haut niveau atteint en juillet 1974 — soit 129 — la chute est proche de 15% (14,7%). Face à cette crise, il apparaît que les chefs d'entreprises en ont sous-estimé, cette année, la prolongation, s'attendant, par deux fois, à une reprise, pour les trois ou quatre mois à venir, de leurs propres activités, ce qui n'a pas eu lieu.

CONSTRUCTION MÉCANIQUE : craintes pour l'emploi

« **L**a situation reste toujours très déprimée », indique la Fédération des industries mécaniques et transformatrices des métaux, dans sa dernière note de conjoncture. La dégradation de la production est, dans l'ensemble, plus vive ces dernières semaines. Depuis maintenant un an, on ne parle plus de courbes de croissance, mais de décroissance. Le secteur de l'équipement est le plus touché. En revanche, les indices de production semblent se stabiliser pour ceux de la précision et de la transformation des métaux, depuis quelques semaines.

Les prises de commandes, qui n'avaient cessé de diminuer depuis neuf mois, ont tendance à se maintenir à leur bas niveau actuel, voire à reprendre légèrement sur le marché intérieur. Sans doute s'agit-il le plus souvent d'un phénomène purement technique, certains clients des industries mécaniques ayant achevé leur déstockage.

En revanche, les commandes à l'exportation vont « nettement plus mal ». Une très grande entreprise du secteur n'a pas obtenu un seul contrat important depuis trois mois. En un an, la baisse du dollar et l'inflation française ont « majoré » ses prix de 25 à 30%, par rapport à ses concurrents américains.

Jusqu'à présent, il n'y a pas eu de trop de drames » pour l'emploi. « On frotte sur les stocks » on occupe les gens comme

on peut. Mais, « s'il ne se passe pas quelque chose très vite, nous aurons la plus grande peine à maintenir en septembre les effectifs à leur niveau actuel ».

Les industriels espèrent cependant que les mesures de relance des commandes d'équipement prises au printemps commenceront à produire « un petit effet » à la rentrée, mais le « dispositif devra être amélioré ». « On a commencé à agir par les investissements ; il ne faut pas changer cette orientation, mais l'élargir. Certes, on peut prendre quelques mesures ponctuelles sur la consommation, mais il ne faut pas trop en faire, sinon l'inflation repartira de plus belle ».

SIDÉRURGIE : toujours très pessimiste

LES sidérurgistes français s'abandonnent au pessimisme à la veille des départs en vacances. Victimes de la crise la plus grave depuis les années 30, ils appréhendent leur plus mauvais exercice de l'après-guerre. La production métropolitaine d'acier, en baisse de 20% sur celle de 1974, retombe au niveau de la moyenne de 1968-1969, et, dans la meilleure des hypothèses, les résultats des sociétés ne laisseront qu'exceptionnellement une faible marge positive après couverture des charges financières et avant amortissement. Il en résulte pour 1975, et peut-être pour 1977, un sérieux frémissement des investissements, qui limiteront sur opérations de maintenance et à la poursuite des programmes déjà engagés. Ainsi, à Dunkerque, Usinor ajourne la construction d'un nouveau laminoir à tôles fortes.

Dans l'immédiat, c'est-à-dire pour le mois de septembre, les perspectives sont franchement mauvaises, et certains professionnels parlent même de « trou noir ». Les carnets de commandes sont en baisse de 35 à 40% et, à l'exportation, les prix sont qualifiés de « catastrophiques », en recul de 30 à 40% sur ceux du printemps 1974, très élevés il est vrai, avec des livraisons inférieures de 20 à 30%. Bref, les sidérurgistes prévoient, à l'automne, des taux de marche inférieurs de 25% au moins par rapport à ceux de 1974. Ils auront éprouvé tous les expédients susceptibles de parer

aux licenciements qu'ils espèrent toutefois éviter et qu'ils effectueront qu'en dernier ressort.

Tout au plus, faite de la reprise technique envisagée pour le printemps dernier, escomptent-ils un léger redressement dans le courant d'octobre.

Ainsi, la déstockage pour les produits longs, qui durait depuis novembre 1974, paraît terminé, les marchés de fer ont repris leurs achats, et le consommateur apparent, en très forte diminution auparavant, a un peu augmenté pour rejoindre la consommation réelle, en baisse de 15 à 25% eu égard les branches. On a noté une limite améliorée dans le secteur des poutrelles et des ronds à béton destinés au bâtiment, dont la situation reste toutefois fort précaire.

Pour les produits plats (tôles minces), le déstockage n'est pas terminé, et le consommateur des clients est toujours en vii recul : - 15% à - 12% pour l'automobile et l'électronique.

Après avoir subi d'importants rebais, sauf pour la tôle mince qui avait moins monté que le reste, les prix de vente semblent être parvenus à un plancher. Notons, enfin, qu'il y a un an, les professionnels de la sidérurgie française se félicitaient d'une haute conjoncture qu'ils jugeaient devoir se maintenir jusqu'à l'été 1975, et que, trois mois après, tous ces beaux pronostics s'écroutissent.

F. R.

CONSTRUCTION ÉLECTRIQUE ET ÉLECTRONIQUE : inquiétudes pour l'exportation

Sil pendant plusieurs mois, les industries électriques et électroniques ont pu apparaître, comme un relatif îlot de prospérité au milieu du marasme général, il n'en est plus de même aujourd'hui. La note d'alerte « atterris ». On espérait une reprise technique pour mal. Vaine espérance. Ce fut une nouvelle dégradation, et en juin l'activité s'est stabilisée à un niveau exceptionnellement bas pour cette industrie habituée ces dernières années à un taux de croissance élevé. L'indice de la production, « décroché maintenant de sa tendance à long terme », s'affaissa pour les douze derniers mois (juin 1974 à juin 1975), qu'une hausse de 5%.

Cette vision d'ensemble recouvre, bien évidemment, des situations disparates. Les entreprises spécialisées dans le gros matériel d'équipement électrique ou électronique professionnel connaissent une activité nettement supérieure à la moyenne, (ce qui tesse un peu les indices et statistiques de l'ensemble du secteur), et ce grâce aux importants contrats obtenus sur les marchés étrangers ces derniers mois. Par contre, le petit appareillage électrique (filé au bâtiment), les composants électroniques, le secteur des matériels grand public ont enregistré des baisses sensibles de leurs ventes.

Les prises de commande reconstrues par

l'ensemble de la profession (mai 1974, mai 1975) ne sont en progression que de 10%, soit une légère diminution en francs courants. Dans les biens intermédiaires la situation est très préoccupante, les commandes ayant diminué de 8%.

La reprise ? On ne l'espère pas avant le début de 1976, « peut-être décembre pour les secteurs liés aux produits de grande consommation ». Seules les industries téléphoniques devraient tirer leur épingle du jeu grâce aux commandes supplémentaires de l'administration des P.T.T. Cette morosité est renforcée par le fait que l'exportation, qui avait permis de pallier, en partie, les déficiences du marché intérieur, donne à son tour des inquiétudes. Jusqu'à ces dernières semaines, les contrats ont été discutés avec plus d'aplomb et les Américains, grâce à la baisse du dollar redevenant des concurrents non négligeables. Mais c'est le Japon qui est jugé plus redoutable, le yen ayant suivi le même mouvement que le dollar. Plusieurs contrats ont été récemment perdus en électronique au profit de firmes nippones.

« Éviter autant que faire se peut les licenciements. » Ce principe appliqué depuis plusieurs mois par la très grande majorité des entreprises du secteur devrait être maintenu au cours des prochains mois. Au cours du premier semestre les effectifs globaux n'ont diminué que de 1,9% par le jeu des départs volontaires et des mises à la retraite. Aux licenciements les industries électriques et électroniques préfèrent la mise en chômage partiel qui, depuis la fin de 1974, frappe environ quarante mille personnes chaque mois. C'est un chiffre qui risque fort d'être dépassé à la rentrée.

J.-M. Q.

AUTOMOBILE : aucun signe de reprise

« **P**ARLER de carnets de commandes dans l'automobile est devenu un euphémisme », ironisent volontiers les constructeurs. En fait, sauf pour certains modèles (par exemple, la 204 Peugeot, dont la production avait été très largement réduite l'an passé), les délais de commande des firmes automobiles ne dépassent plus guère un mois.

Le marché ne marque aucun signe de reprise. Au cours des cinq premiers mois de l'année, les ventes en France ont été inférieures de 18,7% à celles de l'an passé, de 23,5% à celles de 1973 (année « normale » de référence).

Si les firmes françaises sont parvenues au cours des derniers mois à maintenir leurs exportations au même niveau que l'an passé, c'est, précisons-le, « au » prix de déflation de la réévaluation de leurs ventes à l'étranger ». Face à une concurrence très vive sur le plupart des marchés, elles n'ont pu répercuter dans leurs prix de vente la totalité des effets de la variation des changes. La Chambre syndicale des constructeurs automobiles a calculé un « franc automobile » prenant en compte les variations monétaires et les poids respectifs des différents marchés dans les exportations. Elle chiffre sa réévaluation de mai 1974 à mai 1975 à 14%.

A volume égal, précises-t-elle, les recettes tirées par les constructeurs de leurs exportations n'ont donc augmenté depuis un an que de 2,95% (contre une hausse des prix de revient évaluée à 15%). Cela se traduirait par des pertes importantes pour les firmes françaises (250 millions de francs pour Renault, par exemple).

Compte tenu des difficultés qu'elle rencontrent à l'exportation et de la faiblesse persistante du marché intérieur, dont ils attendent pas de reprise notable avant le printemps 1976, les constructeurs n'escomptent aucune amélioration de leur situation d'ici à cette date. Ils ne prévoient cependant pas de nouvelles périodes de chômage partiel, ayant déjà pour le plupart « adapté » leurs effectifs aux rythmes de productions réduits.

La situation des constructeurs de véhicules utilitaires (camions, cars et autobus) est encore plus critique. Chez Berliet, en juin, les commandes étaient inférieures de 85% à celles de juin 1974. A la Savinière le chute des commandes par rapport au niveau moyen de l'an passé atteignait envi-

ron 30% pour les camions de moins de 13 tonnes, et même 60% pour les gros véhicules. En outre, le hausse du franc, notamment vis-à-vis de la livre, de la lire et du dollar, a considérablement gêné les constructeurs, qui soulignent les « difficultés de négociation des contrats en cours ».

N'espérant aucune reprise à court terme, sauf pour les autobus et les cars de tourisme, les firmes s'attendent à une rentrée « difficile ». Berliet vient d'ailleurs d'annoncer trois jours chômés en septembre et s'écarter par l'éventualité de nouvelles périodes chômées au cours des mois suivants.

V. M.

DEUX-ROUES : la perte du marché américain

APRES une année 1974 « exceptionnelle » due à l'engouement pour les deux-roues né de la crise énergétique, l'industrie des cycles et motocyclettes connaît à nouveau des difficultés depuis l'automne 1974. Ses ventes ont chuté d'environ 15% par rapport à l'an passé, entraînant la plupart des constructeurs à mettre leur personnel au chômage partiel, voire à fermer des usines (chez Vélosolex).

Là, « crise » atteint aussi bien les bicyclettes que les cyclomoteurs, quoique la situation des deux branches soit différente. Pour les premières, la baisse des ventes s'explique par l'effondrement des exportations, le marché intérieur ayant retrouvé depuis le mois de mai un niveau satisfaisant. La baisse des cours du dollar et du yen par rapport au franc, ainsi que la récession américaine, ont diminué de moitié depuis un an les exportations de vélos vers l'Amérique du Nord, qui absorbaient près de 20% de la production nationale.

Le niveau des exportations de cyclomoteurs s'est par contre maintenu, le marasme persistant du marché intérieur expliquant ici pour l'essentiel le recul des ventes. Dans l'ensemble, les fabricants ne s'attendent pas à un redressement à l'automne prochain.

Non-résidents français

UN PLACEMENT DE ROG !

10% en francs suisses pendant 10 ans. Revenus locatifs indexés. Investissez dans la pierre. Près de Genève. Dans la zone frontalière.

- Propriété individuelle par actes notariés
- Gestion et entretien sans frais par société suisse
- Plus-value garantie en fin de contrat
- Assurances multirisques
- Reventes assurés sans commissions-vendeur
- Loyers indexés.

2000 appartements et studios construits, en exploitation

Un placement de 1er ordre

CREDIMO

1, Florissant CH-1206 Genève
Télex 27 964 CREMO CH Tél. 47 14 44/45/46
Agences: Benelux - Allemagne - Iran - Royaume-Uni
Canada - USA - Afrique - Hong Kong

Adressez vite ce bon à l'adresse ci-dessus. Nous vous renseignerons rapidement et avec discrétion

Nom _____ Ville _____
Rue _____ Pays _____
Tél. _____

EDEP

Ecole de Direction
d'Entreprise de Paris

Établissement privé
d'Enseignement Supérieur
Préparation accélérée sur 3 ans
aux examens d'État suivants :

- 3 PREMIÈRES ANNÉES DE LA MAÎTRISE DE GESTION
- D.E.C.S.
- B.T.S.

— Distribution et gestion commerciale
— Comptabilité et gestion d'entreprise

130, rue de Clignancourt
75018 PARIS - M° Simplon
Tél. 252-27-27 +

مكتبة

L'ECONOMIE

Pour les principaux secteurs

loclain par exemple) ont cependant atteint le point de rupture. Le ciel ne vient éclaircir leur horizon dans les semaines qui viennent, elles se voient contraintes de procéder à des licenciements collectifs.

sur les marchés extérieurs proviennent pour l'essentiel du désordre monétaire. Les baisses du dollar et du yen ont gravement entamé la compétitivité des industriels français face à leurs concurrents américains et japonais.

contraction des achats des pays de l'Est et des producteurs de pétrole. Sans doute ces derniers avaient-ils vu trop grand. Cependant, il ne s'agit plus seulement de raisonner en termes de récession prolongée ou de reprise.

TRAVAUX PUBLICS :

vide espoir dans une conjoncture très sombre

Le secteur des travaux publics est venant d'une très forte récession dans les mois qui viennent. Les commandes, déjà en diminution sensible depuis le début de l'année, ont enregistré une chute brutale au cours du second trimestre 1975 : en volume et 30 % en francs courants.

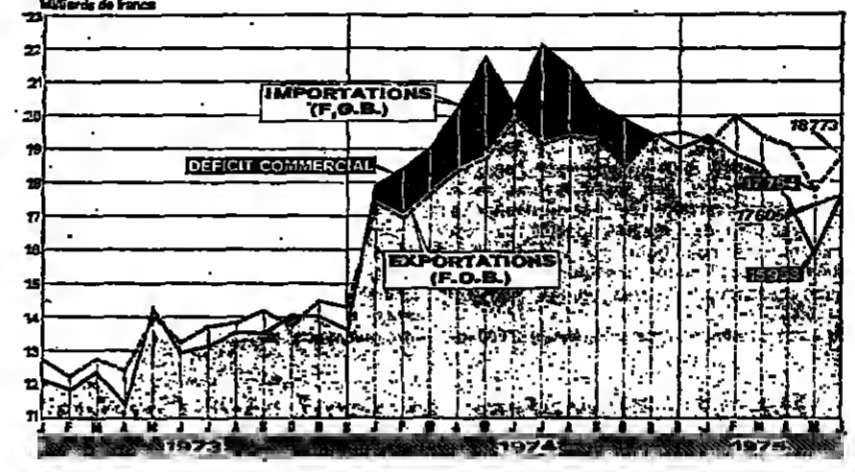
TEXTILES :

vers un automne difficile

La situation de l'industrie textile s'est à nouveau détériorée, après le bref espoir provoqué au début du printemps par une amorce de reprise technique.

COMMERCE EXTÉRIEUR :

les importations de matières premières ont diminué de 27,4 %



En six mois, depuis le début de 1975, la balance commerciale de la France a enregistré un excédent — en chiffres bruts — de 5 355 millions de francs, alors qu'elle s'était soldée par un déficit de 10 015 millions de francs pour la même période de 1974.

IMMOBILIER :

and il ne va pas...

Le retour à l'expansion ? On n'y compte plus guère, et les professionnels du bâtiment se contentent d'une reprise modérée, qu'ils ne voient venir avant le premier trimestre 1976.

Le fléchissement des commandes va se faire cruellement sentir, en dépit du succès remporté à l'étranger. Un timide espoir, néanmoins, a été soulevé par l'ouverture de 1,5 milliard de francs de crédits aux collectivités locales pour le financement des travaux de voirie.

La faiblesse du marché, provoquant un nouveau gonflement de leurs stocks a conduit les détaillants à faire preuve d'une extrême prudence dans leurs commandes pour la collection automne-hiver 1975 et à limiter au maximum leurs ordres de réassortiment pour l'été 1975.

PUBLICITÉ :

une baisse en volume de 8 à 10 %

MOROSITÉ sans pessimisme excessif, tel est l'état d'esprit qui règne dans la publicité. Le chiffre d'affaires reste à peu près constant : en hausse de 1 % sur 1974, selon l'A.A.C.P. (Association des agences et conseils en publicité), mais il correspond, en fait, à une baisse en volume de 8 à 10 %.

CHEMIE :

spectre du chômage

INDUSTRIE chimique est mal en point. Le ralentissement de l'activité économique, particulièrement dans l'automobile et le bâtiment deux principaux clients, lui a été un coup très rude.

1976 et que son rythme sera lent. Dans la majorité des cas, les chefs d'entreprise s'attendent donc à affronter de grosses difficultés à l'automne, dont la moindre n'est certes pas celle de l'emploi.

Selon l'Union des industries textiles, ils sont en outre particulièrement préoccupés par la pression accrue des importations, celles notamment en provenance de l'Asie du Sud-Est qui transigent par certains pays européens (Taïwan, Hongrie, Belgique) et celles des Etats-Unis (pour les fibres de coton), à encore aggravé la situation dans certains secteurs (coton, soie, jute).

ALIMENTATION :

au jour le jour

CAHIN-CAHA, le secteur agro-alimentaire traverse la crise économique. Certes, les produits sophistiqués qui ne sont pas directement indispensables sont assez durement touchés.

PAPIER-CARTON :

de la pénurie à la surabondance

LES industriels du papier-carton ont fait grise mine. Il y a eu un an de pénurie, la pénurie de papier était dans le monde. Aujourd'hui, les usines ne tournent en moyenne qu'à 80 % de leur capacité de production.

l'automne. Mais personne ne se fait d'illusion. Les industries du papier-carton sortiront affaiblies de la crise et ne retrouveront sans doute pas de sitôt les taux de croissance de ces dernières années.

BANDOL COTE D'AZUR VAROISE. A 3 MINUTES DU CENTRE ET DE LA MER SUR LA COLLINE, TRÈS CALME. « LES CYCLADES ». ENSEMBLE RESIDENTIEL DE CINQ PETITS IMMEUBLES AUTOUR D'UN JARDIN ET D'UNE PISCINE. STUDIOS, 2 ET 3 PIECES.

PREALPINA. IL S'AGIT DES ETUDES SECONDAIRES DE VOTRE FILLE. De son avenir, de sa future vie de femme, comme vous nous en êtes préoccupés.

ANIQUE

RGIE

OBILE

DEU

Dans l'État libre d'Orange

Aux sources de l'or sud-africain

Harmony. — C'est l'école du soldat, telle qu'on la pratique depuis des dizaines d'années dans les casernes françaises : au commandement, les apprentis mineurs esquissent un premier geste, puis restent ainsi figés, tandis que celui qui est préposé à leur formation passe devant chacun d'entre eux, vérifiant attentivement et leur attitude est conforme à ce que l'on attend. Plus loin, devant la maquette d'une cage de descente, un groupe de manœuvres, récemment arrivés des montagnes du Lesotho, s'alligne à la hâte, en réponse à l'appel impérial d'une sonnerie. Deux exercices quotidiens parmi des dizaines d'autres, sur le carreau de la mine d'Harmony, où 1 900 Blancs et 20 000 Noirs extraient, chaque année, une trentaine de tonnes d'or, soit 4 % de la production sud-africaine de ce minerai.

Harmony, cité minière de l'État libre d'Orange, possède un nom qui devrait porter l'esprit aux rêves. Comme Kwajabulani — un vocable autochtone qui signifie à peu près « l'endroit heureux » — l'un des cinq « hostels » du lieu où vivent, pendant la durée de leur contrat, les mineurs qui sont venus « chercher fortune » ici. Mais, posés et mondés du travail ne font guère bon ménage. C'est un fait dont on vérifie d'autant plus rapidement l'authenticité, à Harmony, que les dirigeants de la mine ont l'honnêteté de ne dissimuler à peu près rien des réalités locales. Au demeurant, les conditions de vie des travailleurs sont plutôt meilleures ici que dans beaucoup d'autres mines sud-africaines.

« Nous produisons mensuellement 2 500 kt- »

De notre envoyé spécial

Logrammes d'or, à 87 % de teneur, de l'argent et de l'uranium. Les dépenses mensuelles sont de l'ordre de 5 300 000 rands (1). Compte tenu d'un cours qui varie de 180 à 170 dollars l'once, le profit est d'environ 4 millions de rands, avant déduction des taxes et impôts divers prélevés par l'Etat. C'est dans un bureau confortable, à l'intérieur de bâtiments, dont l'ordonnement des façades rappelle celui de certaines usines helvétiques, que tombent ces premières explications, tandis que l'on manipule plans, recueils de statistiques, graphiques représentant des courbes de production, dossiers et rapports.

Suivent quelques précisions concernant l'uranium : « Toutes les mines d'or en activité, mais toutes n'en produisent pas, car les taux de minéralisation sont très variables d'un gîte à l'autre... On prépare ici 400 tonnes d'oxyde d'uranium, ce qui représente 13,4 % de l'ensemble de la production sud-africaine. »

Apparemment, pour le puissant groupe Barlow, exploitations aurifères et uranifères ne constituent qu'une forme d'activité, parmi quelques dizaines d'autres, au premier rang desquelles figurent la production de machines agricoles et celle de réfrigérateurs. « Barlow Rand n'est pas spécialement un groupe minier » précise en souriant un commentateur, qui ajoute cependant, sur le ton de la confidentialité, que ses chefs de file s'intéressent également à la mise en exploitation de charbonnages et de gisements de chrome.

que, dans de nombreuses mines, les bagarres tribales, qui ont tendance à se multiplier depuis plusieurs années, provoquent également des morts.

La dureté des conditions de travail, l'éloignement des braves/Noirs, qui vivent plusieurs mois séparés de leur famille, les contestations de tous ordres, inévitables, il y a deux ans, mais aujourd'hui en voie de généralisation — sont à l'origine d'affrontements brutaux, mais brutaux entre travailleurs appartenant à des ethnies différentes. C'est ainsi que Xhosa du Transkei et Sothos de l'ancien Beaufortland, ou Zulu du Natal et Tswana de l'ancien Beaufortland, en viennent très fréquemment aux mains. A Harmony, sept Blancs et cinquante Noirs secondés par huit chiens policiers spécialement dressés à cet effet, concourent au maintien de l'ordre et assurent une sécurité que l'on nous affirme totale.

UN MINEUR MEURT TOUTES LES VINGT HEURES

Johannesburg (A.F.P.) — Un mineur sud-africain meurt accidentellement toutes les vingt heures. Selon des chiffres fournis par la chambre sud-africaine des mines, six cent trente-deux mineurs ont trouvé la mort dans des accidents depuis 1974. Il convient d'ajouter à ces chiffres, celui, non officiel, de quelque cent vingt mineurs tués depuis janvier 1974, lors d'émeutes survenues au cours de manifestations pour des revendications salariales ou des cours de lutte tribales. Au total, quelque sept cent cinquante mineurs qui sont morts dans les mines sud-africaines depuis le début de l'année dernière.

La chambre des mines précise qu'il y a quatre cent mille mineurs en Afrique du Sud, et que le taux des accidents est tombé de 4,03 pour 1 000 en 1971 à 1,22 pour 1 000 en 1974.

Les responsables de la direction de la mine se félicitent pour leur part, que l'ordre ne courrait pratiquement plus aucun risque d'être troublé que si, au lieu d'employer des travailleurs migrants célibataires, la compagnie ne recrutait que des gens mariés. Ils admettent cependant que cela suppose une charge financière importante, dans la mesure où la plupart des mineurs sont des étrangers, venus des territoires voisins de la République Sud-Africaine : Malawi, Mozambique et surtout Lesotho. « 48 % de nos effectifs sont constitués par des Sothos », nous a-t-on dit.

Actuellement, des dispositions rigoureuses, mises au point entre les deux gouvernements de Pretoria et de Maseru, indiquent que, pour 80 %, les sommes dues au titre de salaires aux travailleurs sothos doivent être versées directement par les employeurs à la Banque centrale du Lesotho. Ce pécule n'est remis à la disposition de son propriétaire qu'après l'expiration de son contrat. Un système sensiblement analogue avait été établi entre Libéria et Pretoria pour les travailleurs originaires du Mozambique. Mais cette situation est ressentie avec une amertume croissante, et il est clair qu'elle ne saurait être maintenue très longtemps encore.

PHILIPPE DECRAMÉ

Par 4 500 mètres de fond, 50° Celsius

Après une courte halte dans le oeil des machines, qui commande le mouvement des ascenseurs, cinq minutes de descente permettent d'atteindre 1 800 mètres au-dessous du niveau du sol. Un puissant courant d'air tempère le chaleur qui règne dans les galeries, et qui, dans les profondeurs de certaines mines du Witwatersrand, à 4 600 mètres de fond, atteint 50 °C. Ici, on abaisse, sans grande difficulté, nous dit-on, la température de 35 à 25 °C, mais les galeries d'exploitation sont moins profondes.

Trois hommes au ciré jaune et bottes noires prennent appui contre la paroi d'un étroit boyau où l'on achève une sapa. Au marreau pneumatique, ils portent la roche pour y introduire ensuite de longues cartouches de dynamite. La résistance est de l'ordre de 300 kilos au centimètre carré et les angles sont très lourds à manier. Mais il faut un matériel puissant si l'on veut progresser quotidiennement... de 2 mètres (2). Ici, à une cinquantaine de mètres sous les filons aurifères, la galerie est exclusivement destinée à la circulation des hommes et du matériel.

« Umanzi » (« Ouvrez l'eau ») hurle le contremaître blanc. Il faut en effet réguler le marreau pneumatique avec lequel le manœuvre noir pousse, en six minutes, un trou de 2 mètres de longueur. Un bruit infernal amplifié la cavité, ébranle les tympans des travailleurs et des visiteurs. Coupé de courtes pauses, l'obscur et obstiné tra-

vail de termites se poursuit avant qu'une seconde équipe ne vienne miner les flux, suivie d'une troisième qui évacuera les débris.

Nul n'éprouve le besoin de parler à son voisin et la communication, lorsqu'elle est indispensable, s'effectue par sonnerie, par sifflet ou plus couramment dans un dialecte spécial — le Isengalo. Comportant un vocabulaire réduit à quelques centaines de mots, dépourvu de règles grammaticales, cette lingua franca mise au point sur le carreau des mines africaines de l'hémisphère australe est aussi parfaitement comprise du porion s'afrikaaner des mines d'or du Rand que du manœuvre Matabele du Copperbelt rhodésien ou de l'ouvrier Ovambo des mines de diamants du désert de Namib. Chaque travailleur en apprend les rudiments en même temps qu'il fait l'apprentissage de son travail de tcharron.

A côté de la salle des tests, où un moniteur artificiel s'efforce de faire reproduire à ses élèves, en un temps donné, un modèle de maquette très simple, des instituteurs répètent inlassablement les mêmes phrases en Isengalo. Près de relativement agréable, comparé aux neuf heures quinze de travail en sous-sol, généralement réparties en cinq heures de travaux pénibles et quatre heures de tâches moins rudes... A ce régime pourtant le nombre des accidents du travail reste de 50 pour mille personnes. La moitié de ces accidents est due à des chutes de pierres. « On déplace vingt tonnes par an en moyenne », nous indique un technicien, qui précise, à juste titre, qu'il s'agit là d'accidents du travail, stricto sensu, alors

(1) 1 rand = 7 francs.
(2) La mine d'Harmony compte pour-tant 600 kilomètres de tunnels divers

PERSPECTIVES ECONOMIQUES DE L'OCDE

Le n° 17 de juillet 1975 analyse la situation actuelle des économies des pays de l'OCDE et les perspectives à court terme concernant la demande, la production, l'emploi, les prix et le commerce et les paiements extérieurs. Les Etudes Spéciales qui accompagnent ce numéro des Perspectives Economiques, traitent des sujets suivants :

- Allocations chômage et indemnités connexes dans les sept grands pays
- Excédents et déficits de la balance des paiements : définition et signification des différents concepts
- Comparabilité des indices de prix à la consommation dans les pays de l'OCDE

N° 17 et Etudes Spéciales : F20,00
Les Etudes Spéciales vendues séparément : F10,00
Abonnement (2 numéros : n° 17 et n° 18 à paraître en décembre 1975) : F34,00. Par avion : F46,00

STATISTIQUES FINANCIERES DE L'OCDE

Un ensemble d'informations sur les marchés financiers de 16 pays européens, des Etats-Unis, du Canada et du Japon. N° 8 (Tomes I et II, novembre 1974 et janvier 1975, 554 et 408 pages, bilingue anglais/français) : F80,00
Les deux tomes plus 5 suppléments publiés de décembre 1974 à octobre 1975 : F150,00

PRINCIPAUX INDICATEURS ECONOMIQUES DE L'OCDE

Présente, en chiffres et en graphiques, l'évolution économique récente de la zone de l'OCDE au moyen de dix mille indicateurs portant sur les sujets suivants : comptes nationaux, production industrielle, livraisons, stocks et commandes, construction, commerce intérieur, main-d'œuvre, salaires, prix, finances internes, finances extérieures, commerce extérieur et balance des paiements.
Mensuel. Le numéro : F10,00. Abonnement annuel : F110,00

CATALOGUE DES PUBLICATIONS DE L'OCDE et suppléments : gratuits.

ORGANISATION DE COOPERATION ET DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUES

(Dapl. L.M.7) — 2 rue André-Pascal, 75775 PARIS CEDEX 16

Depuis 1974

Le marché des terres agricoles se rétrécit

HECTARE de terre agricole à quelque 12 000 F, environ 500 000 hectares changeant de mains au cours de l'année (1 % à peu près de la superficie agricole). Tallés sont à la fin du premier semestre, les caractéristiques du marché foncier relevées par les sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER). « Grosso modo », la situation est analogue à celle de l'année précédente : les propriétaires vendent peu leurs terres, considérées par eux comme un placement contre l'inflation. Un fait nouveau semble pourtant se faire jour : les acheteurs seraient moins pressés que les années précédentes, infléchies par la contraction générale de l'économie. Le prix des terres ne devrait donc pas connaître en 1975 une évolution beaucoup plus rapide que la taux de l'inflation. D'ailleurs, en 1974, la valeur réelle des terres avait progressé de 1,8 %, alors que les deux années précédentes la pourcentage de hausse avait été de 3,1 et 6,5 %.

Le bilan pour 1974 du Service central des enquêtes et études statistiques du ministère de l'Agriculture confirme que, depuis 1972, la terre agricole est considérée par rureux et citadins comme un placement antinflation : depuis cette année-là les transactions relevées tant au niveau des notaires que des SAFER (sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural) montrent que les prix effectivement payés ont augmenté successivement de 8,3 %, 14,2 %, 19 %. Toutefois, la valeur des labours (+ 13,8 %), et des pâtures (+ 11,5 %) a moins bien résisté à l'inflation que les deux années précédentes. En France constants, l'augmentation n'est plus respectivement que de 2,3 % et 0,3 % soit pour l'ensemble 1,6 % ; en 1972, la valeur réelle s'était relevée de 3,1 % ; en 1973, de 6,5 %. Les premières indications pour 1975 confirment cette évolution.

Les moyennes recouvrant des variations très divergentes selon les régions. En Lorraine et en Provence, les hausses ont été les plus fortes, respectivement + 20 % et + 19 %. On note, en outre, des augmentations considérables dans les départements de la Meuse (+ 32 %), des Vosges (+ 28 %), et des Alpes-Maritimes (+ 49 %). Ce dernier département est victime de spéculation immobilière : les terres agricoles deviennent parfois des lotissements ou des terrains de camping.

Diverses autres régions ont également subi des hausses importantes : + 18 % en Auvergne, + 17 % en Langue doc et dans le Centre, + 16 % en Poitou-Charentes, Mid-

Pyrénées et Corse, + 15 % en Aquitaine (+ 25 % dans les Landes, + 24 % en Dordogne). La région parisienne reste un cas particulier : l'augmentation atteint + 18 % en dépit du niveau déjà fort élevé du prix des terres (23 000 F l'hectare en moyenne, 30 000 dans la Val-d'Oise). La « pression » de l'urbanisation en est directement responsable : les grands ensembles de la région parisienne empiètent du plus en plus sur l'espace agricole. A l'inverse, les hausses sont particulièrement limitées dans la région Rhône-Alpes (+ 7 % seulement) à l'exception de la Savoie, dans le Nord (+ 8 %), l'Alsace, le Haut-Normandie (+ 9 %).

Après une hausse très rapide en 1973 (+ 23 %) la Champagne connaît une relative stagnation (+ 9 %) en rapport avec l'effondrement de l'activité des vigneron.

Le prix des terres agricoles est en effet parfois influencé par la situation économique des productions locales. Un autre exemple : la vente et le bail des cours du vin ont conduit, malgré quelques hausses localisées, à une stagnation des prix des vignes d'appellation (CÔTE-D'OR, Saône-et-Loire, Charente, Drôme, Haut-Rhin), et même à des baisses sensibles dans le Maine (— 10 à — 25 %), le Haut-Rhin (— 17 %), le Cognac (— 8 %), le Beaujolais (— 7 %) et le Vendouze (0 à — 15 %). En revanche, les vins de consommation courante produits dans le Midi ont connu une crise grave qu'après le vendange de 1974. Aussi les vignobles régionaux ont-ils conservé un rythme de hausses voisin de celui des autres terres agricoles.

ALAIN AGRICOLA.

Un point noir

Quelle a été la dynamique des hausses en 1974 ? Les deux années précédentes, le rattrapage rapide du revenu paysan (+ 13,4 % et + 10,4 %) en a été l'une des causes : les agriculteurs ont mis à profit l'augmentation de leurs recettes pour donner suite à leurs projets d'agrandissement. Mais déjà au cours de cette période, on a constaté le fait suivant : plus encore que la conjoncture agricole, les élans monétaires ont été l'élément déterminant des hausses de prix. La terre est apparue comme une valeur refuge aussi sûre que l'or.

Cette évolution a été encore plus marquée en 1974. Au lieu de s'améliorer, le revenu paysan s'est fortement dégradé : — 8,7 %. En outre, le produit agricole a régressé de 11,5 % le volume des prêts favorables consentis aux exploitants après l'avoir déjà diminué de 7,5 % en 1973. La demande agricole étant faible, la hausse a été alimentée par un rétroissement de l'offre de terre, caractéristique de comportements spéculatifs. Guère plus de 650 000 hectares ont changé de mains, alors que les ventes avaient porté sur 600 000 hectares en 1973 et 655 000 hectares en 1972. Cette évolution n'est poursuivie au début de 1975.

A ce chef principal de hausse s'en sont ajoutées d'autres : l'achat de résidences secondaires et la spéculation foncière qui affectent plus spécialement certains départements de haute montagne ou de bord de mer. Il reste que le foncier constitue un investissement d'un poids excessif pour un agriculteur qui désire s'installer ou s'agrandir. Or le réformisme du statut du fermage n'apporte que des réponses très partielles aux problèmes de rapport entre le capital foncier et le capital d'exploitation ; les formules associatives, telles que les groupements fonciers agricoles (G.F.A.), démentent avec une extrême laconie... Bref, le dossier de la terre reste — comme l'il le C.N.J.A. — un « point noir » de la politique agricole.

(Publicité)

REPUBLIQUE FRANÇAISE MINISTÈRE DE LA QUALITÉ DE LA VIE

Avis de concours

Le Ministère de la Qualité de la Vie organise un concours de modèles de stations d'épuration d'eaux usées des communes de 400 à 3 000 équivalent-habitants.

Ce concours donnera lieu, après vérification des performances de modèles sélectionnés, à l'attribution d'un agrément aux modèles lauréats.

Les maîtres d'ouvrage qui retiendront un modèle bénéficieront de cet agrément, dont la validité sera de trois ans, pourvu qu'ils aient satisfait aux conditions passées des marchés de gré à gré en vertu de l'article 312-10 du Code des Marchés Publics.

Les communes admises à concourir les entreprises ayant les capacités techniques, financières ainsi que les compétences techniques nécessaires. Le jury de concours se prononcera souverainement sur la désignation des candidats admis à participer au concours.

Toute entreprise ou groupement d'entreprises français désirant faire acte de candidature doit joindre à sa demande les pièces et justifications suivantes :

- déclaration à soumettre par la société soumissionnaire aux autorités de l'Etat ;
- toutes précisions utiles concernant les moyens techniques et financiers de l'entreprise ;
- toutes précisions utiles concernant l'implantation géographique de l'entreprise sur le territoire français ;
- liste des agences régionales et départementales ;
- références générales des travaux de l'entreprise en matière d'étude et réalisation de stations d'épuration et références correspondantes à la gamme de stations proposées dans le présent concours.

Toute entreprise ou groupement d'entreprises étranger désirant faire acte de candidature doit joindre à sa demande les questionnaires MFPE 8 et MFPE 13 dûment complétés et signés. Ces questionnaires doivent être demandés ou retirés dans les plus brefs délais à l'adresse suivante :

Ministère de la Qualité de la Vie
Secrétariat du concours national de modèles de stations d'épuration
14, boulevard du Général-Leclerc
92231 NEUILLY-SUR-SEINE

Les réponses aux questionnaires devront être rédigées en français. Les demandes d'admission à concourir accompagnées des pièces et justifications nécessaires doivent être envoyées en pli recommandé ou déposées contre reçu sous double enveloppe avant le 15 septembre 1975, à l'adresse suivante :

Concours National de Modèles de stations d'épuration d'eaux usées urbaines
Ministère de la Qualité de la Vie
14, boulevard du Général-Leclerc
92231 NEUILLY-SUR-SEINE

L'enveloppe intérieure ne devra porter que la libellé suivant :
Concours National de Stations d'épuration d'eaux usées urbaines
Demande d'admission à concourir
Nom et adresse de l'entreprise

La décision d'admission à concourir sera notifiée au candidat avant le 15 novembre 1975.

Les candidats admis à concourir recevront gratuitement les documents du concours. Le délai de remise des offres sera fixé dans la lettre d'envoi des pièces du concours.

recherche des terres se retirent

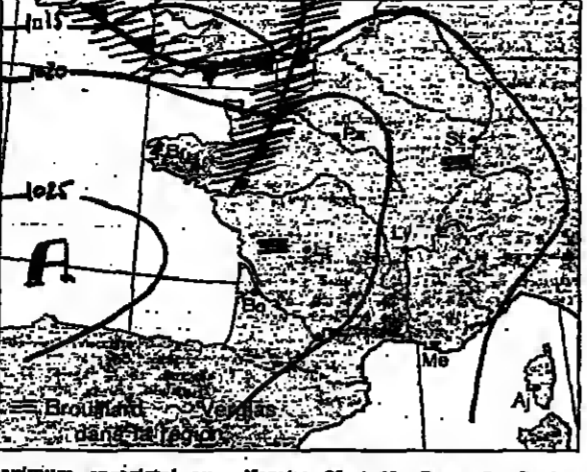
AUJOURD'HUI

MÉTÉOROLOGIE

TUATION LE 21. JUL. 75 A.O.H.G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 22/7/75 DÉBUT DE MATINÉE



Indique le maximum enregistré au cours de la journée du 20 juillet...

Indique le maximum enregistré au cours de la journée du 20 juillet...

Journal officiel

Publié au Journal officiel le 9 juillet 1975. Arrêtés fixant la liste des emplois...

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 1206. A crossword puzzle grid with numbers 1-12.

VERTICALEMENT. 1. Pour lui, l'heure du berger fut aussi la dernière...

HORIZONTALEMENT. I. Passé indéfini. Désigne le vulgaire persu.

Solution du problème n° 1205. HORIZONTALEMENT. I. Dose.

Réceptions

M. de Lofredo e Irura, ambassadeur d'Espagne en France...

Naissances

M. Jean-Pierre Drouot et Mme, née Solange Chiquet...

Adoptions

Michèle Bouquet et Arnold Brum ont la joie d'adopter...

Mariages

Le docteur et Mme Jacques de Léobard...

Décès

On nous prie d'annoncer le décès du général de division Jean BOYER...

Le 7 avril 1919 au Croquet (Seine-et-Marne), le général de division (grade de réserve) Jean Boyer...

On nous prie d'annoncer le décès de M. Pierre DUTOUR...

On nous prie d'annoncer le décès de M. Pierre DUTOUR...

On nous prie d'annoncer le décès de M. Pierre DUTOUR...

On nous prie d'annoncer le décès de M. Pierre DUTOUR...

On nous prie d'annoncer le décès de M. Pierre DUTOUR...

On nous prie d'annoncer le décès de M. Pierre DUTOUR...

On nous prie d'annoncer le décès de M. Pierre DUTOUR...

On nous prie d'annoncer le décès de M. Pierre DUTOUR...

On nous prie d'annoncer le décès de M. Pierre DUTOUR...

On nous prie d'annoncer le décès de M. Pierre DUTOUR...

On nous prie d'annoncer le décès de M. Pierre DUTOUR...

On nous prie d'annoncer le décès de M. Pierre DUTOUR...

On nous prie d'annoncer le décès de M. Pierre DUTOUR...

On nous prie d'annoncer le décès de M. Pierre DUTOUR...

On nous prie d'annoncer le décès de M. Pierre DUTOUR...

On nous prie d'annoncer le décès de M. Pierre DUTOUR...

On nous prie d'annoncer le décès de M. Pierre DUTOUR...

On nous prie d'annoncer le décès de M. Pierre DUTOUR...

On nous prie d'annoncer le décès de M. Pierre DUTOUR...

CARNET

Anniversaires

Pour le premier anniversaire du décès de Jacques PASQUEL...

Visites et conférences

M. Sam Levy, M. et Mme Raymond H. Levy et leurs enfants...

Remerciements

Mme Geneviève Grimaldi, née Chandon, et ses enfants...

Bitter Lemon de SCHWEPPE

Le Bitter Lemon dans la vent.

A L'HOTEL DROUOT

EXPOSITIONS. S. S. - Tabl. Bib. Mob. M. Oger.

VENTE A 28000 CHARTRES

GALERIE DE CHARTRES DIMANCHE 27 JUILLET 1975

10 h : ART POPULAIRE. 14 h : TABLEAUX XVIIIe et XIXe

14 h : TABLEAUX XVIIIe et XIXe. 17 h : ART POPULAIRE

17 h : ART POPULAIRE. 20 h : ART POPULAIRE

20 h : ART POPULAIRE. 23 h : ART POPULAIRE

23 h : ART POPULAIRE. 26 h : ART POPULAIRE

26 h : ART POPULAIRE. 29 h : ART POPULAIRE

29 h : ART POPULAIRE. 32 h : ART POPULAIRE

32 h : ART POPULAIRE. 35 h : ART POPULAIRE

35 h : ART POPULAIRE. 38 h : ART POPULAIRE

38 h : ART POPULAIRE. 41 h : ART POPULAIRE

41 h : ART POPULAIRE. 44 h : ART POPULAIRE

44 h : ART POPULAIRE. 47 h : ART POPULAIRE

47 h : ART POPULAIRE. 50 h : ART POPULAIRE

50 h : ART POPULAIRE. 53 h : ART POPULAIRE

53 h : ART POPULAIRE. 56 h : ART POPULAIRE

56 h : ART POPULAIRE. 59 h : ART POPULAIRE

59 h : ART POPULAIRE. 62 h : ART POPULAIRE

62 h : ART POPULAIRE. 65 h : ART POPULAIRE

Le Monde

Service des Abonnements. 5, rue des Saussaies

ABONNEMENTS. mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE - DOM. - TOM. COMMUNAUTES (incl. Algérie)

TOUS PAYS ETRANGERS. PRIX VOIES NORMALES

ETRANGER. PRIX VOIES NORMALES

IL - TUNISIE. PRIX VOIES NORMALES

Par vole aérien. tarif sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal

Changements d'adresse. Veuillez adresser

Joindre la dernière bande. Veuillez avoir

Edité par la S.A.R.L. Le Monde. Créateurs :

Imprimé en France. S. F. des Editions PARIS-1974

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration.

COMMUNIQUÉ DE L'UNION DES CHAMBRES SYNDICALES DE L'INDUSTRIE DU PÉTROLE

LE DROIT DE RÉPONSE À LA TÉLÉVISION

Pour la première fois depuis par le décret, tous les dirigeants de l'industrie pétrolière...

Il se trouve que ce sont les dirigeants de l'industrie pétrolière...

Deux seulement d'entre eux, MM. CHENEVIER, Président-Directeur Général de la S.F.P.P.

Dans ces conditions, les dirigeants de l'industrie pétrolière déclarent :

1. Le fait que deux d'entre eux seulement se soient vu accorder le droit de réponse...

2. Les intéressés regrettent que le droit de réponse ait dû être exercé à la télévision...

3. Les dirigeants de l'industrie pétrolière ont l'impression que le droit de réponse...

Usant des possibilités ouvertes d'un droit de réponse.

AUTOMOBILE

Avec les nouvelles Simca 1307-1308 Chrysler-France compte redresser progressivement sa position dans les mois à venir

Chrysler-France annonce la sortie d'une berline Simca entièrement nouvelle et présentée en trois versions...

De ligne générale très profilée, avec une grande surface vitrée...

Les couples sont respectivement de 10,7 à 2 800 tours pour le G.L.S. de 10,9 à 3 000 tours pour le S et de 12,7 à 3 000 tours pour le GT.

Les intéressés regrettent que le droit de réponse ait dû être exercé à la télévision...

1. Le fait que deux d'entre eux seulement se soient vu accorder le droit de réponse...

2. Les intéressés regrettent que le droit de réponse ait dû être exercé à la télévision...

3. Les dirigeants de l'industrie pétrolière ont l'impression que le droit de réponse...

Usant des possibilités ouvertes d'un droit de réponse.

ARTS ET SPECTACLES

ritivals

Italien et Lucrèce la Cité des papes

L'exception de très jeunes qui peut encore étonner à Avignon? Un Italien de...

Je n'invente rien. Simplement, je fais du serviteur...

Le dernier spectacle du Centre dramatique occitan, « Martin Bédouca... »

Je n'invente rien. Simplement, je fais du serviteur...

Je n'invente rien. Simplement, je fais du serviteur...

Je n'invente rien. Simplement, je fais du serviteur...

Je n'invente rien. Simplement, je fais du serviteur...

Je n'invente rien. Simplement, je fais du serviteur...

THÉÂTRE ET MUSIQUE A AVIGNON

« WOYZECK » aux Carmes

Des pierres effritées, délavées par les siècles, des ogives qui s'ouvrent sur le néant...

De la pièce de Büchner, Daniel Benouïf conserve la trame...

Entre dix-sept et vingt-trois ans, dit-il, j'ai intellectuellement...

Je n'invente rien. Simplement, je fais du serviteur...

Je n'invente rien. Simplement, je fais du serviteur...

Je n'invente rien. Simplement, je fais du serviteur...

Je n'invente rien. Simplement, je fais du serviteur...

Je n'invente rien. Simplement, je fais du serviteur...

homme pauvre que tout le monde exploite. Benouïf est...

De la pièce de Büchner, Daniel Benouïf conserve la trame...

Entre dix-sept et vingt-trois ans, dit-il, j'ai intellectuellement...

Je n'invente rien. Simplement, je fais du serviteur...

Je n'invente rien. Simplement, je fais du serviteur...

Je n'invente rien. Simplement, je fais du serviteur...

Je n'invente rien. Simplement, je fais du serviteur...

Je n'invente rien. Simplement, je fais du serviteur...

Je n'invente rien. Simplement, je fais du serviteur...

Les madrigalistes de Prague à la cathédrale Saint-Pierre

Admirable et originale dans le sud de la Bohême, Adam Michna...

De la pièce de Büchner, Daniel Benouïf conserve la trame...

Entre dix-sept et vingt-trois ans, dit-il, j'ai intellectuellement...

Je n'invente rien. Simplement, je fais du serviteur...

Je n'invente rien. Simplement, je fais du serviteur...

Je n'invente rien. Simplement, je fais du serviteur...

Je n'invente rien. Simplement, je fais du serviteur...

Je n'invente rien. Simplement, je fais du serviteur...

En bref

Culture

Le parti socialiste à Avignon

Le parti socialiste organise quatre rencontres à Avignon pendant la durée du Festival...

Création d'un centre de documentation sur l'Algérie

Un centre national de culture et de recherches historiques sur l'Algérie...

« La Walkyrie » à Orange

Grâce aux Romains et à une intelligente politique de vedettes...

MERCREDI

JERRY LEWIS dans son film le plus drôle PARACHUTISTE malgré lui

Jazz

Un bon départ sur la Côte d'Azur

Monsieur n'en était pas à sa dernière soirée qu'à Nice, jeudi, et à Antibes, samedi...

Walkyrie une nouvelle fois

Walkyrie une nouvelle fois, Birgit Nilsson restera inoubliable par la noblesse des gestes...

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
Offres d'emploi "Placards encadrés"	34,00	39,70
minimum 15 lignes de hauteur	39,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	7,00	8,03
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	65,00	75,89

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
L'IMMOBILIER		
Achat-Vente-Location	25,00	29,19
EXCLUSIVITES	30,00	35,03
L'AGENDA DU MONDE (chaque vendredi)	23,00	26,85

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Jeune Agence d'Agglomération recherche pour 160.000 habitants à 2 h. 50 de PARIS en train dans ville dynamique

I URBANISTE
Chargé d'Etudes (Economiste, Architecte ou Ingénieur)
I INGENIEUR TRANSPORT de haut niveau (grandes écoles, E.S.T.P., etc.)

Salaires en rapport avec qualification : 40 à 90.000 +. Envoyer curriculum vitae à l'AGGLOMERATION 2, place d'Armes. — 57000 METZ.

Importante fabrique d'articles ménagers région Ouest recherche pour compléter son équipe commerciale

UN ATTACHE COMMERCIAL
Collaborateur direct du chef des ventes métropole 25 ans minimum, expérience indispensable de la vente sous ses différents aspects. Préparation, promotion, animation, contrôle.

Ecrivez à Agence HAVAS, B.P. 709, 53002 LAVAL, n° 1.103, qui transmettra.

Importante Société produits de grande consommation recherche LE

CHEF DE LA COMPTABILITE d'une de ses Unités de production située en BOURGOGNE

Le candidat aura une formation de niveau D.E.C.S. ou E.S.C. complétée par une première expérience de quelques années en comptabilité générale et gestion qu'il pourra mettre à profit pour assurer le fonctionnement des services administratifs et comptables.

Adressez C.V. et rémunération souhaitée, n° 16.808, CONTESSÉ Publ., 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, qui tr.

USINE DE CHAUDRONNERIE ET MECANIQUE en pleine expansion (300 personnes - Région Nancy) fabricant des équipements lourds pour industries chimique, pétrochimique et sidérurgique (colonnes, réacteurs, échangeurs, ensembles mécaniques) recherche

Un INGENIEUR TECHNO-COMMERCIAL (30 ans minimum)

qui assurera entre autres les fonctions principales suivantes :

- suivi des offres technico-commerciales ;
- prospection d'une nouvelle clientèle.

On demande :

- niveau ingénieur A. et M. ou équivalent ;
- bonne connaissance de la chaudronnerie et de la mécano-soudure ;
- liaisons constantes avec clientèle d'industrie ou d'ingénierie ;
- nombreux déplacements en France et étranger ;
- connaissances parfaites de l'anglais ;
- rémunération : 80 à 100.000 francs annuel.

Ecrire sous n° 7.008 à e le Monde + Publicité, 6, rue des Italiens. — 75427 PARIS-9^e, qui transmettra.

Vous savez concevoir, dessiner, mettre en valeur une maquette, un présentoir, un stand, un emballage... Pourquoi ne seriez-vous pas le

TECHNICIEN JEUNE

Dynamique, expérimenté que nous recherchons pour étudier :

- le conditionnement carton de nos articles ;
- la graphisme de nos imprimés publicitaires ;
- la conception de nos stands d'exposition.

Nous sommes une importante usine métallurgique de l'Ouest à la recherche de matériel grise. Ecrivez à Agence HAVAS, B.P. 709, 53002 LAVAL, n° 1.101, qui transmettra.

SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DE DIMENSION EUROPÉENNE recherche pour sa Direction Régionale de LYON

UN(E) CHARGÉ(E) D'ÉTUDES qui se verra confier des études d'investissement, d'implantation et de financement liées à la réalisation d'opérations immobilières diverses.

Le candidat devra être titulaire d'une licence de SCIENCES ÉCONOMIQUES ou d'une licence de DROIT complétée et ce cas par une formation de type I.C.E. ou équivalente.

Le poste pourrait convenir à un candidat détenant un diplôme de 3^e année de licence ou une première expérience du monde immobilier.

Env. C.V. détaillé, photo et prétentions, n° 16.647, CONTESSÉ Publ., 20, avenue de l'Opéra, 75004 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

DIRECTEUR TECHNIQUE ET ADMINISTRATIF
Ces entreprises de montage va désormais transformer le produit brut en une gamme d'équipements. Elle doit, pour ce faire, confier à un Adjoint le double tâche de concevoir rationnellement la production et d'ouvrir la haute main sur la gestion administrative.

Un ingénieur de 35 ans minimum, ayant la responsabilité de l'exploitation d'une unité autonome, si possible en périodes, serait particulièrement apprécié.

Prérez d'adresser C.V. avec réf. prés. et photo n°/No 689 au CEIP Conseil d'entreprises 58270 PLOEMEUR en indiquant éventuellement période et adresse de vacances.

BRETAGNE-SUD

Cabinet comptable Centre Ouest recrute

JURISTE-FISCALISTE E.N.I. ou équivalent, pour consultations diverses et clientèle 1-1-74.

France : 35.000 F/m. an. 39.000 F/m. an. 42.000 F/m. an. 55.000 F/m. an. si travail et compétence.

Ecr. Havas, Saint-Malo, 6.371.

emplois internationaux

GRUPE INTERNATIONAL ALIMENTAIRE recherche pour l'AFRIQUE NOIRE.

CHEF de PRODUIT POSTE d'AVENIR à CREER

diplômé H.E.C. — E.S.S.E.C. — E.S.C. — minimum 35 ans ayant expérience de produits de grande consommation.

Cette fonction comporte :

- recherche et lancement de produits
- études de marchés
- responsabilité totale de la publicité
- contrôle de rentabilité.

Ecrire avec C.V. et photo à Groupe B.G.I., 33, avenue de Wagram - 75017 PARIS.

ORGANISME DE FORMATION PROFESSIONNELLE recherche pour longue durée près ALGER

INGÉNIEURS FORMATEURS EN MÉCANIQUE

type de formation A.M., E.N.S.I., I.N.S.A., C.N.A.M., expérience confirmée en niveau industriel, spécialités recherchées :

- fabrications mécaniques : études, méthodes et fabrications ;
- fabrications métalliques : méthodes, fabrications et contrôle ;
- électrotechnique : équipements, mesures, essais.

TECHNICIENS SUPÉRIEURS (B.T.S.) en chaudronnerie et tuyauterie industrielle : préparation, fabrication, soudage avec expérience industrielle de 5 ans minimum.

Pour concevoir et réaliser des formations au niveau B.T.S. — Logement assuré. — Avantages sociaux français.

Env. lettre man. av. C.V. et photo à : MECAFORM, 13, avenue Hoche. — 75002 PARIS Cedex 08.

ENTREPRISE DE BATIMENT TOULOUSE

RESPONSABLE DU SERVICE COMPTABLE

Homme, min. 30 ans, titulaire D.E.C.S. ou B.T.S. Certifié Supérieur de Gestion, D.E.C. homologué, expérience du bâtiment appréciée min. 5 ans. Capable d'adapter informatique. Position cadre. Rémunération selon compétence.

Adressez curriculum vitae et présentations à : J'ANNONCE, n° 1.019, B.P. 1947, TOULOUSE Cedex.

EQUIPE SOCIO-CULTURELLE recrute pour conduire opération d'autoéducation d'un vieux quartier populaire.

Le CANDIDAT assurera l'animation architecturale, l'animation des dossiers administratifs et techniques auprès des habitants.

Ecr. Maison pour Tous, 2, pl. Xavier-Jourdan, 39000 Grenoble.

EXPERT COMPTABLE petite ville province offre E.C. diplômé, min. 27 ans. Rémunération 1 statut. Horaires 30 F leur travail effectif valorisés annuellement coût vie + participation automatisation clientèle si présence 10 ans. Ecr. Havas, St-Malo, 6.392.

SOCIÉTÉ D'EXPERTISE recherche pour ROUEN **REVEUR** expérimenté avec références pour Commissaires aux Comptes.

Envoyer C.V. sous n° 72.407 à REGIE-PRESSE, 95 bis, rue Réaumur, 75002 Paris, qui transmettra.

IMPORTANT GROUPE MULTINATIONAL (CHIMIE - PHARMACIE) recherche pour sa DIVISION INTERNATIONALE PHARMACEUTIQUE

UN RESPONSABLE de son bureau de promotion A TÉHERAN

Dans le cadre de la création de ce bureau et pour une durée approximative de deux ans, le titulaire du poste aura pour mission essentielle de recruter, former, organiser et animer une équipe de délégués médicaux.

Ce poste conviendrait à un candidat diplômé d'un enseignement supérieur commercial, parfaitement bilingue français-anglais, et pouvant faire état d'une expérience de quelques années dans le domaine de la promotion pharmaceutique.

Env. C.V., lettre manuscrite et photo, n° 16.517, CONTESSÉ Publ., 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, qui tr.

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER CAMEROUN

Filleul d'un groupe implanté en France et en Afrique, la Société a une activité d'exploitation forestière et de sciage.

Elle recherche pour son siège, situé dans grande ville - Afrique - un jeune cadre (formation E.S.C. ou niveau équivalent) ayant au moins 5 ans d'expérience pour assurer avec une grande autonomie la direction de ses services comptables, financier et administratif. Logement meublé. Congés 2 mois par an.

26, Rue Marbeuf - 75008 Paris - vous adressera une note d'information et un dossier de candidatures sur simple demande référencés 542M.

offres d'emploi offres d'emploi

Schlumberger

PUBLIC ACCOUNTANTS

SCHLUMBERGER Limited is a multinational company with 1974 sales of over \$ 1,100 million and an excellent growth and profit history. We are involved worldwide in the manufacturing of electronic instrumentation and in providing technical services to the oil field industry.

ENTREPRISE DE BATIMENT T.P. C.A. 300 millions - Paris

Secrétaire Général

Homme de formation supérieure, il aura une expérience de plusieurs années au poste de Secrétaire Général d'une grande Entreprise du Bâtiment en France. Dans ce dernier cas, il devra assumer les tâches liées aux problèmes spécifiques à notre profession.

Dépendant directement du Directeur Général avec lequel il aura des relations fréquentes, il sera chargé des Services Administratifs : comptabilité, secrétariat achats, contentieux. Il aura la responsabilité de la gestion financière : trésorerie, prix de revient, investissements. Il représentera le Directeur Général auprès des partenaires sociaux. Ce poste ne peut convenir qu'à un homme rigoureux, méthodique, ponctuel et possédant un sens aigu de l'efficacité.

Les candidatures seront traitées confidentiellement au plus haut niveau.

Ecrire avec curriculum vitae et photo en réf. OLIM (à mentionner sur l'enveloppe) à :

EMPLOIS et CARRIERES 20, rue du Fbg-Poissonnière 75010 PARIS

INTERNAL CONSULTING

As a result of recent promotions we have openings in our Paris staff which provides management consulting services to SCHLUMBERGER Subsidiaries. This staff is a small group of highly motivated individuals having educational and business backgrounds in engineering, data processing, manufacturing, and accounting. For our Paris office we are seeking young, aggressive individuals with strong management potential.

Minimum qualifications for the successful candidate include 2 to 4 years experience with a large public accounting firm and fluency in French and English. CPA, CA, or Expert Comptable certificate is a definite advantage. An advanced university degree is also desirable. If you are interested in a challenging position in industry with proven opportunity for advancement into financial management, send a detailed resume and salary history to :

G. C. JOHNSON, SCHLUMBERGER LIMITED, 11, rue La Boétie - 75008 Paris.

GCT Ingénieurs

DEBUTANTS ou CONFIRMES de formation électronique souhaitée pour rédaction de propositions techniques et commerciales.

Connaissance de l'anglais obligatoire et de l'espagnol souhaitée.

Ecrire avec C.V. sous référence No 17 ou téléphone 533.74.40 Poste 27-20, à CIE GENERALE CONSTRUCTIONS TELEPHONIQUES - Service du Personnel - 261, rue de Vaugirard 75740 Paris Cedex 15.

SOCIÉTÉ DE TOUT PREMIER PLAN DANS LE DOMAINE PETROLIER recherche pour ses établissements en TUNISIE

un chef de personnel

EXPERIMENTÉ

Déjà des obligations militaires. Chargé de mettre en place les systèmes de gestion administrative habituelle et d'établir la politique prévisionnelle pour la meilleure utilisation des ressources humaines dans un cadre de travail le mieux élaboré. Salaire attractif.

Ecrire avec C.V. et présentations à No16493 CONTESSÉ PUBLICITE 20, avenue Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

Rach. par son centre de calcul à ABIDJAN, soudeur d'un org. 18M 270-115 sous ODS VS

- Un analyste programmeur (niveau post-écoles ou IUT)
- Livre de suite, deux ans d'expérience au moins.
- Langue. FORTAN, COBOL, ANS indispensables.
- Env. C.V. et présentations à : E.C. M. SICHUAN, S.N.E.T.O. n° 8.P 1556 ABIDJAN.

BUREAU D'ÉTUDES recherche pour **AFRIQUE ANGLOPHONE SOCIO-ECONOMISTE RURAL** EXPERIMENTÉ Débutant accepté. T6. 533-5810, poste 30.

ANALYSTE PROGRAMME 2/3 ans exp. sur 1000 sous SIRIS VII. Expérience Microvobol et langage réel. Océaniquement à l'étranger min. 3 mois. Anglais indisp. Envoyer C.V. et présentations à n° 2410 COFAP, 40, r. de Charol, 75016 PARIS, qui transmettra.

Pour lancer important projet de développement primaire au RWANDA en septembre 1975 avec appui radio, le Ministère de la coopérat. rech.

SPECIALISTE capable de diriger une équipe de recherche et de production. Adressez candidature d'urgence 20, rue Monseigneur, 75007 PARIS. Op. des Actions Pédagogiques.

Pour sa filiale tunisienne Société d'ingénierie recherche **INGENIEUR BETON ARME** libre rapidement, pour séjour de longue durée et ayant plusieurs années d'expérience en Bureau d'Etudes ou en entreprise pour études bâtiments et contrôle réalisations. Les candidats intéressés peuvent écrire (CV + photo + salaire) en référence 63/250. Publications, 31, boulevard de Bonne-Nouvelle, 75002 Paris Cedex 02.

BUREAU D'ÉTUDES recherche pour **SEJOURS et MISSIONS A L'ÉTRANGER** **INGENIEURS** **AGRO-ECONOMISTES** EXPERIMENTES Analisa ou équival indiennes. Ecrire avec C.V. à n° 16.577, CONTESSÉ Publ., 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, et à : Collège St-Victor Bruges (Cité d'Ivoire) cherche prof. physique.

MINISTÈRE ÉDUCATION NATIONALE DU GABON recherche pour rentrée scolaire

PROFESSEURS d'Enseignement Général et Technique toutes disciplines. S'adr. AMBASSADE GABON, 26 bis, av. Rambouillet, Paris-16^e.

attachés commerciaux

Nous avons les trois atouts de la réussite, il ne nous manque qu'un as - VOUS - pour étaler notre jeu

Vous êtes jeune et ambitieux, diplômé d'une École de Commerce, ou expérimenté

Vous avez activé l'exercice dans un marché potentiel élevé, nous disposons d'une gamme d'appareils fiables, vous assurez un salaire à vos mesures.

Vous bénéficierez d'un stage de départ rémunéré.

De nombreux postes sont à pourvoir à Paris et sa banlieue, Nancy, Mulhouse, Strasbourg, Nantes et toute la région ouest.

A vous de jouer.....

Merci d'envoyer votre candidature avec CV sous réf. V.76 en précisant la région désirée à Catherine RICAUME.

RANK XEROX Service Recrutement 93602 AULNAY-SOUS-BOIS.

STRUCTURAL ENGINEER concrete and steel, will do own drafting, minimum experience 10 years. Paris area

ELECTRICAL ENGINEER building and industrial experience, will do own drafting, familiar with French, German and British standards and regulations.

Reply n° 3.835, e le Monde + Publicité, 6, rue des Italiens, 75427-Paris-9^e, qui transmettra.

مركز العمل

	La ligne	La ligne T.E.
FRES D'EMPLOI	34,00	39,70.
tes d'emploi "Placards encadrés"		
timon 15 lignes de hauteur	38,00	44,37
MANDES D'EMPLOI	7,00	8,03
PIVAUX DU		
OPPOSITIONS COMMERCE	66,00	76,89

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.E.
L'IMMOBILIER		
Achat-Vente-Location	25,00	29,19
EXCLUSIVITES	30,00	35,03.
L'AGENDA DU MONDE		
(chaque vendredi)	23,00	28,85

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

demandes d'emploi

CABINET D'INGENIERIE, NOUS REALISONS LES ETUDES ET LA MAITRISE D'OEUVRE D'INSTALLATIONS INDUSTRIELLES ET D'USINES COMPLÉTES.

VOTRE DIRECTEUR DU DEVELOPPEMENT cherche comme adjoint pour Paris

Ingénieur

sur le second dans notre action auprès nos clients, notamment lui confier le développement de la clientèle en France dans les pays francophones.

l'ingénieur est un initiateur et un créateur d'affaires : il intensifie notre action de prospection, maintient les contacts, élabore les propositions, en assure le suivi et négocie les contrats.

A. ICAM, ECAM, il est âgé d'au moins 35 ans et a acquis son expérience en ingénierie : mécanique, génie civil, ou dans l'industrie : travaux neufs, entreprises de bâtiment.

Le poste exige des déplacements fréquents et courts durées. Parler anglais est indispensable, l'écrit un atout supplémentaire. Répondre à Y. CORCELLE au réf. 2918

ALEXANDRETTIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - LILLE - GENÈVE - ZÜRICH - BRUXELLES

IMPORTANT GROUPE CHIMIQUE

recherche pour son Centre de Recherches situé à PARIS

INGÉNIEUR

ayant solide expérience dans le domaine analytique — MÉTHODES PHYSICO-CHIMIQUES (Chromatographie - C.P.G. - C.F.E. - C.M.E. - spectrophotométrie, etc.) ;

pratique de plusieurs années en LABORATOIRE INDUSTRIEL, fortement appréciée.

recherche mandataire avec C.V. détaillé et photo, au réf. 814, à CREATIONS DAUPHINE, 10, rue de Valenciennes, Paris (99), qui transmettra.

IMPTE SOCIÉTÉ PÉTROLE

recherche :

INSPECTEUR COMMERCIAL

Spécialiste G.P.L.
Ayant déjà bonne expérience technique et commerciale gaz liquéfiés pour poste

TECHNICO-COMMERCIAL

avec première résidence PARIS

Disponibilité immédiate

C.V. détaillé et photo à n° 16.842 Contesse bl., 20, av. Opéra, Paris (1^{er}), qui transmettra.

Important Groupe Alimentaire

français, G.A. 1,4 milliard de francs recherche l'

ADJOINT AU CHEF DE LA COMPTABILITÉ

à formation I.U.T. et ayant 1 à 2 ans de pratique dans la comptabilité générale, il aura superviser et à contrôler une équipe de dix personnes.

Dresser C.V. et rémunération souhaitée, ne 18.810, CONTESSÉ Publ., 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

IMPORTANT COMPAGNIE ASSURANCES

recherche

ÉTUDIANTS (TES)

Niveau BAC minimum désirent exercer une activité professionnelle pendant 3 mois

Ecrire sous référence 2076 à :

Organisation et publicité

3, rue de Valenciennes - 75008 PARIS

BANQUE FRANÇAISE PARIS IMPORTANT GROUPE INTERNATIONAL

recherche pour

DÉPARTEMENT INTERNATIONAL

en expansion

CADRE

désireux de s'intégrer à une équipe jeune et spécialisée dans la réglementation des changes et investissements

1) Possédant par ailleurs de réelles connaissances sur toute la gamme des opérations pratiquées avec l'étranger.

2) Anglais apprécié.

Envoyer lettre man. et C.V. à n° 72.121, à REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

Filiale Française important groupe pétrolier recherche

INGÉNIEURS COMMERCIAUX

DIPLOMÉS H.E.C., E.S.S.E.C., SUP. de CO. ou équivalent
Libérés du Service National
Minimum 2 ans d'expérience problèmes de contacts commerciaux et gestion pour postes

Attachés commerciaux

suivant besoins du Service, en résidence Paris ou province

— Fonction comportant nombreux déplacements.
— Formation complémentaire assurée.
— Possibilité développement carrière en fonction aptitudes.

Adr. curia, vitas et photo, n° 16.834, CONTESSÉ Publité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

IMPORTANT LABO. PHARMACEUTIQUE

recherche

PHARMACIEN

PRODUCTION
ayant quelques années d'expérience DISCRETION ASSURÉE

Adresse curia, vitas détaillée, n° 71.000, SUPAC, 34, rue Euler, 75015 PARIS, qui transmettra.

INTERNATIONAL CONSULTING ENGINEERS

With recent overseas appointments in French speaking countries and 10 years experience both at their head office near London and on site.

Applications are invited from fully qualified engineers with experience in industrial projects and a working knowledge of English.

Interviews will be arranged in London or Paris. Reply, giving details of age, education, qualifications and previous experience to: B.W. Johnson, C/O MICE, OSCAR PARKER & PARTNERS, Upper Marlborough Road, St. Albans, Hertfordshire AL1 3UT, ENGLAND.

Site de Diffusion et de Construction de matériel hydraulique, Générale Nord Paris

1 AGENT TECHNIQUE

pour calculs scientifiques, plans, D.T.E.S., C.N.A.M., ou similaires (valoir en mathématiques, physique, informatique).

Ecr. av. C.V. et photo, n° 4.151, P. Lichau S.A., 10, r. Lavoisier, 75003 Paris, Cedex 02, qui tr.

LABORAT. INDUSTRIELS BANLIEUE SUD DE PARIS (500 personnes)

CHEF DE GROUPE RESPONSABLE

SERVICE PAIE (R4, 1.351) connaissant traitement salaires/déductions, expérience industrielle.

Adr. lettre présentée, mandater, + C.V. + photo, préférence opératoire, adresse référence n° 17.023, Contesse Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, qui tr.

Banque privée Paris recherche ATTACHÉS COMMERC.

avec brevet de banque 7 à 8 ans d'expérience bancaire. SÉRGANE 367-48-97.

JOURNALISTE

Pour assurer poste de :

REDACTEUR EN CHEF

D'UNE REVUE MENSUELLE SPÉCIALISÉE (45 années d'existence).

Ecrire avec C.V. et présentations à :

PARCIEL, 34, bd Haussmann, n° 10, tel. 7.740, qui transmettra. Réponse assurée par télécopieur. 30% rech. pour emploi temporaire, 3 à 6 mois.

MECANO. COMPTABLE

Expérim. sur/mach. comptable. Surtout n° 1810 Lieu de travail. Rémun. mensuelle 280.000 F. Vit. sans cotiser au 22.7. n° R.V. : 687-24-27, p. 32.

Société de Transports et de Commerce International recherche STENO-DACTYLO

soit entièrement, bilingue anglais. Avantages sociaux. Bon salaire. Ecrire au Secrétaire général (SET) INTERNATIONAL, 72, r. de Valenciennes (99)

TOURISME ET TRAVAIL recherche pour le mois d'août

URGENT. Téléc. au 290-41-44.

Pour Société CLICHY SECRET. STENO-DACTYLO

CONFIRMÉE

Avant, sec. Rémun. entrec. Ecr. n° 1.354, « le Monde » P. 5, r. des Italiens, 75227 Paris-9^e

1^{er} imp. Société n° 17 de Clichy

JEUNE COMPTABLE
Titulaire B.T.S. DECS, ou équivalent, p. 324.

FOXBORO FRANCE leader mondial en instrumentation régulation et informatique industrielle, recherche

INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

pour prendre la responsabilité d'un secteur comprenant des utilisateurs et des sociétés d'engineering dans la région parisienne.

On demande une formation supérieure et quelques années d'expérience dans la vente ou l'utilisation de systèmes d'instrumentation dans les grandes industries de base (pétrole, chimie, papeterie, ciments, métallurgie, etc.). Expérience en chaudières et/ou en informatique industrielle appréciée mais non indispensable. Anglais technique exigé.

Ecrire avec CV détaillé au Directeur Général

FOXBORO FOXBORO FRANCE S.A. 82, bd Victor-Hugo 92 CLAIROY.

Grand organisme français de prestations de services offre un poste de hautes responsabilités pour

INGENIEUR GRANDES ECOLES

son minimum 35 ans.

Pour la promotion et le développement dans les domaines de la Géologie et de la Géotechnique appliquée au Génie Civil et aux travaux miniers.

Pour l'encadrement, le contrôle technique et la gestion des opérations.

Une solide expérience technique et commerciale est demandée. Anglais indispensable. Espagnol souhaité.

Envoy. candidatures à n° 7.268 de la S.A.F. - S.P. 25 - 1^{er} étage et Entrées 18, rue Voltaire, 75002 PARIS.

propositions diverses

WANTED SLIGHTLY USED EXECUTIVES

Industry's biggest current need is for seasoned, mature executives in their 30s, 40s and 50s. Our clients have proved that these are the most productive and rewarding work years of their lives. We have now a steady flow of openings that renewed their careers, you're invited to meet with one of our professional Career Advisors without cost or obligation.

For your personal (confidential) appointment, phone or write our nearest office. We (help) change lives!

FREDERICK

CHUSID & COMPANY

Multinational Consultants In Executive Assessment, Development and Career Advancement. Activities in major cities worldwide. Phone: 333-61-66.

PARIS : 15, avenue Victor-Hugo. LONDRES : 25-27 Piccadilly Street. Phone: 01-271-22 9/2.

représent. offre

Si vous êtes DYNAMIQUE, AMBITIEUX, bonne PRÉSENTATION, possédant valeurs, 20 à 30 ans, vous êtes intéressés par ce GROUPE IMMOBILIER MARCHAND DE BIENS RENOVATEUR.

qui recherche VENDEURS indépendants à ces critères pour COMMERCIALISATION de ses programmes de TRES GRAND STANDING.

Gros salaire assuré RTL-Europe et journal. Tr. intéressés salaires av. 400.000 F. n° de du démarchage. Paris-14, de 10 à 17 heures.

IMPTE-STE PRET-PORTER

représente les signatures de représentants régionaux, dynamiques, possédant valeurs, sélects à recruter :

— NORD et EST
— PARIS et Rég. PARISIENNE
— CENTRE et SUD-OUEST.

Adr. C.V. mandater, av. photo, MINET Publité, n° 4.234, 48, rue Olivier-Bertin, 75013 PARIS, qui transmettra.

capitax ou proposit. com.

SOLUTIONS aux DIFFICULTES FINANCIERES. CABINET G. 337-44-66.

occasions

SANS COMPLEXE bases d'achat av. Hermès. Fabricant brade 40 sièges et salons modernes d'occasion, mobilier, classeurs, etc. à prix d'achat, URGENT 14, cité de Valenciennes PARIS-11^e. DID. 25-79.

autos-vente

Part. 1900 voiture + 2 chevaux AZAM EXPORT AS s. (Etat Impéc.) Px 2.500 F + achat. 1. 600.000 F. 400 (Bris. berl.). BENTLEY 5.37, 2000 cc, 2 ans, air conditionné et mod. sélecte. T. 624-35-33. STING-RAY 250 cc. 71. Bte mécan. T. 624-35-33.

PEUGEOT-NEUBAUER

voit 204 FAMILIALE 1975 d'occasion, ton 1.200. PRIX intéressant. M. Jacques SERRAS, 24-02-03.

DE FORMATION SUPERIEURE

MATHÉMATIQUES (Math. Sup., Math. Spé.)

27 ans, 2 ans d'expérience dans Société Pétrolière et assumant responsabilité :

ORGANISATION GESTION et participation lancement de Systèmes mécanisés recherche

Situation permettant de s'intégrer à forte équipe de direction. Paris ou Région Parisienne.

Ecrire n° 6.007, « le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens, 75227 PARIS-9^e.

J.H., spécialiste distribution confirmé (Liquides et Vins)

— Centrale - GS Négoce (GOS) C.H.R.
— Recherche poste responsabilité basé à Paris ou région Dijon ou, éventuellement, Afrique et/ou T.D.O.M.

Ecrire n° 3.833, « le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens, 75227 Paris-9^e, qui transmettra.

HOMME D'AFFAIRES FRANÇAIS PARTANT DEBUT ACQU

POSTE EXTREMEMENT ORIENTÉ AVEC SOCIÉTÉ A HONG-KONG ET BURMAU A MANILLE RECHERCHE REPRESENTATION VENTES OD ACHATS

Ecrire n° 3.848, « le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens, 75227 PARIS (9^e), ou tél. (33) 39-17-34.

CHEFS D'ENTREPRISE

L'AGENCE NATIONALE POUR L'EMPLOI

vous propose une sélection de collaborateurs dans les catégories suivantes :

• Ingénieurs toutes spécialisations ;
• Cadres Administratifs et Commerciaux ;
• Journalistes (Presse écrite et parlée).

CADRE SUPERIEUR - dipl. Gds Ecoles - 30 ans d'expé. indust. au sein de gds groupes - Connait. et pratique Direction P.M.E. - Anglais, Espagnol.

RECHERCHE : direction générale M.P.I. ou missions temporaires en France ou Etranger.

INGENIEUR - 37 ans - Formation Ecole Supérieure d'Electricité (Radio) - Licence de Sciences - Analyse Chimique - Expé. 7 ans de Solénoïdes - Analyse 2 ans conseil en organisation - 4 ans conception et analyse de systèmes de gestion.

RECHERCHE : poste responsabilité informatique de gestion ou adjoint à direction ou à contrôle gestion.

CADRE SUPERIEUR - Répér. de directeur de PAI pendant 20 ans et de chef de pers. d'une importante société - Conn. approfondies de la comptabilité et gestion.

RECHERCHE : poste de directeur administratif, financier ou secrétaire général de Sd - Franco - Etranger.

CADRE COMMERCIAL FEMININ - 35 ans expé. gestion administrative et commerc. - formation et maîtrise de mandats ; responsable foires, expositions - Notions anglaises.

RECHERCHE de préférence poste gestion commerc.

ANPE AGENCE NATIONALE POUR L'EMPLOI

AGENCE SPECIALISEE DES INGENIEURS ET CADRES 12, rue Blanche - 75008 PARIS Cedex 08 - Tél. 939.14.00 (10 l. 71)

DIRECTEUR COMMERCIAL

Résident à PARIS
Connaissance approfondie vente produits grand public et biens d'équipement.

Longue pratique des techniques modernes de Vente Marketing et Gestion dans Sociétés Multinationales performantes.

Anglais et Espagnol courants.

Références premier ordre.

Recherche Direction Commerciale ou équivalente.

Enverrait toutes propositions.

Faire offre à n° 664 PUBLI-PRESSE, 31, bd Bonne-Nouvelle, 75002 Paris Cedex 02.

SECRETAIRE CONFIRMÉE

15 ans expé-rience commerciale, recherche pour 1^{er} sect. emploi stable sur Asnières. Clichy ou Saint-Lazare, nécess. Initiatives et décia. Salaire 38.000/40.000 F.

Ecr. n° 4.008, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75227 Paris-9^e.

J.H. 23 a., Chimiste de Notation

+ de 2 a. d'expérience
UNIVAC 196 COBOL/FORTRAN
PCL 1963 COBOL
à Paris, début octobre.

Ecr. n° 3.819, « le Monde » P. 5, r. des Italiens, 75227 Paris-9^e.

J. F. 28 a., JOURNALISTE, 1 a. exp., dipl. univers. étudiant très sérieux. T. matin : 722-33-54.

ASSISTANTE

CADRE SUP. 42 ans

14 ans direction, connaissance part. des marchés africains. Exp. industrie transformation achats techniques, idées originales. Recherche poste cadre. Ecr. Havas Chéris n° 75.61.

CHEF DE PUB. JUNIOR

E.S.P.
3 ans expé. secrétaire chef de publicités chez annonceur. Française VALLE - 946-94-38.

les annonces classées du Monde sont reçues par téléphone du lundi au vendredi, de 9 h. à 12 h. et de 14 h. à 18 h.

(période du 1^{er} juillet au 31 août 1975) au

233.44.31

pour tous renseignements : **233.44.21**

Une annonce communiquée avant 15 heures peut paraître dès le lendemain.

Voir notre immobilier en page 20

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

CONJONCTURE

SELON LA BANQUE DE FRANCE

Les décisions de licenciement ne pourront pas être indéfiniment reportées les perspectives économiques restent fort incertaines

Indétermination, incertitude... Ces deux mots reviennent tout au long de l'enquête mensuelle de conjoncture réalisée au début de juillet par la Banque de France.

Le volume de la production étant resté globalement stable en juin (...), l'activité paraît assurée au niveau actuel jusqu'à la période des congés (...), dont la durée sera d'ailleurs vraisemblablement allongée d'une semaine de chômage conjoncturel dans d'assez nombreuses entreprises.

Pour l'automne, c'est le grand point d'interrogation en dehors de certaines branches produisant des biens d'équipement (gros matériel et commandes du secteur public), d'autant que la demande étrangère a continué de fléchir, à la fois en raison de la faiblesse de la demande interne dans nombre de pays et de la cherté relative des produits français.

Industriels à fractionner leurs commandes, ce qui accroît l'incertitude générale. Le niveau des stocks, qui s'est stabilisé à un niveau jugé plus élevé qu'en juin 1974 dans le commerce de détail, mais qui s'est allégé dans certaines branches de biens intermédiaires, n'a pas décliné jusqu'à la reprise de la demande.

Dans le bâtiment, l'activité reste faible; elle est en diminution dans le génie civil. Les petites et moyennes entreprises voient leur champ d'action se restreindre, d'une part sous la poussée de firmes plus importantes qui soumissionnent des travaux dont elles se désintéressent auparavant, d'autre part en raison de la faiblesse des ordres en provenance des collectivités locales, qui sont leurs donneurs d'ouvrage traditionnels.

Pfêchissement des livraisons de produits pétroliers, stagnation de la consommation d'électricité, léger progrès de la demande intérieure dans les industries métallurgiques de base, situation sans changement dans les constructions mécaniques, commandes d'ampères très limitées et électroniques, mais légère amélioration dans les industries chimiques et meilleure conjoncture dans les industries alimentaires, ainsi que dans l'habillement et le cuir.

Or le volume des ventes de commerce de détail continue à décroître: - 1,5 % en mai et juin par rapport à mars et avril. La progression du chiffre d'affaires de 9,7 % observée par rapport à mai/juin 1974, pour un nombre de jours ouvrables identique, traduit également un recul de l'activité réelle de l'ordre de 2,5 %.

Sauf quelques cas isolés de légère progression ou de stabilité (textile, chaussures, librairie-papeterie, horlogerie-bijouterie, automobiles d'occasion), a le repli des transactions a été général, et plus sensible pour les produits industriels que pour les produits alimentaires.

« La moindre progression, voire, dans certains cas, la diminution du pouvoir d'achat des ménages, et la crainte d'une dégradation plus prononcée de l'emploi en cours des mois à venir sont vraisemblablement à l'origine du nouveau recul de la demande de biens de consommation », écrit la Banque de France.

M. MICHEL MOUSEL (P.S.U.) :

La référence au programme commun est dépassée.

Dans une déclaration remise à l'agence France-Presse, M. Michel Moussel, membre du secrétariat national du P.S.U., revient sur les mesures de soutien aux luttes sociales que son parti avait annoncées pour la rentrée (le Monde du 18 juin), car, selon lui, « la question la plus urgente posée d'automne sera celle d'une nouvelle vague offensive et unitaire des travailleurs contre la politique d'austérité et ses conséquences ».

M. Moussel, qui souhaite que ces mesures puissent faire l'objet d'un accord entre les centrales syndicales et les partis de gauche, estime qu'elles pourraient porter sur l'organisation en commun de la solidarité financière (par exemple en créant une caisse interprofessionnelle de solidarité soutenue par les partis politiques); sur l'attitude à avoir face au développement des grèves avec production (Eberhard, Tappan, Caron-Couane, etc.); et notamment la mise en œuvre commune de circuits de soutien et de venir qui seront des occasions de mobilisation et de prise de conscience ainsi que sur les formes de solidarité active à l'égard des entreprises qui poursuivent des conflits, tels que le boycottage des publications du groupe Amaury.

Le P.S.U. rappelle en outre sa proposition d'une « conférence des mini-Lés », réunissant à l'automne des représentants des différentes entreprises qui connaissent actuellement des conflits de structures, et il suggère la constitution de « comités unitaires de chômeurs » et de « comités de masse pour le contrôle populaire sur les prix ».

Estimant que « la crise actuelle crée des conditions favorables à une rupture révolutionnaire avec le capitalisme et à l'affirmation du socialisme », M. Moussel affirme que le P.S.U. souhaite « participer aux débats qui pourraient s'ouvrir à l'intérieur de la gauche, non seulement au sommet mais surtout à la base ». Il conclut: « La référence au programme commun est dépassée. Il faut poser les problèmes différemment, et c'est sur ce plan qu'une organisation comme la nôtre a son rôle à jouer. »

M. Chirac: il ne peut y avoir de relance économique s'il existe un risque pour les prix

Limoges. — M. Jacques Chirac, qui inaugure hier, dimanche, à Bort-les-Orgues (Corrèze), la vingt-sixième Foire des négociants-voyageurs du Massif Central, s'est déclaré opposé à la relance à tout prix, si elle devait nuire en cause les équilibres financiers. Il a déclaré notamment: « Il serait illusoire de croire qu'un coup de baguette magique suffirait à résoudre les problèmes. Il ne peut y avoir de progrès économique et social avec une tension inflationniste ou un déséquilibre des finances extérieures. »

Après avoir décrit les résultats de l'action gouvernementale dans ces deux domaines le premier ministre a ajouté: « Il faut poursuivre cette politique. C'est une nécessité. Il ne peut y avoir de relance économique sans un risque de relancer les prix. Nous établissons actuellement un diagnostic et nous verrons les mesures que nous pourrions prendre. C'est pourquoi nous retournerons les organisations syndicales. »

M. Chirac a insisté en disant: « Il ne peut y avoir de relance, même permettant le plein emploi, qui mettrait en cause l'équilibre et l'équité financière extérieure. Il est facile de suggérer et de critiquer, mais quand on a la responsabilité des choses il faut y regarder à deux fois. »

Le premier ministre répondait ainsi à M. Roger Besse, président de l'Union des syndicats des négociants-voyageurs, qui avait auparavant suggéré « des mesures avant la rentrée pour favoriser la reprise de la consommation sans

loutefois donner dans le lazare financier », et à M. Ventejol, président du Conseil économique et social, qui, après avoir rappelé que le rôle du Conseil « était de conseiller le gouvernement et de dire la vérité avec objectivité », avait déclaré que sa préoccupation essentielle était: « la relance afin d'assurer le plein emploi. »

Avant de regagner Paris dimanche 20 juillet, M. Chirac a rencontré à Neuvic-d'Ussel un groupe de contestataires, alors qu'il se rendait à Thiers, ville où avait lieu une réception, un certain nombre d'estivants ont crié: « Assez de discours, des actes », et brandi des pancartes se référant au programme commun de la gauche.

Le premier ministre a dialogué pendant quelques minutes avec les manifestants tandis que du côté de ses partisans cordons montaient des cris « Moscou! » à l'adresse des perturbateurs.

Or l'emploi s'est encore dégradé en juin. « Les réductions de la durée du travail sont devenues de plus en plus courantes et le chômage partiel s'est étendu », bien que les licenciements aient été maintenus « dans des limites assez étroites ».

« Sauf éléments nouveaux, il semble (pourtant) que les décisions de licenciement ne pourront être indéfiniment reportées. Les conditions financières d'exploitation apparaissent, en effet, de moins en moins supportables aux chefs d'entreprises. »

« Sauf éléments nouveaux, il semble (pourtant) que les décisions de licenciement ne pourront être indéfiniment reportées. Les conditions financières d'exploitation apparaissent, en effet, de moins en moins supportables aux chefs d'entreprises. »

« Sauf éléments nouveaux, il semble (pourtant) que les décisions de licenciement ne pourront être indéfiniment reportées. Les conditions financières d'exploitation apparaissent, en effet, de moins en moins supportables aux chefs d'entreprises. »

(PUBLICITE)

GOVERNMENT OF JAMAICA PREQUALIFICATION OF MAJOR GENERAL CONTRACTORS FOR THE JAMAICA AIRPORTS DEVELOPMENT PROJECT

The Government at Jamaica is redeveloping the two international airports in Jamaica, Sangster International Airport in Montego Bay and Norman Manley International Airport in Kingston.

As part of this redevelopment the Government of Jamaica requires qualified general contractors to provide the following Areas of Work:

SANGSTER INTERNATIONAL AIRPORT

- Area of Work 1. Buildings
- Area of Work 2. Diving
- Area of Work 3. Siteworks
- Area of Work 4. Electrical

MANLEY INTERNATIONAL AIRPORT

- Area of Work 5. Buildings
- Area of Work 6. Paving
- Area of Work 7. Electrical

It is the intention of the Government of Jamaica to prepare 7 lists of qualified general contractors, one list for each of the 7 major Areas of Work.

General contractors are invited to prequalify for bidding on one or more of the Areas of Work, or all of the Areas of Work, in which they feel qualified. Prequalifications covering only a part of an Area of Work will not be considered.

Prospective Bidders must submit, in quadruplicate (4 copies) to the Director of Major Projects, their prequalification confidential statements in the form furnished, and complete with all supporting documents required, on or before AUGUST 25, 1975.

The Ministry of Works does not undertake to accept, act on, or consider any prequalifications, submissions, or confidential statements received later than the date set forth herein.

A copy of the Confidential Statement for Determining Prospective Bidder's Responsibility form, including the Project Highlights and Bidding Guidelines and Information is available for issue to each interested party at the office of the Director of Major Projects, Ministry of Works, 140 Maxfield Avenue, Kingston 10, Jamaica W. I. Attention: Project Coordinator - Airports Unit.

No bid will be accepted from parties who have not been previously prequalified for such bidding.

For the information and guidance of those concerned, this project will be jointly financed by the International Bank for Reconstruction and Development (World Bank) and the Government of Jamaica. Participation will thus be limited to contractors from Jamaica, member countries of I.B.R.D. and Switzerland.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

GRUPE DES ASSURANCES NATIONALES (GAN)

Le collège exerçant les pouvoirs de l'assemblée générale des sociétés du Groupe des assurances nationales a tenu sa 30^e session le 20 juin 1975, sous la présidence de M. Henri Laval, président de la section des finances du Conseil d'Etat.

M. Guy Verdell, président du Groupe des assurances nationales, a rendu compte au nom du conseil d'administration, des résultats des opérations du groupe. L'activité économique peu favorable, le GAN, toutes branches réunies, a enregistré en France au cours de l'exercice 1974, une progression du montant de ses primes comparable à celle de 1973, soit 12,2 % au lieu de 12,6 %.

Les Assurances nationales Canl-Industriel ont pu réaliser un nouveau développement de leur participation aux bénéfices, qui atteint — y compris la participation complémentaire — 10,81 % des primes contre 10,22 % en 1973. Elle représente en 1974 91,9 % du bénéfice d'exploitation avant attribution de cette participation.

Les assurances nationales IARN, société locale, acoélée et rétrocédée divers du groupe, enregistrèrent, pour leurs affaires directes en France, un solde positif de leur compte d'exploitation (8,5 millions de francs). La branche automobile, elle-même, laisse à l'année 1974, un solde bénéficiaire.

GAZ DE FRANCE

EXTRAIT DU RAPPORT ANNUEL 1974

Les ventes du Gaz de France et de ses filiales (S.M.G.S.O. et Gered) ont atteint en 1974, 143 milliards de therms, soit 4 % de plus que celles de 1973. Dans le bilan économique national, le gaz représente 171 milliards de therms, soit un peu moins de 10 % de l'ensemble de l'énergie primaire: 69 milliards de therms sont venues d'Aquitaine, 32 milliards des Pays-Bas et 20 milliards d'Algérie. Ces quantités ont permis des ventes sur l'ensemble du pays se répartissant pour 41 % au secteur résidentiel et tertiaire, pour 43 % au secteur industriel et pour 14 % aux centrales électriques.

Le compte d'exploitation du Gaz de France enregistré, en 1974, un déficit de 221,6 millions de francs contre 227 millions de francs après pertes et profits.

Cette évolution brutale de l'année 1974 est d'autant plus regrettable qu'elle succède à une période de cinq années de redressement continu. En effet, entre 1969 et 1973, le déficit d'exploitation s'était réduit de 198 à 11 millions et le résultat global après pertes et profits avait été ramené de 223 à 107 millions.

Les conditions de financement des investissements, lesquels ont atteint 1504 millions de francs en 1974, se sont également améliorées: les dépenses propres du Gaz de France contractées, en 1962, 17 % des besoins de financement, sont passées à 25 % actuellement, aux remboursements d'emprunt et aux fonds de roulement.

Le développement de l'énergie nucléaire a été encouragé par le développement de la production d'électricité. Ce développement leur paraît indispensable pour améliorer les conditions de vie dans les villes et pour alléger les besoins en carburants dérivés du pétrole.

E.D.F. et R.W.E. coordonneront leurs actions dans ce sens et s'efforceront d'accroître l'efficacité des efforts déployés en ce domaine par l'industrie et les organismes de recherche, avec l'aide des pouvoirs publics.

GRUPE LAFARGE

SOCIÉTÉ NORD-AFRICAINE DES CEMENTS LAFARGE

SOCIÉTÉ DES CEMENTS ARTIFICIELS D'ORANIE

Dans le cadre des accords intervenus entre le gouvernement algérien et le Groupement des entreprises nationales en Algérie (G.E.N.A.), les sociétés viennent de recouvrer le plein versement à valoir sur le règlement de l'indemnité forfaitaire leur revenant.

Le règlement de la dernière partie de l'indemnité devrait intervenir dans un mois.

Le règlement d'administration des deux sociétés se réunira dans le courant du troisième trimestre de cette année pour déterminer les propositions à présenter aux actionnaires sur l'affectation des sommes reçues et sur l'avenir de ces sociétés.

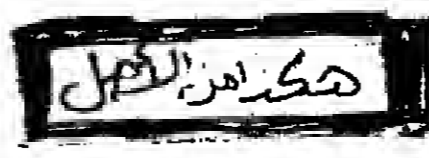
SEB S.A.

Le chiffre d'affaires consolidé du groupe SEB s'est accru, pour le premier semestre 1975, de 21 % par rapport au premier semestre 1974, et de 61 % par rapport au premier semestre 1973.

Ce taux de croissance de 21 % s'applique aussi bien au chiffre d'affaires réalisé sur le marché français que sur le chiffre d'affaires réalisé à l'étranger.

Il est à noter que la progression des ventes s'est accélérée au cours des trois derniers mois puisque le taux de croissance du chiffre d'affaires du troisième trimestre par rapport au deuxième trimestre 1975 est de 27 %.

BOURSE DE	
VALEURS	
SEB S.A.	120,00
GAZ DE FRANCE	150,00
GRUPE LAFARGE	80,00
SOCIÉTÉ NORD-AFRICAINE DES CEMENTS LAFARGE	40,00
SOCIÉTÉ DES CEMENTS ARTIFICIELS D'ORANIE	30,00



LES MARCHÉS FINANCIERS

EURO-ÉMISSIONS

Vif intérêt sur les eurodollars

L'attrait pour les eurodollars est en hausse... Les valeurs industrielles d'Europe ont été affectées...

LONDRES

Les valeurs industrielles d'Europe

Table with columns: VALEURS, CLOTURE 18/7, 21/7. Lists various stocks and their prices.

INDICES QUOTIDIENS

Table with columns: INDICES QUOTIDIENS, 18/7, 21/7. Shows daily index values.

COURS DU DOLLAR A TOKYO

Table with columns: 1 dollar (en yen), 18/7, 21/7. Shows dollar exchange rates.

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

GROUPEMENT GEMINEX - Émission d'un emprunt de 200 millions de francs à 10,50 % et quinze ans...

MATIÈRES PREMIÈRES

Cours des principaux marchés

du 18 juillet 1975

(Les cours entre parenthèses sont ceux de la semaine précédente.)

MÉTALUX - Londres (en sterling par tonne)

comptant, 359,50 (57); à trois mois, 377 (57); à six mois, 387 (57); à neuf mois, 397 (57); à douze mois, 407 (57).

NEW-YORK (en cent par livre)

coton, oct., 42,28 (48,85); déc., 42,50 (48,17); laine, oct., 149 (149); déc., 149 (149).

CAOUTCHOUC - Londres (en nouveaux pence par kilo)

S.S.S., comptant, 38-40,50 (36-38); Singapour, comptant, 144-25-147,50 (138-130).

NEW-YORK (en cent par lb)

café, août, 57,30 (57,30); oct., 58,50 (58,50); nov., 59,50 (59,50); déc., 60,50 (60,50).

CHICAGO (en cent par boisseau)

blé, sept., 33,30 (33,30); maïs, sept., 26,30 (26,30); déc., 26,30 (26,30).

VALEURS

Main table of stock values with columns: VALEURS, Cours précéd., Dernier cours, VALEURS, Cours précéd., Dernier cours, VALEURS, Cours précéd., Dernier cours, VALEURS, Cours précéd., Dernier cours.

BOURSE DE PARIS - 18 JUILLET - COMPTANT

Table of Paris stock exchange data with columns: VALEURS, Cours précéd., Dernier cours, VALEURS, Cours précéd., Dernier cours, VALEURS, Cours précéd., Dernier cours, VALEURS, Cours précéd., Dernier cours.

MARCHÉ A TERME

Table of forward market data with columns: VALEURS, Précéd. clôture, Dernier cours, VALEURS, Précéd. clôture, Dernier cours, VALEURS, Précéd. clôture, Dernier cours, VALEURS, Précéd. clôture, Dernier cours.

VALEURS

Table of stock values with columns: VALEURS, Précéd. clôture, Dernier cours, VALEURS, Précéd. clôture, Dernier cours, VALEURS, Précéd. clôture, Dernier cours, VALEURS, Précéd. clôture, Dernier cours.

COTE DES CHANGES

Table of exchange rates with columns: MARCHÉ OFFICIEL, COURS DES VALEURS, COURS DES VALEURS.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

Table of gold market data with columns: MARCHÉ OFFICIEL, COURS DES VALEURS, COURS DES VALEURS.

UN JOUR DANS LE MONDE

- 2-3. EUROPE
- 4. AMÉRIQUES
- 5. AFRIQUE
- 6. PROCHE-ORIENT
- 7. ASIE
- 8. POLITIQUE
- 9. DÉFENSE
- 10. ÉDUCATION
- 11. ANNIVERSAIRE
- 12. FEUILLETON
- 13. JUSTICE
- 14. FAITS DIVERS
- 15. SCIENCES
- 16. SPORTS

LE MONDE DE L'ÉCONOMIE
Pages 11 à 14

- Les investissements productifs et les autres.
- Point de vue : couper les allées aux recherches sur contrats ?
- Les perspectives d'activité pour les principaux secteurs.
- Depuis 1974, le marché des terres agricoles se réchauffe.
- Aux sources de l'or sud-africain.

15. AUTOMOBILE
16-17. ARTS ET SPECTACLES
20-21. ÉQUIPEMENTS ET RÉGIONS
22. LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

LIRE ÉGALEMENT
RADIO-TELEVISION (16)
Annonces classées (15 à 20) ;
Aujourd'hui (15) ; Carnet (15) ;
« Journal officiel » (15) ; Méteo-
logie (15) ; Vota croisée (15) ;
Finances (15).

Europcar loue des voitures de la Renault 4 à la Mercedes. Réservez au 645.21.25.

SÉCURITÉ ROUTIÈRE ACCRUE DE JANVIER A MAI

En cours du mois de mai 1975, dans l'ensemble de la région parisienne, le nombre des victimes de la route a diminué par rapport au mois de mai 1974 : accidents : - 9 % ; blessés : - 6 % ; tués : - 2 %.

Le comité régional de la sécurité routière, qui donne ces chiffres, ajoute le commentaire suivant : « En considérant les cinq premiers mois de 1975, on observe une importante diminution du nombre de tués (- quarante-deux tués, soit - 19 %, par rapport à 1974) dans Paris et la petite couronne, alors que vingt-deux tués en plus (soit + 8 %, par rapport à 1974) sont recensés dans la grande couronne au cours de cette période. Cette tendance peut être mise en relation avec l'augmentation des infractions à la vitesse constatées par la Gendarmerie nationale dans les petites agglomérations et la rase campagne (+ 8 %). »

ANCIEN HOMME FORT DU GOUVERNEMENT

M. Lopez Rega a quitté l'Argentine

M. José Lopez Rega, ancien ministre argentin du bien-être social et ancien conseiller privé de la présidente de la République, qui a quitté Buenos-Aires samedi, était attendu ce lundi 21 juillet à Madrid. L'ex-homme fort du gouvernement argentin, accusé d'avoir organisé les commandos de lutte anticomuniste responsables de nombreux crimes, et menacé de poursuites, est accompagné, selon l'agence France Presse, de

son gendre, M. Raul Lastiri, qui a été démissionnaire samedi de son poste de président de la Chambre des députés.

À Buenos-Aires, Mme Isabel Peron est restée cloîtrée dimanche dans sa résidence pour la quatrième journée consécutive. Elle devait recevoir ce lundi les dirigeants de la C.G.T. qui comptent lui remettre un document sur la situation économique.

De notre envoyé spécial

Buenos-Aires. — « Sais-tu pourquoi Lopez Rega a dû partir ? Il avait été menacé par l'A.A.A. » Cette plaisanterie liant le nom de l'ancien « homme fort » de l'Argentine à l'organisation terroriste d'extrême droite, qu'il était soupçonné d'avoir au moins tolérée, a fait le tour de la capitale le samedi 19 juillet. L'ancien président venait à peine de décoller de Buenos-Aires, avec l'ancien ministre du bien-être social.

M. Lopez Rega a quitté la scène avec les honneurs, en qualité de « représentant personnel de la présidente de la nation auprès des organismes internationaux du Vieux Monde ». Cette sortie a été commentée ici avec beaucoup de sévérité, notamment dans les milieux populaires, où l'on estime que l'ancien conseiller de Mme Peron avait des comptes à rendre au pays.

Les hommes politiques, eux, pensent plutôt que ce départ est miraculeux. Il répond en effet au cas le plus favorable qu'ils avaient imaginé : le présidente, symbole de la continuité des institutions, demeure, tandis que son secrétaire privé, chef du clan qui a monopolisé le pouvoir depuis la mort de général Peron, se va.

Quelles menaces réciproques, quelles négociations subtiles ont amené les militaires à laisser partir M. Lopez Rega ? Quelques

faits indiquent que, de part et d'autre, un litigé pied à pied.

Non seulement M. Lopez Rega était finalement demeuré dans la résidence présidentielle, mais il est à peu près certain qu'il avait participé ces jours derniers à un conseil de cabinet. En outre, prenant prétexte de la mauvaise santé de la présidente, il filtrait plus que jamais les visiteurs de Mme Peron.

Le point culminant de l'affrontement entre l'ancien ministre et ceux qui étaient décidés à l'éloigner a été atteint, rapporte le quotidien *La Opinion* du 20 juillet, au moment où le conseil commandant la garde présidentielle a entrepris de faire désarmer la milice privée que M. Lopez Rega avait introduite, pour sa protection, dans l'enceinte de la résidence de Los Olivares.

Scandaleux, inévitable ou inespéré, le départ de M. Lopez Rega marque la fin d'une époque mais intense. Car il est admis ici que la présidence de l'Argentine est un centre de tensions où se font de permettre à la présidence de rester en place.

Le gouvernement pourrait être très rapidement épuré. Les mi-

Présidé par M. Jacques Chirac

Un conseil interministériel examine le dossier de l'industrie électronucléaire

Le premier ministre devait présider, ce lundi 21 juillet, un conseil interministériel consacré à la politique nucléaire française. Aucune décision définitive ne devait être prise, la réunion étant destinée à préparer le dossier en vue d'un ultime conseil, qui se tiendra vraisemblablement vers la fin du mois à l'Élysée.

Quel rythme de construction de centrales nucléaires adopter après 1977 ? Comment réorganiser l'industrie nucléaire française ? Comment développer la coopération franco-allemande dans ce domaine ? Telles sont les principales questions qui se posent aujourd'hui au gouvernement français. S'il n'est pas question de revenir sur le nombre de centrales nucléaires qui seront édifiées en 1976-1977, ni d'arrêter formellement un chiffre pour les mises en chantier de centrales pour les années suivantes, le conseil devrait cependant tracer les grandes lignes du programme nucléaire après 1977. Le rythme de construction serait réduit pour aller sur un moyen terme de cinq centrales seulement par an.

Ce — relatif — ralentissement de l'effort nucléaire, par rapport à ce qui avait été prévu sous le gouvernement de M. Messmer, aura, évidemment, des répercussions sur l'industrie française. Les ministres vont examiner le projet qui vise à faire rentrer le Commissariat à l'énergie atomique dans l'État, aux côtés de l'Orano (le Monde du 16 juillet). Mais leur fait également étudier les moyens à met-

Toujours en hausse

LE DOLLAR FROLE LES 4,30

La poussée sur le dollar s'est poursuivie avec vigueur, lundi matin, sur les marchés des changes à Paris, le cours de la monnaie américaine a touché 4,30 F (contre 4,28 F vendredi) pour revenir à 4,29 F à l'heure de l'après-midi. Le dollar a dépassé les 2,50 DM et à Zurich 2,65 FS. A ce rythme, des ventes de 60 milliards sont prévues, notamment de 10 milliards de francs par semaine. Le dollar vient de monter de 5 % en trois mois, et de 10 % en six mois, ce qui est une hausse sans précédent.

LE CNPSE SE SPÉCIALISE DANS L'INFORMATION SUR LA FORMATION PROFESSIONNELLE

Le Centre national d'information pour la productivité des entreprises (CNPSE), créé en 1968, dont l'activité portait jusqu'à présent à la fois sur l'information économique générale et sur l'information concernant la formation professionnelle, se spécialise dans ce dernier domaine. Il constate ainsi la difficulté qu'il y a à mettre d'accord les partenaires sociaux sur une information économique commune, et se prépare à répondre aux besoins croissants de l'information sur la formation professionnelle. Ces besoins ont été mis en évidence puisque, dès l'année dernière, le secrétariat d'État à la formation permanente a participé financièrement au budget du CNPSE, ce qui explique que M. Paul Granet en devienne le tuteur.

M. GUY PINOT EST CHARGÉ DES PROBLÈMES DE LA PROSTITUTION

M. Valéry Giscard d'Estaing a décidé de confier tous les problèmes concernant la prostitution à M. Guy Pinot, premier président de la cour d'appel d'Orléans. M. Pinot, qui sera nommé officiellement mercredi par le conseil des ministres, devra être reçu lundi après-midi 21 juillet par M. Giscard d'Estaing.

NOUVELLES BRÈVES

- Dans le Tarn- et Garonne, les conseillers municipaux de sept communes ont donné leur démission pour protester contre la formation d'un district de 131 D.F. Les sept maires des communes concernées (Belvès, Durfort, Lauzerte, Saint-Amans, Saint-Juliet, Sauveterre et Tréjols) ont adressé une lettre à M. Michel Fontatowski, ministre d'État, ministre de l'Intérieur, lettre à laquelle ils ont joint le texte des délibérations de leur conseil municipal. — *Corresp.*
- Des coups de feu ont été tirés, samedi 19 juillet, sur un autocar allemand qui transportait des émigrés portugais venant dans leur pays pour y passer des vacances. L'incident s'est passé à Barraco, près de Montagna, dans le centre du pays, près d'une barrière de contrôle. Le chauffeur, sachant pas à qui il avait affaire, avait refusé de s'arrêter. Il a été blessé. — *(A.F.F.)*

LA BANQUE DE PARIS ET DES PAYS-BAS EST VICTIME D'UNE ESCROQUERIE PORTANT SUR 23 MILLIONS DE FRANCS.

Une information judiciaire vient d'être ouverte à Paris dans une affaire d'escroquerie portant sur 23 millions de francs, un délit de la Banque de Paris et des Pays-Bas. Au siège de la banque, qui s'est perdue partie civile, on confirme avoir été victime d'une escroquerie, mais on se refuse à tout commentaire, à part ne pas gêner l'enquête. On rappelle cependant que les bénéfices du premier semestre 1975 se sont élevés à 47,5 millions de francs, et sont donc largement supérieurs à la perte ainsi occasionnée.

RECYCLAGE

en septembre, des BACHELIERS A. S. C. D., pour P.C.E.M. et pharmacie CEPEP group. (libre de professeurs 57, r. de la Madeleine, 92-Neuilly) 722-94-84

Chef de l'opposition populiste autrichienne

M. KARL SCHLEINZER MEURT DANS UN ACCIDENT DE LA ROUTE

(De notre correspondant.) Vienne. — M. Karl Schleinzler, chef de l'opposition populiste (chrétienne) d'Autriche, est mort d'un accident de la route, samedi 19 juillet, dans un accident de la circulation. Il était âgé de cinquante et un ans.

UN GISEMENT DE VAPEUR EST MIS EN ÉVIDENCE À L'OUEST DE DJIBOUTI

Des indices de vapeur à 200 °C ont été constatés, à 1.150 mètres de profondeur, du Bureau de recherches géologiques et minières (B.R.G.M.), dans le sud-ouest de la péninsule de Djibouti, non loin du lac Assal.

Si ce gisement était un jour exploitable, l'énergie produite à partir de la vapeur humide (1) extraite du sol pourrait servir à faire tourner une centrale thermique, qu'une ligne électrique relierait à Djibouti. Les géologues avaient été surpris de constater que le sous-sol du T.F.A.I. contenait très probablement des aquifères surchauffés.

L'eau de l'aquifère atteint par le forage est, au fond du puits, à la pression de 90 bars. À cette pression, la température de 200 °C est insuffisante pour que l'ébullition puisse se produire spontanément, et le puits n'est pas éruptif naturellement. Il a fallu injecter de l'eau comprimée à 40 bars pour émettre l'eau présente à mi-puits, et ainsi, permettre à l'eau surchauffée du fond de monter en surface.

M. GUY PINOT EST CHARGÉ DES PROBLÈMES DE LA PROSTITUTION

M. Valéry Giscard d'Estaing a décidé de confier tous les problèmes concernant la prostitution à M. Guy Pinot, premier président de la cour d'appel d'Orléans. M. Pinot, qui sera nommé officiellement mercredi par le conseil des ministres, devra être reçu lundi après-midi 21 juillet par M. Giscard d'Estaing.

NOUVELLES BRÈVES

- (1) La vapeur humide possède une proportion variable de gaz dissous, ce qui peut entraîner, au moment de l'exploitation, des phénomènes de corrosion. On ne connaît pas à ce jour les conditions de gisement de vapeur humide de ce type.

Les mots croisés de la loterie nationale

TRANCHE DES MOISSONS

Horizontalement. - 1/ Leur richesse dépend surtout des caprices de la nature. - 2/ Peuvent faire trébucher des géologues. - 3/ Est perdue librement fumée aux moissons lorsqu'il est tardif ; Génie nordique ; Précède le nom d'une personne digne de respect. - 4/ Dans l'horizon familial d'un O.R.L. ; Terme musical. - 5/ Éventuel but d'excursions pour des Robbeis ; Sur le Danube ; Préfixe. - 6/ Ne déteste pas du tout. - 7/ D'un verbe couramment employé par les responsables de la Loterie Nationale ; Elle se montre plus ou moins généreuse envers d'anciens agriculteurs et faisait travailler d'anciens moissonneurs. - 8/ Fin de participe ; Doit plus moissons égyptiennes ; D'un verbe auxiliaire. - 9/ Appris et éventuellement restant ; Un simple geste qui peut procurer un vif plaisir.

Verticalement. - 1/ Effectuent leur travail sur le champ. - 2/ Agréable est celle dégagée par le foin coupé ; Tes de foin. - 3/ Assez grivoise. - 4/ Pronom ; Réduit, le cas échéant, les moissons à néant. - 5/ Personne froide ; Figure biblique. - 6/ Ils de l'U.R.S.S. ; Ville étrangère. - 7/ Sens ornement ; Sert d'aménagement en Bretagne ; Permettent d'observer les hypothèses les plus hardies. - 8/ Partie du corps (épais) ; A moitié noir ; Cœur de veau. - 9/ Plus ou moins bien cotée ; De vapeur sèche, dont toute l'eau est en phase gazeuse, et qui sont directement utilisables. On ne connaît pas à ce jour les conditions de gisement de vapeur humide de ce type.

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12

Solution demain dans ce journal

MC2